

La lutte anti-drogue
Vaste coup de filet
contre la Mafia

LIRE PAGE 10
L'ARTICLE DE PHILIPPE PONS

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

« Le Monde des livres »

Pages 13 à 16

Le « de Gaulle » d'Henri
Guillemin
André Comte-Sponville,
philosophe

Le FMI, le tiers-monde et la géopolitique

Entre le Fonds monétaire international, le comité intermédiaire, se réunit ce jeudi à Washington, sous la présidence du ministre belge des finances, M. Willy De Clercq, et les pays à bas revenus surendettés, le jeu est plus subtil, et la mutuelle dépendance plus étendue qu'il n'y paraît à première vue. En fait, les mobiles qui ont poussé, à la fin du mois dernier, le ministre mexicain des finances, M. Jesus Silva Herzog, à prendre l'initiative d'un plan de sauvetage « à l'extrême » en faveur de l'Argentine, ou plutôt des banques étrangères, et surtout américaines, auprès desquelles les autorités d'abandon, civiles ensuite, ont laissé depuis octobre dernier s'accumuler les arriérés d'intérêt.

En vertu de ce plan, trois pays eux-mêmes chargés de dettes, le Mexique, le Brésil, la Venezuela, et un quatrième, la Colombie, dont la situation s'est nettement détériorée depuis qu'on répète qu'il est le seul Etat (avec le Paraguay) à échapper au déficit commun de 300 millions de dollars au gouvernement de M. Raúl Alfonsín, en attendant que les banques américaines pressent le relais.

Depuis plus d'un an, on parle de la constitution d'un « club » des pays débiteurs, et en particulier d'un club des pays latino-américains. Une conférence internationale s'est tenue, en septembre dernier, à Caracas, pour affirmer, en termes qui s'engageaient à rien, leur solidarité. Il se pourrait bien qu'on assiste effectivement à la formation d'un tel club, mais pas pour les raisons que l'on croyait. Si M. Silva Herzog a voulu que l'Argentine puisse respecter l'échéance du 31 mars, c'est parce que le Mexique, qu'on loue pour le chemin qu'il a déjà parcouru dans la voie du rétablissement, risquerait de perdre la face si le président Alfonsín en prenait trop à son aise avec les disciplines du Fonds monétaire, et les engagements solennels — les engagements modifiables, comme le prouve le cas du Brésil — contractés à son égard.

Une quarantaine de pays ont déjà conclu avec le FMI des accords comportant la mise en œuvre de « politiques d'ajustement » plus ou moins draconniennes et plus ou moins appliquées. Cela signifie que, « no less, volens », une quarantaine de gouvernements ont lié leur sort à des programmes conçus en étroite liaison avec cette institution, ou pratiquement dictés par elle. On constatera, cette semaine, à Washington, avec satisfaction, que si le problème de l'endettement (qui est loin d'être spécifique au tiers-monde) n'est pas près d'être résolu, du moins une débâcle financière aux dimensions de la planète a été jusqu'ici évitée.

C'est un fait que, pour des raisons souvent plus politiques et militaires qu'économiques, la sauvegarde de certains pays apparaît prioritaire. Le souci des intérêts stratégiques a joué un grand rôle dans l'attention toute particulière donnée à deux pays charnières, le Mexique, situé entre les Etats-Unis et l'Amérique centrale, et la Turquie, avant-poste de l'Occident, entre l'URSS et le Proche-Orient. Il reste que, même au Mexique, la bataille du redressement est loin d'être encore acquise et que presque tout reste à faire au Brésil, autre bastion de première importance, dont le régime vient d'être ouvertement contesté par une gigantesque manifestation à Rio-de-Janeiro.

Washington suspend le minage des ports au Nicaragua

La CIA a mis fin à ses opérations et n'aurait pas l'intention de les reprendre

De notre envoyé spécial

La CIA a interrompu le minage des ports nicaraguayens, et ne le reprendra sans doute pas. C'est ce qu'on a affirmé, le mercredi 11 avril, de hauts responsables du gouvernement américain, qui ont tenu à rester anonymes. Puerto Corinto, le principal port du Nicaragua, est pratiquement paralysé par peur des mines et des attaques lancées ces derniers semaines par des vedettes venues de haute mer, comme le relate notre envoyé spécial.

Puerto Corinto. — La longue route du Pacifique balance la mer. Un cargo canadien accosté à quatre milles de Puerto Corinto, dont on aperçoit seulement le minuscule phare blanc et une ligne de docks. Des mains s'agitent au bastingage. L'équipage salue le *Joanapa*, un rafiot nicaraguayen, rouillé et trébuchant de tous ses carcasses, qui tourne autour du navire canadien. Plus loin, un cargo japonais, le *Myosine-Mara*, pas une seule silhouette visible. La promenade au mer serait très plaisante si le ciel n'était pas miné. Depuis le début mars, une demi-douzaine de navires de commerce ont heurté des mines dans ces eaux. Par prudence, les autorités nicaraguayennes ont décidé de faire attendre au large les cargos qui se présentent devant Corinto, à quelque 150 kilomètres au nord de Managua.

Le *Joanapa* s'engage dans le chenal d'accès, moteur au ralenti. Le capitaine a l'œil rivé sur les balises. Il porte un bizarre bonnet en laine brune sur sa tête toute ronde. « C'est le passage le plus délicat, dit-il. C'est là que la plupart des navires dévient et se perdent. »

Depuis, les rares chalutiers du secteur radient les fonds avec leurs filets à la recherche des mines, et des hommes-grenouilles plongent, autour des balises. Sur les quais du port, la chaleur est asphyxiante. Le travail a repris au ralenti. Les dockers en triot de corps décharnés ont l'air épuisé. Quatre énormes cargos sont à quai, dont un soviétique, le *Nicolas-Khrushchev*, de Leningrad, qui charge des balles de coton. Plus loin, un espagnol de Barcelone et un panaméen, le *Ho-Ming-7*, dont l'équipage coréen montre avec excitation les impacts de balles de mitrailleuse sur la dunette et le gal-

lard avant. « Nous avons été attaqués trois fois en deux jours », dit un marin dans un anglais laborieux. Personne n'a été blessé. Les vedettes rapides venues de la haute mer — les *piranhas*, comme les appellent les Nicaraguayens — sont reparties comme elles étaient venues, sans être inquiétées, après avoir lâché leurs rafales.

Pourquoi cette impunité ? Le capitaine Mario Aleman, de la marine de guerre sandiniste, lève les bras d'un air désolé. « Nous n'avons rien, ni avions, ni hélicoptères, ni vedettes de chasse... Le capitaine, qui dénonce avec humeur « l'agression impérialiste qui dure depuis cinq ans », a pourtant une idée précise sur les auteurs des mitraillages et des minages. « Nos ports, a-t-il dit, sont minés par des vedettes pilotées par un bateau mère qui reste au large. Nous avons identifié une frigate américaine, du type *Galaxy*, qui évolue de 30 à 40 milles de la côte. »

MARCEL NEDERGAANG.

(Lire la suite page 5.)

La Nouvelle-Calédonie à l'épreuve de l'autodétermination

1. - Un pari sur l'intelligence

Nouméa. — Leurs banderoles disent la colère des breuvards de Nouvelle-Calédonie : « Les terres à ceux qui les travaillent... » « Faites respecter nos propriétés privées... » « L'ennemi, y en a pas le-bol... » Elles s'adressent au secrétaire d'Etat aux départements et aux territoires d'outre-mer, M. Georges Lemaire, qui s'est rendu dans la brousse, du 3 au 5 avril, pour expliquer aux différentes communautés, sans passer par l'intermédiaire des partis politiques, pourquoi et comment le gouvernement a décidé de « favoriser la démarche vers l'autodétermination du peuple calédonien », en préparant un projet de nouveau statut dont le texte sera examiné par le Parlement au cours de la session de printemps.

De notre envoyé spécial
ALAIN ROLLAT

Une cinquantaine de ces petits drapeaux et foreriers d'origine européenne sont venus à La Foa, centre de la subdivision administrative sud. Ils accusent le pouvoir central de faire preuve de « laxisme » face à la multiplication des pressions et des menaces exercées contre eux par les militants indépendantistes cannes qui font désormais de la revendication foncière leur principale arme politique. Le drapeau tricolore derrière lequel ils sont rassemblés exprime leur credo. La présence de deux drapeaux américains affiche leurs affinités idéologiques.

Malgré la faiblesse numérique de cette manifestation illustre bien l'isolement de ces pionniers « calé-

ches », confrontés à la volonté d'émancipation des tribus mélanésiennes que l'administration coloniale a parquées depuis un siècle dans des réserves. Il n'y a qu'un peu plus au nord-ouest, à Bourail, principal centre rural, et, bien sûr, à Nouméa, capitale du territoire, que le rapport des forces est favorable aux anti-indépendantistes.

En dépit des slogans agressifs M. Georges Lemaire se mêle aux manifestants. Dialogue difficile. « Vous avez abusé de notre patience. Tous les jours on nous abat de bâtons, on arrache nos bœufs, et personne ne fait rien. Envoyez l'armée ! Si les exactions des terroristes continuent il y aura des accidents regrettables dont vous porterez la responsabilité ! », disent-ils au secrétaire d'Etat.

(Lire la suite page 8.)

La naissance d'un enfant après congélation de l'embryon

Cette « première » réalisée en Australie pose de nouvelles questions éthiques

Pour la première fois au monde, une équipe médicale australienne a annoncé, le mercredi 11 avril, à Melbourne, la naissance d'un bébé-éprouvette qui avait, au stade d'embryon, été conservé par congélation. D'autres naissances sont attendues à partir de cette technique thérapeutique, qui ouvre d'intéressantes perspectives médicales et soulève de graves problèmes éthiques.

Le bébé, une petite fille prénommée Zoé, est né il y a une quinzaine de jours au Queen Victoria Hospital de Melbourne, dans le service du docteur Carl Wood. Les parents, mariés depuis douze ans, n'avaient pu avoir d'enfant, la femme souffrant d'une forme de stérilité.

Il y a un an, plusieurs fécondations étaient réalisées entre des ovules prélevés chez la femme et des spermatozoïdes du mari. Trois embryons étaient alors implantés dans l'utérus maternel. Sans succès. Les six embryons restants étaient congelés. Un nouvel essai était tenté deux mois plus tard, après décongélation de trois embryons. L'un d'eux se développait alors normalement jusqu'à la trente-sixième semaine. A ce moment, l'équipe médicale devait pratiquer une césarienne à cause de complications placentaires. Née prématurée, pesant 2,5 kilos, Zoé aujourd'hui se porte bien.

La technique, encore expérimentale, de la congélation après fécondation *in vitro* présente un intérêt majeur : elle permet d'utiliser à distance des embryons qui ne peuvent être immédiatement implantés dans l'utérus maternel. Les équipes médicales spécialisées estiment en effet ne pas devoir implanter plus de trois embryons à chaque tentative. Dans le même temps, ils peuvent disposer, s'ils le décident, d'un plus grand nombre d'embryons. En d'autres termes, la congélation permet de multiplier les chances de grossesse tout en diminuant le nombre d'interventions nécessaires pour prélever les ovules chez la femme.

JEAN-YVES NAU.

(Lire la suite page 10.)

Les multinationales vont-elles casser l'Europe ?

par PIERRE DROUIN

Dix fois, vingt fois, l'Europe a failli se briser les reins sur la politique agricole. Elle s'aura pas retrouvé son équilibre tant que le cas de la « contribution britannique », qui lui est si fortement liée, ne sera pas réglé. Si l'Europe est proche, comme le pense M. Mitterrand, l'industrie ne va-t-elle pas à son tour faire trembler sur ses bases la construction des Dix ?

Nous ne pensons pas, en l'occurrence, aux secteurs traditionnels dont la reconversion fait tant couler d'encre aujourd'hui, mais au contraire à ceux qui sont bien dans la course, tellement qu'ils trouveront le marché commun trop petit pour eux, et voudraient faire éclater la « vieille peau » pour chercher fortune ailleurs.

En un mot, les multinationales vont-elles aider ou non à l'intégration européenne ? C'était là le sujet d'un colloque qui vient de se tenir à Londres (1), rassemblant notamment des professeurs, des industriels, des banquiers et les syndicalistes.

Que l'Europe des Dix n'ait guère contribué à rapprocher les firmes des pays participants, le phénomène est bien connu. La liste des occasions manquées (Unidata, Fiat-Crisol, Pirelli-Dunlop, Thomson-

Grundig, etc.) est longue, celle des réussites insignifiantes. En revanche, Philips, Olivetti et Thomson ont signé des accords « séparés » avec l'ATT. De même les rapprochements Alfa-Romeo-Nissan, Renault-American Motors, Honda-British Leyland, Philips-Control Data ont frappé l'opinion. Pourquoi cette dissymétrie ?

L'une des raisons dégagées à Londres par de nombreux intervenants est celle-ci : contrairement aux apparences, il n'y a pas en Europe de vrai Marché commun. L'espace commercial des Dix ne ressemble pas à celui des Etats-Unis, par exemple. Il n'existe pas de type de société juridique commune aux pays membres, et les accès aux marchés publics se sont pas libres.

En France, l'acquisition d'une unité de production déclenche une volée de paperasses ; aux Pays-Bas, une législation très protectrice de la main-d'œuvre décourage la mobilité des travailleurs ; en Allemagne et en Grande-Bretagne il règne une assez forte incertitude sur le champ des taxes qui peut s'étendre sans que l'on aie gare, etc. « Toutes ces barrières qui naissent de l'absence d'harmonisation des réglementa-

tions sont aussi graves que les barrières douanières », estime M. Patrick Sheehy, président de BAT Industries, un important conglomérat britannique.

(Lire la suite page 2.)

(1) Organisé conjointement par le Financial Times et l'Institut de recherche et d'information sur les multinationales (IRMI) de Genève.

AU JOUR LE JOUR

Satellites

Ainsi donc, après plusieurs tentatives infructueuses, les Américains ont repris en mains un satellite indiscipliné. Ils l'ont réparé avant de le remettre sur orbite.

Parler d'une grande première à ce sujet, c'est seindre d'oublier que l'autre Grand pratique avec succès, depuis bientôt près de trente ans, la « réparation » et la remise sur orbite sociale des satellites fugueurs.

JACQUES CELLARD.

LOUIS MERMAZ

L'AUTRE VOLONTÉ

« A l'esprit d'abandon et de démission, opposons désormais l'autre volonté qui rendra confiance au pays et le rassemblera. »

Collection « Franc-Parler »

ROBERT LAFFONT

Le Monde

idées

Les multinationales vont-elles casser l'Europe ?

LU

« L'EUROPE, UNE BATAILLE POUR L'AVENIR »
de Christiane Scrivener

Information sans prétention

Le Parti républicain dont elle est membre n'avait pas voulu retirer sa candidature pour les élections européennes. M^{me} Simone Veil l'a imposée, en soulignant notamment la qualité du travail fourni par celle qui fut le rapporteur du budget des Communautés européennes pour 1984. Ainsi M^{me} Christiane Scrivener figure-t-elle en vingt-neuvième place sur la liste UDF-RPR, et c'est tout naturellement à M^{me} Veil qu'elle a demandé de présenter l'ouvrage qu'elle vient de publier : « L'Europe, une bataille pour l'avenir. Ouvrage qui traite de la nouvelle collection « Tribune libre » lancée par la librairie Plon.

Dans ce livre qui se veut sans prétention, M^{me} Scrivener s'efforce de répondre à toutes les questions que se posent « des gens simples, des citoyens avec ou sans responsabilité particulière, avec ou sans intention autre que celle de comprendre les événements essentiels qui peuvent affecter leurs conditions de vie professionnelle et familiale ». Elle présente les institutions communautaires de l'Europe, leur mode de fonctionnement et leur rôle, les étapes de

la construction européenne et s'interroge sur l'avenir de la Communauté en émettant, dit-elle, de « simples réflexions » ou dans un « pessimisme désespéré ». Il existe deux solutions pour que naisse « l'Europe de la seconde génération », écrit-elle en conclusion : « L'une consiste à négocier un nouveau traité d'union européenne mais les esprits ne sont sans doute pas mûrs. L'autre (consiste) à appliquer les traités existants qu'ils ne le sont aujourd'hui et à les compléter par des accords sur la coordination des politiques étrangères et sur la défense de l'Europe. » Ce livre suppose, ajoute M^{me} Scrivener, que tous les partenaires soient animés par une volonté commune de poursuivre la construction européenne. Cela suppose aussi qu'ils se sentent soutenus par leurs opinions publiques. Ce soutien de l'opinion publique, M^{me} Scrivener aura tout loisir de le mesurer lors de la campagne qui s'ouvre.

C. FAUVET-MYCIA.

* L'Europe, une bataille pour l'avenir. C. Scrivener. Tribune libre, Plon, 250 p., 58 F.

(Suite de la première page)

Ces barrières dont on ne peut pas se passer, c'est-à-dire le Marché commun que les multinationales ont en plus d'atlantides des multinationales européennes. De même, une vraie place financière européenne serait indispensable, ainsi que la libre circulation des capitaux et l'homogénéisation des pratiques bancaires. « Par exemple, fait remarquer M. Charles Green, directeur général de la National Westminster Bank, les fonds de retraite devraient investir là où ce serait le plus rentable. » Et puis si « la mondialisation communautaire prend mal » (Daniel Le Franc), c'est aussi parce que le cloisonnement, la fragmentation des marchés subsiste du fait des normes différentes imposées par les actions, des frontières fiscales et administratives, des prescriptions sanitaires variées. « Nous sommes à régler au jour le jour nos petits problèmes juridiques ou idéologiques », constate M. Helmut Maier, directeur de Nestlé, alors que les Japonais, qui savent où est le vrai champ de bataille, construisent déjà l'an 2000.

Autre phénomène enregistré : la baisse des bénéfices des investissements en Europe par rapport à ceux qui sont produits aux États-Unis ou au Japon (2), ce qui explique la migration des capitaux vers les États-Unis. Quatre ans après le début de la crise pétrolière, la part des investissements français aux États-Unis était passée de 10 % à 20 % du total, celle des Allemands de 13 % à 42 % et celle du Royaume-Uni de 25 % à 30 %, note

M. Michalet. On enregistre aussi bien des rachats d'entreprises, des fusions, ou des prises de participations. La concentration industrielle se renforce donc dans la zone CEE-États-Unis. L'Europe, d'autre part, ne sait pas profiter de tous les bénéfices de sa créativité. M. Koji Kobayashi, président de la Nec Corporation, insiste sur ce thème en faisant défiler une liste impressionnante de découvertes réalisées dans le Vieux-Monde et qui ont été exploitées industriellement par les États-Unis ou le Japon. « On se préoccupe beaucoup trop en Europe des effets négatifs du progrès technologique, précise-t-il, ce qui freine l'innovation. » Sa compagnie, sous son impulsion, impressionnée par le fait que le téléphone n'a pratiquement pas bougé depuis Graham Bell, c'est-à-dire depuis plus d'un siècle, investit dans la recherche du « téléphone interprète », celui qui traduit la communication du correspondant dans le langage désiré. « Il faut que nous y arrivions d'ici 20 ans », conclut M. Kobayashi qui a... soixante-trois ans.

Une nouvelle vocation

Enfin, comme le souligne M. Carlo de Benedetti, président d'Olivetti, le marché européen est découpé trop petit. « Tout le monde essaie d'augmenter sa part de marché, au lieu d'augmenter le marché. » N'y aurait-il donc pas, comme se le demande M. Charles-Albert

Michalet, une nouvelle vocation pour l'Europe, celle d'être une base de départ pour les multinationales ? Il serait temps, car le marché européen est de plus en plus pénétré par les multinationales étrangères dans les industries de pointe. Les risques sont évidents : le déficit commercial pour les techniques de l'information s'accroît d'année en année (8 milliards de dollars en 1982) ; quatre millions d'emplois ont été perdus de ce fait pour la CEE ; la compétitivité s'effondre dans nos systèmes de recherche ainsi que la qualification du personnel. Sans parler du danger d'une perte d'identité culturelle puisque les techniques de l'information véhiculent beaucoup de matière grise.

C'est pourquoi M. André Danzin voit, dans le programme ESPRIT adopté par la CEE et qui permettra dans ce domaine, on le sait, la collaboration de douze sociétés d'électronique, une chance nouvelle pour l'Europe. Ce sont moins les 1 500 millions d'ECU engagés dans l'opération qui importent que le fait que les Européens apprennent à travailler ensemble et que le projet ait un aspect « transnational ». L'industrie étant associée en amont avec l'université et en aval avec une clientèle très motivée. ESPRIT doit-il surtout favoriser les Européens ? Le problème reste ouvert. Il y a deux stratégies possibles : l'une qui encouragerait un nationalisme européen, la création d'un espace où l'on jouirait d'une sorte de « rente de situation » ; l'autre qui favoriserait la naissance ou le développement de « multinationales

universelles », ce qui aurait notamment pour effet de faciliter l'arrivée de laboratoires étrangers sur le territoire européen.

La plupart des hommes d'affaires penchent vers la deuxième voie, certains autres estiment qu'il faut plutôt jouer au coup par coup, admettre pragmatiquement un cocktail de solutions suivant les domaines et la sauvegarde d'une réciprocité négociée avec les firmes étrangères.

Deux choses sont sûres en tout cas, selon M. Danzin :

1) Il faut que l'Europe retrouve un espace où joue comme aux États-Unis le « phénomène de résonance », c'est-à-dire l'amplification de la demande lorsque quelques chocs réussis, grâce à des clients pionniers désireux d'utiliser l'innovation pour la satisfaction de leurs besoins personnels et pour le progrès de leurs entreprises. Provoquant la convoitise d'autres clients, ils déclenchent alors une consommation de masse. Au lieu de cela, pour soigner leurs « champions nationaux », les États européens s'ingénient aujourd'hui à trouver toutes sortes d'entraves, dont on a parlé plus haut, ou soutiennent les firmes par des artifices (subventions, prêts bonifiés, politiques préférentielles d'achats publics, etc.).

2) La multinationalité répond à la « nature des choses ». Son développement est étroitement lié à l'émergence de la « civilisation de la communication et de la connaissance » dont l'une des caractéristiques principales est la force des liens d'interdépendances qui s'exercent en toutes circonstances : entre clients et fournisseurs, entre systèmes économiques, entre gouvernements et entreprises, entre États en dépit des frontières. D'autre part, le phénomène de multinationalité est directement lié au développement de la « planète cible », pour des raisons, en quelque sorte, physiques. Les pays à économie de marché se dotent d'un « système nerveux » qui, dans le domaine économique, abaisse les frontières des États de facto, quelles que soient leurs volontés d'autonomie. Le marché tend à devenir un marché mondial unique.

Enfin, la validité des solutions multinationales est d'autant plus grande que les frais initiaux de recherche, développement, démonstration, industrialisation sont élevés. Leur amortissement impose la massification des productions, et donc la conquête du plus grand nombre possible de marchés.

L'ère de la société d'information, les multinationales ont sûrement plus de chances de sauver le Marché commun que de le casser. Au reste, l'évolution de l'opinion à leur égard évolue assez nettement dans un sens positif (3), ce qui ne veut pas dire que ces organisations intersectorielles peuvent tout se permettre. A Londres, les quatre syndicats présents, M. Cline, Jenkins, Ernst Fiehl, Herman Robbin et Charles Levinson, ont tous insisté sur la carence de l'information à l'égard du personnel et du manque d'esprit de participation, la stratégie de consultation étant souvent encore à peine ébauchée. Comme le disait M. Robbin : « Partager l'information, c'est partager le pouvoir, ce qui est aussi agréable pour un employeur que de se faire entendre sans être entendu. »

PIERRE DROUIN.

« Et puis après ? »

« Et puis après ? » a dit M. Mitterrand après avoir reconnu son erreur idéologique, ou plutôt selon sa curieuse formule, après avoir reconnu « une erreur collective dont il confesse la totalité des experts et des responsables de l'époque » (avant l'élection présidentielle).

Courageux, cet aveu ? Oui, mais incroyablement dévot aussi car dans cet « Et puis après ? » il y a toutes les conséquences politiques que les électeurs sont en droit d'attendre.

Même en admettant les circonstances atténuantes que le président de la République s'est amoncelées, le reste que ce ne sont pas les « responsables de l'époque » que les Français ont portés au pouvoir en 1981, mais M. Mitterrand lui-même et son parti, a vu d'un engagement aujourd'hui unilatéralement dénoncé. « En toute honnêteté », comme dit M. Marchais, aucun homme d'Etat ne peut se délier lui-même du contrat passé avec les électeurs.

Le président français dispose cependant d'un moyen plus simple pour légitimer une politique pour laquelle il n'a pas été élu : la dissolution de l'Assemblée nationale, que celle-ci ait jugé bon ou non de censurer le gouvernement. M. Mitterrand serait certain de laisser son nom dans l'histoire s'il avait l'audace d'y recourir.

Ne serait-ce que pour l'efficacité de la politique désormais décriée, seule bonne, il n'est pas possible d'en confier la mise en œuvre à des hommes qui disent avant de passer aux urnes le contraire de ce qu'ils disent après.

Maurice Delarue,
(Paris).

Mémoires courtes et... défilantes

Le texte publié sous forme de publication, « La mémoire courte », de Monique de la Motte, paru dans le Monde du 27 mars nous offre un certain nombre de lettres. Nous publions les extraits de quelques-unes d'entre elles.

J'ai lu avec intérêt « La mémoire courte ». Le titre qui me rappelle des souvenirs de l'histoire récente, m'avait fait espérer que les auteurs connaissent aussi bien l'histoire de France que l'histoire de l'Occupation. Il n'en est rien ; un passage est tout simplement faux : « Nous sommes les fils de la Révolution française et de la République », disent-ils. Notre capitale, hier comme aujourd'hui, en 1789 comme en 1871, ce n'est pas Versailles, ce n'est jamais été Vichy, et nous n'admettons pas qu'on vienne nous donner des leçons d'histoire.

Et pourtant ils en auraient besoin, car, en tant que maître de Versailles, je suis surpris d'une telle ignorance.

Versailles est le lieu privilégié où se crée la République française, où sont nées les libertés ; la Déclaration des droits de l'homme a été rédigée du 17 au 26 août 1789 à Versailles, puis l'Assemblée nationale a été créée le 5 mai ou 16 octobre 1789 à Versailles, et la Convention nationale a été créée à la ville de Versailles le 20 septembre 1792, dont beaucoup aiment parler pour

stigmatiser leur conduite, étaient en fait, chacun le sait, des Parisiens qui, fuyant la Commune, s'étaient réfugiés à Versailles.

Je trouve déplorable d'essayer d'enfoncer dans l'esprit des lecteurs des idées fausses, des clichés mal vérifiés et mal digérés, et d'en faire des textes de lecture pour les jeunes. Si les auteurs de ce texte se veulent les héritiers de ceux qui ont fondé dans ce pays, en 1789, la République, il serait bon malgré tout qu'ils se rappellent qu'avant 1789 il y a eu 1788, et que la Révolution a commencé à Versailles.

ANDRÉ DAMIEN,
maître de Versailles.

« Tout à fait concerné »

Normalien à l'école normale de Digne, je me sens tout à fait concerné par les propos que vous tenez dans votre page du 16 mars, car dès mon plus jeune âge, j'ai été porté vers cette gauche qui nous gouverne aujourd'hui.

Bien que l'évolution de la situation dans le pays ne me réjouisse pas, compte tenu du subside des principes de la droite, je demeure fidèle aux idées de la gauche et persiste à penser que l'humanisme qu'elle représente aura été un facteur de redressement économique et d'évolution vers une société plus juste.

B. H.,
Ephraïm.

LETTRES AU Monde

Une mise au point de l'ancien directeur des Monnaies et Médailles

L'article de Manuel de Diegues, « Sculpteurs-graveurs en otage » (le Monde du 16 mars) nous a valu plusieurs mises au point, dont l'une de M. Pierre Delahaye, ancien directeur de l'Administration des Monnaies et Médailles. On en trouve ci-dessous l'essentiel :

1. L'article vise le cas des médailles fabriquées à façon par la Monnaie de Paris pour le compte d'éditeurs particuliers. Ceux-ci choisissent le créateur de la médaille et règlent les conditions d'honoraires, auxquelles la Monnaie n'a rien à voir.

2. Vers 1965, le Syndicat national des sculpteurs professionnels est intervenu auprès de la Monnaie pour lui demander de s'introduire dans les relations entre artistes et éditeurs pour leur moraliser en intégrant à sa facture des droits d'auteur, qui, après paiement de celui-ci par l'éditeur, seraient reversés à l'artiste, sur la base du prix payé par l'éditeur pour les médailles livrées. La Monnaie assumait cette charge gracieusement pour rendre service aux artistes qui le sollicitaient, les autres continuant de traiter directement avec l'éditeur.

3. Une décision de justice est intervenue, basée sur le fait qu'un éditeur n'avait pas pris la précaution

de formaliser par écrit les engagements réciproques de l'artiste et de lui-même. Cette décision ne concernait en rien la Monnaie. Depuis lors, le schéma décrit ci-dessus fait, dans chaque cas, l'objet d'un contrat tripartite lorsque l'artiste choisit de s'y référer.

4. Les artistes sont si peu « en otage » dans ce système qu'ils y sont tous demeurés très attachés, sauf un, et que, par diverses pétitions, ils en ont demandé le maintien.

5. L'assertion suivant laquelle le graveur général des Monnaies et ses collaborateurs, maîtres graveurs et graveurs, sont « de simples techniciens, incapables de travailler en taille directe dans l'acier » fera rire tous ceux qui connaissent la Monnaie de Paris et son atelier de graveurs.

6. Non seulement le corps d'élite des graveurs de la Monnaie ne porte aucun « dommage incalculable à la France dans un art où notre pays était en tête des nations », mais il contribue à son prestige, et la prééminence de la France dans ce domaine n'est pas à mettre au passé. De nombreuses appréciations dans la presse étrangère en font foi. De même n'est-il que de parcourir la collection de médailles publiées par la Monnaie de Paris pour le Club français de la médaille pour être rassuré sur « l'appui des intellectuels et des écrivains français » à l'action artistique de la Monnaie de Paris.

Réponse à Marc Berge

Devant le mal occidental (matérialisme, racisme, etc.), les esprits non initiés risquent d'être séduits par les promesses que leur fait miroiter un islam idéalisé, détaché de certains éléments inquiétants de sa doctrine, de son histoire et de ses réalités présentes. A cet islam idéalisé se rattache l'article de M. Berge, pour qui le système juridique islamique garantirait les droits de l'homme (le Monde, 22 mars 1984).

Où est donc le respect du droit des enfants envoyés par milliers sur les champs de bataille au nom de la guerre sainte (Jihad) (le Monde, 21 mars 1984) ?

Où est l'égalité des sexes en islam ? La femme musulmane est-elle la moitié de l'homme dans le mariage. Les quelques réformes favorables à la femme arrachées ici ou là aux textes figés sont désavouées et combattues par un islam « pur et dur ».

Où est l'égalité entre musulmans et non-musulmans ? Le droit musulman implique la négation de la liberté de conscience. « Quiconque désire une autre religion que l'islam, ceci ne sera point accepté de lui et il sera déshonoré », Coran (3, 85) triomphant à Médine. « Deux religions ne doivent pas coexister dans la péninsule arabe », telle fut la dernière instruc-

tion de Mahomet. Les adeptes d'une croyance non révélique, les athées notoirement, ont à choisir entre l'islam et la mort. Le musulman qui change de foi doit être tué. Les gens du Livre (chrétiens et juifs) même autochtones, ne sont jamais égaux aux musulmans. S'ils refusent d'embrasser l'islam, ils deviennent des « dhimmis » (une humanité dévalorisée) astreints, sous la menace de la peine capitale, à payer la capitation, la *jizya*, avec humilité » (Coran 9, 29). Les chrétiens du Liban forment un bastion dressé contre la généralisation de la « dhimmité ». Aujourd'hui les musulmans, les descendants directs du peuple pharaonique, combattent l'échine sous la domination islamique.

Où est l'égalité entre Arabes et non-Arabes (Berbères, Kurdes, Persans) ? « Les non-Arabes, convertis à l'islam pour être égaux avec les arabes, ont été vite déshonorés. Ils furent appelés *ajam*, c'est-à-dire les musulmans, et ils devinrent exactement à barbe dans la bouche d'un grec ou d'un romain. » (Al-Buhārī, *Shahid* : Non-musulmans en pays d'islam, Fribourg, Suisse, 1979).

Où est le respect de la dignité humaine dans les châtiments islamiques (lapidation, amputation, flagellation) qui ne sont pas des peines mais des supplices ?

MAGDI SAMI ZAKI,

à la faculté de droit d'Orléans.

Revue d'études Palestiniennes

AU SOMMAIRE DU N° 11

EDWARD SAID
Le droit de dire l'histoire : Le siège de Beyrouth

SALAH TA'MARI
La vie quotidienne à Ansar

ALBERT BOURGI
Afrique noire - Israël : une relation problématique

NICOLAS GUILLE
La maxime israélienne sur l'eau dans les territoires occupés

GIDEON SPIRO
« Il y a une limite ». Propos d'un insoumis israélien

Chronique historique
STEPHANE YERASIMOS
Voyageurs européens en Palestine ottomane au XVI^e siècle (1517-1600)

Le n° 45 F - Abonnements 1 an (quatre numéros), 140 F
Étudiants (sur justificatif), 110 F
Réglement au nom des Éditions du Minuit (CCP Paris 180.43 T)

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Études palestiniennes
Diffusion : les Éditions du Minuit - 7 rue Bernard Palissy - 75006 Paris

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4287-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 63872 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Danemark, 1,10 kr. ; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Espagne, 110 pes. ; É.-U., 95 c. ; Grèce, 90 dr. ; Inde, 100 p. ; Israël, 1.200 l. ; Liban, 375 F. ; Libye, 0,500 DL ; Luxembourg, 20 fr. ; Norvège, 2,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 90 esc. ; Suède, 300 F CFA ; Suisse, 2,75 fr. ; Tchécoslovaquie, 102 Kčs.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.

Gérant : André Lemaire, directeur de la publication

Directeur administratif : Hubert Beauvillier (1944-1983)

Directeur technique : Jacques Fauriol (1983-1982)

Imprimeur : « Le Monde », S.A. des Indes, PARIS-CEDEX

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administrateur

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2637

Abonnements : 1 an (quatre numéros), 140 F

Étudiants (sur justificatif), 110 F

Réglement au nom des Éditions du Minuit (CCP Paris 180.43 T)

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Études palestiniennes

Diffusion : les Éditions du Minuit - 7 rue Bernard Palissy - 75006 Paris

Le Monde
AFRIQUE
LA MORT ACCIDENTELLE

M. MAUROY : le rôle des

Le rôle des multinationales dans le développement de l'Afrique. M. Mauroy, ministre de l'Économie, a souligné l'importance de la coopération avec les entreprises étrangères pour stimuler la croissance économique du continent africain. Il a insisté sur la nécessité de créer un environnement favorable à l'investissement étranger, notamment en matière de stabilité politique et économique.

M. HERNU :

M. Hernu, directeur général de la Banque mondiale, a souligné l'importance de la coopération avec les entreprises étrangères pour stimuler la croissance économique du continent africain. Il a insisté sur la nécessité de créer un environnement favorable à l'investissement étranger, notamment en matière de stabilité politique et économique.

Le rôle des multinationales dans le développement de l'Afrique. M. Mauroy, ministre de l'Économie, a souligné l'importance de la coopération avec les entreprises étrangères pour stimuler la croissance économique du continent africain. Il a insisté sur la nécessité de créer un environnement favorable à l'investissement étranger, notamment en matière de stabilité politique et économique.

Le rôle des multinationales dans le développement de l'Afrique. M. Mauroy, ministre de l'Économie, a souligné l'importance de la coopération avec les entreprises étrangères pour stimuler la croissance économique du continent africain. Il a insisté sur la nécessité de créer un environnement favorable à l'investissement étranger, notamment en matière de stabilité politique et économique.

Le rôle des multinationales dans le développement de l'Afrique. M. Mauroy, ministre de l'Économie, a souligné l'importance de la coopération avec les entreprises étrangères pour stimuler la croissance économique du continent africain. Il a insisté sur la nécessité de créer un environnement favorable à l'investissement étranger, notamment en matière de stabilité politique et économique.

Le rôle des multinationales dans le développement de l'Afrique. M. Mauroy, ministre de l'Économie, a souligné l'importance de la coopération avec les entreprises étrangères pour stimuler la croissance économique du continent africain. Il a insisté sur la nécessité de créer un environnement favorable à l'investissement étranger, notamment en matière de stabilité politique et économique.

Le rôle des multinationales dans le développement de l'Afrique. M. Mauroy, ministre de l'Économie, a souligné l'importance de la coopération avec les entreprises étrangères pour stimuler la croissance économique du continent africain. Il a insisté sur la nécessité de créer un environnement favorable à l'investissement étranger, notamment en matière de stabilité politique et économique.

Le rôle des multinationales dans le développement de l'Afrique. M. Mauroy, ministre de l'Économie, a souligné l'importance de la coopération avec les entreprises étrangères pour stimuler la croissance économique du continent africain. Il a insisté sur la nécessité de créer un environnement favorable à l'investissement étranger, notamment en matière de stabilité politique et économique.

Le rôle des multinationales dans le développement de l'Afrique. M. Mauroy, ministre de l'Économie, a souligné l'importance de la coopération avec les entreprises étrangères pour stimuler la croissance économique du continent africain. Il a insisté sur la nécessité de créer un environnement favorable à l'investissement étranger, notamment en matière de stabilité politique et économique.

Le rôle des multinationales dans le développement de l'Afrique. M. Mauroy, ministre de l'Économie, a souligné l'importance de la coopération avec les entreprises étrangères pour stimuler la croissance économique du continent africain. Il a insisté sur la nécessité de créer un environnement favorable à l'investissement étranger, notamment en matière de stabilité politique et économique.

Le rôle des multinationales dans le développement de l'Afrique. M. Mauroy, ministre de l'Économie, a souligné l'importance de la coopération avec les entreprises étrangères pour stimuler la croissance économique du continent africain. Il a insisté sur la nécessité de créer un environnement favorable à l'investissement étranger, notamment en matière de stabilité politique et économique.

AFRIQUE

LA MORT ACCIDENTELLE DE NEUF SOLDATS FRANÇAIS AU TCHAD

M. MAUROY : nos troupes continuent de jouer le rôle dissuasif qui a toujours été le leur

La présence des troupes françaises au Tchad et les circonstances de l'accident qui a coûté la vie à neuf soldats du 17^e RGP ont fait l'objet de deux questions d'actualité, mercredi 11 avril, à l'Assemblée nationale.

Répondant d'abord à M. de Lipkowski, (RPR, Charente-Maritime), qui critiquait l'« irresolution » du gouvernement, M. Mauroy a déclaré : « Notre pays est intervenu pour arrêter une invasion, une agression caractérisée. Il ne fallait pas que l'agression paie.

M. HERNU : un excès de confiance, hélas !

Intervenant après le premier ministre, M. Charles Hernu, ministre de la défense, a lui aussi évoqué en réponse à M. Mauroy (PS, Vienne), la présence française au Tchad et les circonstances de l'accident qui a coûté la vie à neuf soldats de la force « Manta » à Oum Chalouba. M. Hernu a notamment déclaré : « La France a pris ses responsabilités et ses armées sont présentes au Tchad avec honneur et courage. Elles ont droit à la reconnaissance de la quasi-totalité des pays africains regroupés au sein de l'OUA (...). La mission de notre contingent « Manta », fort d'environ trois mille hommes, est très claire : elle est de dissuader l'agresseur de progresser, de former les forces gouvernementales tchadiennes, d'aider les populations civiles. A ceux qui nous reprochent notre présence au Tchad, je dirai simplement que la France y honore sa parole et ses engagements internationaux.

« Dans le cadre de leur mission, nos forces dirigées par le général Poffi ont pour instruction, en cas de 16^e parallèle et de la ligne dite des puits, de parer, d'effectuer des missions de reconnaissance : repérer les infiltrations, déminer si nécessaire. Elles sont là également pour appuyer l'armée tchadienne et renforcer la sécurité de nos éléments stationnés plus au sud, en gros le long du 15^e parallèle. J'ai lu et entendu que nous procéderions à des patrouilles mixtes, il n'y a sur ce point aucun accord même verbal. Les éléments tchadiens guident parfois nos patrouilles sur des itinéraires difficiles ; parfois des patrouilles des éléments « Manta » échangent des informations avec les patrouilles des guerriers appar-

« Une dure mission »

« Au cours du tragique accident de samedi dernier, neuf soldats du 17^e régiment de gènes parachutistes ont trouvé la mort et sept autres ont été blessés. Contrairement à ce qu'indiquait une dépêche d'agence, l'officier commandant le détachement est très sérieusement blessé. Je souhaite rendre publiques les informations au fur et à mesure que je les recevrai. Je m'efforce qu'on m'en fasse maintenant grief ! Comme vous tous sur ces bancs, je ne jurerai jamais avec la vie et la mort de nos soldats !

« Dès samedi, j'ai dépêché sur place un colonel de l'état-major des armées chargé de m'informer. L'enquête réglementaire de com-

mandement sur les événements responsables a été menée, comme toujours en pareil cas. D'après le rapport qui m'a été transmis et les premiers éléments des blessés, le 7 avril à 7 heures locales à cinq kilomètres au nord-ouest d'Oum Chalouba, le lieutenant Baumer après avoir fait progresser sa section avec précaution du fait du risque de mines, décidait de faire repasser cette unité à trois cents mètres de la piste, à proximité d'une carcasse de véhicule blindé abandonné là depuis 1982. Vers 7 h 20, un engin, sans doute un obus de quatre-vingt-dix millimètres à détonation retard, a été imprudemment tiré par un ennemi, a-t-il été dit.

« Je récite ce que j'ai dit samedi matin : un choc de mines, ni piégeage, mais une imprudence, un excès de confiance sans doute hélas. Le radio de la jeep ayant été atteint, a été imprudemment tiré par un ennemi, a-t-il été dit. Je me rends à Oum Chalouba pour y demander du soutien. Je comprends la douleur de toutes les familles sans exception et je m'incline devant le deuil cruel qui les frappe. Nos soldats au Tchad ont une dure mission à accomplir pour l'honneur et pour le respect du droit et ils le savent. Je pense qu'en retour ils peuvent être assurés de la compréhension et du soutien de toute une nation qui doit leur faire confiance.

Cette déclaration de M. Hernu a été accueillie par des applaudissements sur les bancs du groupe socialiste mais aussi sur plusieurs bancs du RPR et de l'UDF ainsi que sur quelques bancs du PC.

Le ministre de la défense s'exprimera le jeudi 19 avril devant la commission des affaires étrangères du sénat.

Après l'incident

de Toulouse

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE

NE PORTERA PAS PLAINTE

M. Charles Hernu, ministre de la défense, a déclaré à la radio, après l'incident provoqué par le tir d'un obus qui a tué neuf soldats français tués au Tchad lors de la cérémonie d'hommage qui a eu lieu le 10 avril à Toulouse (le Monde du 12 avril). Le ministre a souligné que cette pénible affaire s'apaise.

A Toulouse, le substitut du procureur de la République a déclaré, le 11 avril après midi, que l'enquête sur l'incident continuait et qu'aucune information n'était ouverte pour l'instant.

De son côté, l'auteur de l'incident, Lionel Riffal, qui avait foncé avec sa voiture sur le groupe des personnalités, a déclaré à Sud-Radio : « Je n'ai proféré aucune menace envers le ministre, j'ai seulement entendu le bruit d'une voiture qui était près de moi, lancer quelques mots. On l'a amené pour qu'il se calme. C'est là que j'ai foncé, et je suis allé vers ma voiture (...). Mais après plus rien, je ne voyais plus personne, même pas celui qui m'a tiré dessus. On m'a dit qu'il se tenait devant moi, qu'il me visait. Je ne voyais rien, c'était le vide autour de moi. Je ne voyais pas le ministre, je roulais, c'est tout. »

Kenya

« DÉMARCHÉ DE TREIZE PAYS OCCIDENTAUX. » Treize pays occidentaux, les principaux bailleurs de fonds du Kenya, ont demandé mercredi 11 avril au gouvernement de Nairobi d'autoriser les organisations humanitaires à intervenir librement dans le nord-est de ce pays, où la répression de troubles tribaux en février dernier par les forces de sécurité (le Monde du 5 avril) avait fait de nombreux morts. (AFP.)

Sénégal

« LIBÉRATION PROVISOIRE DE SOIXANTE-TREIZE INDÉPENDANTISTES DE CASAMANCE. » Soixante-treize des deux cent soixante-cinq personnes arrêtées à la suite des troubles provoqués, le 18 décembre dernier, par des indépendantistes de Casamance, ont été mises en liberté provisoire par le juge d'instruction de la Cour de siége de l'Etat sénégalais. Ces troubles avaient fait vingt-cinq morts (dont six policiers et gardes-maires), selon un bilan officiel, à la suite d'une marche d'un millier de personnes sur Ziguinchor, capitale de la Casamance. Quarante-six personnes avaient déjà été mises en liberté provisoire il y a trois semaines. (AFP.)

Guinée

Le nouveau chef de l'Etat annonce des mesures de libéralisation de l'économie

Libéralisation de l'économie, réformes de structures en matière d'éducation et de santé notamment, « politique de la main tendue à tous les peuples désireux d'aider le pays dans son œuvre de redressement national », telles sont les grandes lignes de la politique du nouveau régime, présentée mercredi 11 avril, par le colonel Lamine Conté, nouveau chef de l'Etat guinéen.

Le colonel Conté, parlant au nom du Comité militaire de redressement national, qui a pris le pouvoir il y a huit jours à Conakry, a insisté sur ses projets de réformes économiques, qui marquent l'abandon, après vingt-six ans, d'une gestion catastrophique. La priorité absolue sera donnée à l'agriculture, par des mesures d'encouragement visant à accroître la productivité, l'objectif étant de parvenir à l'autosuffisance dans ce domaine et même d'exporter. D'exportation est au moment de l'indépendance, la Guinée est en effet devenue, vingt-cinq ans après, très dépendante de l'étranger et doit importer les trois quarts de ses moyens de subsistance.

Le chef de l'Etat a par ailleurs annoncé des mesures d'encouragement à la création et au fonctionnement d'entreprises privées. Le gouvernement entend organiser un système de concurrence libre et équitable entre les secteurs public et privé ; dans cette optique, les entreprises publiques et parapubliques, dont les objectifs et les performances coïncident avec les nécessités de la relance économique, seront conservées.

« Evoquant la « grande pénurie de devises étrangères », handicap laissé par le régime de Sékou Touré, le colonel Conté a insisté sur l'urgence de la compensation par la promotion des exportations et l'appel aux investissements des milieux d'affaires étrangers, quelles que soient leurs opinions politiques.

Le chef de l'Etat a confirmé la réorganisation du système d'enseignement, dans lequel l'idéologie jouait un trop grand rôle. Sur le plan des institutions, il n'a pas précisé la nature du « régime démocratique » qu'il a promis de mettre en place lors de son arrivée au pouvoir, ni le type de structures qu'il entendait substituer au parti unique (le PDG), interdit.

Le colonel Conté a enfin réaffirmé l'adhésion de la Guinée aux chartes de l'ONU, de l'OUA et du Mouvement des non-alignés, ajoutant que son pays participera à la recherche de solutions aux problèmes qui déchirent le continent africain, notamment ceux du Tchad et du Sahara occidental. (AFP, Reuters.)

Sénégal

DÉMISSION DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Dakar, (AFP). — M. Habib Thiam, président de l'Assemblée nationale sénégalaise, a remis sa démission au président de la République, mercredi 11 avril, à la veille de l'ouverture de la session ordinaire de l'Assemblée.

La démission de M. Thiam, cinquante ans, ancien premier ministre, était attendue, depuis le vote, le 15 mars dernier, de la réduction du mandat du président de l'Assemblée. Précédemment élu pour cinq ans, durée de la législature, le président sera désormais réélu chaque année, en même temps que les autres membres du bureau de l'Assemblée. Les auteurs de la proposition de loi, adoptée par 89 voix sur 111, souhaitaient uniformiser la durée des mandats et éliminer l'étrange « écart » des mandats de la majorité sénatoriale.

Les députés du Parti démocratique sénégalais (PDS, opposition) qui ont voté contre la proposition de loi, avaient estimé qu'elle ne visait qu'à « un règlement de comptes entre clans du parti au pouvoir » (Parti socialiste).

M. Thiam a également présenté sa démission de ses fonctions de député et de premier secrétaire national du Parti socialiste, chargé des relations internationales.

Cameroun

LE PRÉSIDENT BIYA DISSOUT LA GARDE RÉPUBLICAINE

Yaoundé (AFP). — Le président Biya a décrété mercredi soir 11 avril la dissolution de la garde républicaine, précédemment responsable de la garde et de la protection du palais présidentiel, et dont des éléments avaient participé le coup d'Etat manqué du 6 avril.

Ces décisions constituent les premiers d'un train de « mesures d'urgence militaire, administrative et politique » attendues depuis leur annonce mardi soir par le chef de l'Etat camerounais dans un message radiodiffusé, en même temps que le procès très prochain des « responsables du coup d'Etat » (le Monde du 12 avril).

« Décès du grand-père de Youssouf Noh. — Le grand-père du champion de tennis est décédé mercredi 11 avril à Yaoundé. M. Simon Noh, quatre-vingt-cinq ans, avait été atteint vendredi dernier par plusieurs balles tirées par des gardes républicains camerounais alors qu'il circulait en voiture dans Yaoundé.

M. Noh, dont un bras avait été amputé, avait également subi des blessures au ventre. Il aurait succombé des suites de l'intervention chirurgicale qu'il a subie. (AFP.)

Un accident

« inacceptable, inexcusable, inévitable »

Montauban. — Dans la dernière décennie d'avril, sous-officiers, sous-officiers et hommes de troupe du 17^e régiment de gènes parachutistes (RGP) de Montauban vont aller « relever » à N'Djamena sous-commissaire camerounais de caserne (1), moins neuf, comme si rien ne s'était passé. Aucune déflection n'a été enregistrée, malgré les pressions de certaines familles, dans le nouveau contingent des engagés volontaires, en instance de départ pour le Tchad. Le « tragique accident » de Oum-Chalouba, pour reprendre l'expression du ministre de la défense, aurait même renforcé l'esprit de corps : l'unité montalbanaise a la réputation de former une « famille » — pour une fois ce ne serait pas un cliché, — dans la mesure où la plupart des soldats de métier y effectuent généralement l'intégralité de leur carrière militaire.

Un tragique accident : aux abords du quartier Dournet, on se félicitait, mercredi soir 11 avril, des explications « enfin débloquées », selon le mot d'un officier, fournies l'après-midi par M. Charles Hernu, ministre de la défense, à l'Assemblée nationale (lire d'autre part). « Une mise au point nécessaire devant couper court à la controverse. » On regrette seulement, ici, qu'elles n'aient pas été fournies plus tôt, ce retard ayant donné prise à la version du GUNT (opposition armée au gouvernement de M. Hissène Habré), selon laquelle les parachutistes du 17^e RGP avaient sauté sur un champ de mines.

Les circonstances exactes du drame d'Oum-Chalouba semblent, en effet, connues des autorités militaires depuis plusieurs

Ces jeunes de vingt ans

Au-delà des responsabilités éventuelles de l'encadrement de la section, ce drame pose très certainement le problème de la formation de ces jeunes parachutistes de vingt ans, un peu « têtes brûlées » par nature, toujours prêts à jouer le Salsau de la peur ou Un taxi pour Tobrouk, en oubliant qu'il n'y a que les acteurs de cinéma qui se relaient après les déflagrations.

Certes, comme je rappelle le ministre de la défense en rap-

portant un « hommage solennel », le 17 mars dernier au 17^e RGP, l'unité montalbanaise, à Beyrouth, « défilait sous mille quatuor cents obus et bombes, débusqués 51 hectares de terrain, évacués 80 000 mètres cubes de terre et rendu à la circulation 58 kilomètres d'itinéraires ». Six parachutistes avaient été tués, le 7 juillet 1983, dans l'effondrement d'un immeuble à Beyrouth-Ouest. Certes encore, le meilleur des artificiers n'est pas à l'abri d'un accident, et la compréhension des instructions militaires, souvent confrontées à la découverte, sur les théâtres d'opérations, de nouveaux engins explosifs (à l'inverse, il reste même dans cette région du Tchad des vestiges de la colonne Leclerc), n'est pas en cause.

Mais le civil profane a le droit d'estimer que la formation donnée aux jeunes du 17^e RGP paraît courte : six mois de stage dans des compagnies de combat (après la classique formation de base) où ils sont canalisés « tout apprendre et tout savoir sur le minage et le déminage ». Stage protégé de trois à six mois pour les « spécialistes » les plus dangereuses. Certes enfin, aucun des sapeurs de la section du lieutenant Baumer n'avait moins d'un an d'armée ; mais peut-on pour autant parler, comme on le fait volontiers ici, d'hommes « expérimentés » ?

MICHEL CASTANG.

(1) Depuis le déclassement de l'opération Manta, en août 1983, le 17^e RGP compte en permanence cent trente hommes au Tchad, sur les trois mille soldats français engagés là-bas. La relève s'effectue par demi-unité après quatre mois de service en territoire tchadien.

Françoise SAGAN



Avec mon meilleur souvenir

« Un hommage attentif, intelligent et modeste à ceux qu'elle a su rencontrer et aimer. » Justine Sanguin, Le Monde
« Françoise Sagan sait voir et dire d'une phrase la couleur du temps, l'âme d'un être, le fugitif dans l'éphémère. » Matthew Galey, L'Express

GALLIMARD nrf

AFRIQUE

Le Zimbabwe en mal de parti unique

II. - Le socialisme à tout petits pas

Quatre ans après l'indépendance, le Zimbabwe semble devenir un Etat africain comme les autres. M. Mugabe, le premier ministre, manœuvre pour imposer un régime de parti unique. La ZANU, majoritaire au Parlement, estime que le pouvoir ne se partage pas, et l'heure n'est pas à la détente politique (le Monde du 12 avril).

Harare. - « Allez donc passer vos vacances à Durban ». Cette invitation en voyage, lancée par la compagnie nationale Air Zimbabwe, s'étale sur un quart de page dans *The Herald*, le quotidien officieux du gouvernement. Elle illustre la politique des dirigeants de Harare, frappée au coin du pragmatisme. « Nous voudrions bien nous soustraire à l'influence de l'Afrique du Sud, envoyer, par exemple, nos touristes, comme autrefois, sur la côte de Mozambique, mais les circonstances économiques ne s'y prêtent guère pour le moment », explique M. Nathan Shamuyarira, ministre de l'Information.

Comment le Zimbabwe, si hostile soit-il au système de l'apartheid, pourrait-il ignorer un puissant voisin avec lequel il fait le quart de son commerce, un pays par lequel transitent plus de 80 % de ses importations et de ses exportations, à l'exception du pétrole acheminé, de Beira au Mozambique, par un oléoduc placé sous la haute surveillance de quelque sept cents soldats zimbabwéens ?

Comment pourrait-il tourner le dos à l'Afrique du Sud, qui a investi tel environ 1 milliard de dollars et fait travailler ainsi plusieurs dizaines de milliers de personnes ? Un signe de l'importance de ces relations d'affaires : il y a, entre Harare et Johannesburg, dix-sept vols quotidiens dans chaque sens.

Il en est des relations avec le régime de Pretoria comme du reste : le gouvernement zimbabwéen n'a pas d'autre choix que de prendre en

compte les réalités économiques, même si celles-ci lui déplaisent, sans à suivre une politique suicidaire. « Pour le moment, nous sommes vraiment très loin d'atteindre ce que l'on pourrait appeler une société socialiste », notait récemment M. Robert Mugabe, premier ministre. Notre système socio-économique est encore hautement capitaliste.

Certes, le congrès de la ZANU, en août prochain, ne manquera pas de rappeler fort opportunément à ceux qui seraient tentés de l'oublier que le pays est en marche vers le socialisme. « L'accent sera mis sur le développement des coopératives agricoles, la participation de l'Etat dans le secteur privé et la consolidation des entreprises publiques », précise M. Shamuyarira. Cependant, instruit par l'expérience, beaucoup d'hommes d'affaires gardent leur sang-froid. « La rhétorique est une chose, la gestion en est une autre », disent-ils.

Le double langage

Jusqu'à présent, M. Mugabe s'est engagé à pas comptés sur le chemin du socialisme. A regarder le Mozambique, il sait ce qu'il en coûte, à son pays de brûler les étapes. Est-ce si « révolutionnaire » de pratiquer une politique de prise de participation publique dans certains secteurs-clés de l'économie, de hâter la naissance d'une classe de petits entrepreneurs africains, d'imposer une représentation des travailleurs dans les sociétés, de fixer le salaire minimum à un niveau décent ?

« Le gouvernement a, jusqu'à maintenant, pratiqué une politique de justice sociale », affirme M. Frank Miles, président de la Confédération des industries du Zimbabwe. Celui-ci assure n'avoir rien à redire pour le moment, sauf sur des points de détail, aux orientations du régime telles qu'elles sont

De notre envoyé spécial
JACQUES DE BARRIN

mises en application par M. Bernard Chidzero, ministre des finances et du plan, ancien secrétaire général adjoint de la CNUCED, fort apprécié pour son pragmatisme. Il n'empêche que la politique du double langage que suit M. Mugabe et les incertitudes qui en découlent pour l'avenir, expliquent, pour une large part, l'hésitation des investisseurs étrangers à placer leurs fonds dans le montant s'élevait, depuis l'indépendance en 1980, à 170 millions de dollars seulement. Or, pour accueillir les cent mille jeunes gens qui se présentent, chaque année, sur le marché du travail, le Zimbabwe aurait besoin de 1 milliard de dollars. On est d'autant plus loin du compte que la récession mondiale n'a pas épargné le pays : la Standard Bank estime à « au moins 25 000 », en 1983, la perte nette d'emplois.

Le gouvernement de M. Mugabe avait hérité d'une économie saine - une industrie diversifiée, une agriculture autosuffisante, une des quarante industries, pendant une bonne dizaine d'années, par la communauté internationale à la « Rhodésie blanche » de M. Ian Smith, contrainte, de ce fait, de compter sur ses propres forces.

Sur cette lancée, les dirigeants de Harare ont financé une politique très active de réformes sociales. Le réalisme les conduit, aujourd'hui, faute de moyens financiers, à rectifier le tir et à suivre, voire à précéder, les recommandations du Fonds monétaire international en dévaluant la monnaie, en supprimant les subventions alimentaires, en renouant aux emprunts à court terme, en réduisant les dépenses publiques.

Ce sont les familles à bas revenus qui pâtissent le plus de cette politique d'austérité, celles qui, selon les statistiques, consacrent plus de la moitié de leurs ressources aux achats alimentaires. Or, entre octobre 1982 et octobre 1983, le coût de la vie a augmenté de 32,4 %. L'infla-

tion a donc « mangé », et bien au-delà, les augmentations de salaire décidées par le gouvernement.

La terre aux Africains

La lutte contre la dissidence et, surtout, la sécheresse dont souffre le pays pour la troisième année consécutive, compliquent singulièrement la tâche des autorités qui se trouvent à court d'argent pour relever ces défis. Elles viennent de réduire de 20 % pour les six prochains mois, les allocations de devises accordées aux industriels et aux commerçants. Si la pluie tarde à tomber, les modes de subsistance ne pourront pas se nourrir la population ; il faudra alors se procurer cet aliment de base sur les marchés extérieurs.

Le slogan que la ZANU avait brandi pendant la lutte pour l'indépendance - « rendre aux Africains la terre de leurs ancêtres » - ne risque-t-il pas de rester lettre morte ? A ce jour, vingt-huit mille familles ont été réinstallées sur des domaines rachetés à des fermiers blancs. Aggravé par la sécheresse, le bilan est désastreux : le morcellement des grandes propriétés qui ont été partagées entre des gens pour la plupart sans moyens et sans compétence, s'est traduit par un retour à l'économie de subsistance et une chute de la production agricole de 25 % en 1983. Un coup d'arrêt ? Les crédits destinés à ces opérations ont été amputés de 72 % dans le budget 1983-1984. L'objectif du plan indicatif 1982-1985 de « recaser » cent soixante-dix mille familles est une vue de l'esprit.

Le Zimbabwe vit encore sur sa lancée. Mais la machine économique se grippe, à des ratés. Le moment se prête-t-il à une nouvelle « avancée » socialiste ? Le tout est de savoir si le jeu en vaut la chandelle, que chiese M. Mugabe ne cessait de convoquer pour rester fidèle à ses engagements. D'où viendrait les « résistances » auxquelles il s'attend ? Il y a, dans ce pays, beaucoup plus de capitalistes noirs que de blancs, souligne un industriel.

Le déclin économique du pays est-il irrémédiable ? Le « changement de propriétaire » pose problème dans un pays qui a été fait par les Blancs et pour les Blancs. Aussi d'aucuns s'inquiètent-ils de voir ceux-ci quitter le navire au moment où il s'engage dans une passe difficile.

Prochain article :

QUELLE PLACE POUR LES BLANCS ?

(Publicité)

APPEL DE L'UPC ET DU MANIDEM

Après la tentative de coup d'état au Kamerun, d'une extrême gravité pour le pays, l'UPC et le Manidem appellent à un meeting le vendredi 13 avril à 19 h à la Maison des Mines et des Ponts et Chaussées.

9, RUE PIERRE NICOLE PARIS 5^e

Qui n'a jamais rêvé d'un chalet au bord de l'eau avec une barque et une plage de sable fin ?



Si vous préférez les étendues sauvages, vous pourrez jusqu'en Laponie, là où durent 73 jours le soleil ne se couche plus. Découvrez dans nos brochures les mille et une manières de vivre des VACANCES PLUS VRAIES QUE NATURE en retrouvant le coup de réponse ci-joint ou en téléphonant gratuitement de province en composant le 16 (05) 366.177.

LA FINLANDE
UN PAYS PLUS VRAI QUE NATURE
FINNAIR 11, rue Anber - 75009 PARIS
Tél. : 742.33.33.

Nom :
Adresse :

ASIE

Chine

INITIATEUR DE LA CAMPAGNE CONTRE LA « POLLUTION DE L'ESPRIT »

Le chef de la propagande du Parti communiste aurait été écarté

De notre correspondant

Pékin. - La campagne contre la « pollution de l'esprit », qui fit rage pendant plusieurs semaines, l'automne dernier, pourrait bien, en fin de compte, s'être retournée contre certains de ceux qui en furent les principaux exécutants et, dans une certaine mesure, les initiateurs. L'homme qui, actuellement, au sein de la direction du Parti communiste chinois, apparaît le plus nettement sur la scène, est M. Deng Ligu, qui est à la fois membre du secrétariat du comité central et chef du département de la propagande.

C'est peu dire que la façon dont la campagne contre la « pollution de l'esprit » a été déclenchée et dont elle s'est déroulée, a été plutôt mal reçue au plus haut niveau de la hiérarchie. Ni M. Hu Yaobang, le secrétaire général du PCC, ni M. Zhao Ziyang, le chef du gouvernement, n'ont particulièrement apprécié l'ampleur donnée, à ses débuts, à ce mouvement. Ils y ont vu, l'un, une menace contre la politique de réformes économiques et d'ouverture vers l'étranger, l'autre, l'occasion de douteux événements « gauchistes » de l'appareil - et il n'en manque pas - de se débarrasser contre tout ce qui apparaît, à leurs yeux, comme des manifestations de « tendances « droitières ».

Les deux semaines de jours après la fin de la deuxième session du comité central, en octobre dernier, cette campagne, après une phase agitée qui a duré de trois à quatre semaines, est allée décroissant à partir de la fin novembre jusqu'en février. Depuis un mois au moins, le thème a complètement disparu des journaux.

Pourtant, l'épisode n'est pas moins laissé des traces. Des tensions latentes depuis un certain temps, entre certains responsables ont sans doute trouvé l'occasion de s'exprimer. Il semble bien, en particulier, que les rapports assez médiocres qu'entretenaient jusqu'à M. Hu et M. Deng Ligu se soient encore détériorés. Ce dernier, s'il est, comme il a affirmé, en train de quitter la revue de Hongkong *Zhengming*, de monter un « mini-coup d'Etat » contre le secrétaire général du PCC, A-t-il pensé qu'il lui suffirait pour l'importer de s'abriter derrière l'autorité de M. Deng Xiaoping ?

De fait, les propagateurs de slogan exhortant à « éliminer la pollution de l'esprit » ont pris grand soin de se référer au discours prononcé par M. Deng Xiaoping à la deuxième session du comité central.

La question est donc de savoir si un tel mot d'ordre figurait bien dans ce discours. Il semble que non, bien qu'une réponse tout à fait claire soit

difficile dans la mesure où, contrairement à ce qui aurait été envisagé, ce texte n'a pas été publié dans la presse.

Cependant, les citations diffusées depuis lors permettent de tenir pour acquis le fait que M. Deng Xiaoping avait mis en garde contre le danger d'une menace droitière, dont l'une des manifestations, selon lui, était le « diffusion de la pollution de l'esprit ». Le cri d'alarme lancé par le numéro un du pays aurait même été particulièrement inquiétant.

On peut comprendre que le principal responsable de la propagande ait jugé nécessaire, pour parer à une telle catastrophe, de déclencher une action de sauvegarde d'une grande envergure.

La décision du comité central, n'aurait-elle pas, du reste, qu'il fut « résolu que la campagne de lutte contre la « pollution de l'esprit » et que soit combattue fermement et éliminée l'influence des idées erronées de « gauche » et de « droite ». A aucun moment, toutefois, il n'était appelé expressément à « éliminer la pollution de l'esprit ». Il était simplement dit qu'il fallait « ôser lutter contre les forces hostiles qui sapent le socialisme et combattre les idées décadentes de la bourgeoisie, la pollution morale... ».

C'est sans doute pour avoir négligé ce genre de subtilités sémantiques que M. Deng Ligu a dû faire machine en arrière et mettre fin progressivement à une campagne qu'il avait puissamment contribué à mettre sur orbite. Mais à s'être si lourdement trompé, au risque de révéler à l'étranger des doutes sur la stabilité du régime chinois, M. Deng Ligu pouvait-il demeurer longtemps à la tête du département de la propagande ?

Question délicate, dans la mesure où une sanction trop nette risquerait d'apparaître comme le signe d'une fissure au sein de l'équipe réformatrice qui - depuis le troisième plénum de décembre 1978, et plus encore depuis le douzième congrès du PCC en 1982 - dirige le pays. Mais, en même temps, l'épisode de la campagne pour « éliminer la pollution de l'esprit » avait révélé trop de craintes, y compris dans le PCC, pour qu'un leçon n'en soit pas tirée.

M. Deng Ligu est-il démissionnaire ? Si l'on en croit les informations de bonne source, une série de réunions élargies du bureau politique se seraient déroulées de la mi-mars au 6 avril, pour débattre de cette question et des problèmes liés au travail de propagande. Ces discussions se seraient conclues par la décision de décharger M. Deng Ligu de ses responsabilités à la tête de la propagande, tout en lui conservant sa place au sein du secrétariat. Mais la décision n'est pas officielle, et, tant qu'elle ne le sera pas, une certaine prudence doit être observée. Le travail de propagande serait, pour le moment, assuré conjointement par deux autres membres du secrétariat, MM. Xi Zhongxun et Hu Qili, qui ont d'ailleurs fait, mercredi, une apparition à une réunion consacrée à l'action envers les Chinois d'outre-mer, où M. Deng Ligu, normalement, aurait dû, lui aussi, se trouver.

MANUEL LUCBERT.

Sri-Lanka

LES ÉMEUTES DE JAFFNA ONT FAIT DES DIZAINES DE VICTIMES

Les violences ont continué, mercredi 11 avril, pour la troisième journée consécutive, dans le district de Jaffna, au nord du pays, entre séparatistes locaux du mouvement des Tigres et forces de l'ordre. Trente-cinq de ces derniers ont été tués mercredi, selon des sources officielles, alors qu'ils attaquaient pour la seconde fois un temple bouddhiste. A ce chiffre, il faut ajouter les pertes civiles, la police ayant ouvert le feu sur la foule, selon des informations non confirmées, faisant une cinquantaine de morts. Les Tigres ont attaqué un poste de police, des banques et des bâtiments officiels, tendu des embuscades, établi des barrages autour de Jaffna, dont ils tentaient d'obtenir l'évacuation de la population civile. Le couvre-feu a été à nouveau imposé, tandis que la marine patrouille pour empêcher l'infiltration de guerilleros venus de l'Inde voisine, où ils sont entraînés dans des camps. Lundi, le président sri-lankais, M. Jayewardene, a affirmé que « les dirigeants du Mouvement séparatiste sont en Inde. Ils y reçoivent de l'argent. Ils veulent faire du Sri-Lanka un Etat communiste ». - (UPI, AFP).

Le Monde

Loisirs

NOUVEAU SUPPLÉMENT ILLUSTRÉ
AU « MONDE » DU VENDREDI 13 DATÉ SAMEDI 14 AVRIL 1984

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO :

DIX ANS DE TOURISME EN CHINE



CHATEAU :
Vaux-le-Vicomte et son nouveau printemps.

JARDIN :
Monaco ou la Mecque des cactus.

MODE :
Les fourrures de 1985.

Et un choix commenté des programmes de la radio et de la télévision pour la semaine.

CE SUPPLÉMENT EST VENDU ENCARTÉ DANS L'ÉDITION QUOTIDIENNE DU « MONDE »

SELON LE

M. Reagan avait décidé

La décision de M. Reagan de ne pas envoyer de troupes américaines au Liban, après l'attentat contre le président israélien, a été qualifiée de « victoire diplomatique ». Elle a été saluée par les responsables du mouvement de libération du Liban, qui ont déclaré que cette décision était « une reconnaissance de la légitimité de leur lutte ».

La décision de M. Reagan de ne pas envoyer de troupes américaines au Liban, après l'attentat contre le président israélien, a été qualifiée de « victoire diplomatique ». Elle a été saluée par les responsables du mouvement de libération du Liban, qui ont déclaré que cette décision était « une reconnaissance de la légitimité de leur lutte ».

La Chine à son

La Chine a été qualifiée de « victoire diplomatique » par les responsables du mouvement de libération du Liban, qui ont déclaré que cette décision était « une reconnaissance de la légitimité de leur lutte ».

La Chine a été qualifiée de « victoire diplomatique » par les responsables du mouvement de libération du Liban, qui ont déclaré que cette décision était « une reconnaissance de la légitimité de leur lutte ».

La Chine a été qualifiée de « victoire diplomatique » par les responsables du mouvement de libération du Liban, qui ont déclaré que cette décision était « une reconnaissance de la légitimité de leur lutte ».

La Chine a été qualifiée de « victoire diplomatique » par les responsables du mouvement de libération du Liban, qui ont déclaré que cette décision était « une reconnaissance de la légitimité de leur lutte ».

La Chine a été qualifiée de « victoire diplomatique » par les responsables du mouvement de libération du Liban, qui ont déclaré que cette décision était « une reconnaissance de la légitimité de leur lutte ».

La Chine a été qualifiée de « victoire diplomatique » par les responsables du mouvement de libération du Liban, qui ont déclaré que cette décision était « une reconnaissance de la légitimité de leur lutte ».

La Chine a été qualifiée de « victoire diplomatique » par les responsables du mouvement de libération du Liban, qui ont déclaré que cette décision était « une reconnaissance de la légitimité de leur lutte ».

La Chine a été qualifiée de « victoire diplomatique » par les responsables du mouvement de libération du Liban, qui ont déclaré que cette décision était « une reconnaissance de la légitimité de leur lutte ».

AMÉRIQUES

A TRAVERS LE MONDE

Nicaragua

SELON LE « WASHINGTON POST »

M. Reagan avait décidé lui-même le minage des ports

La CIA a interrompu le minage des ports nicaraguayens, et il est vraisemblable qu'elle ne le reprendra pas : c'est ce qu'a indiqué, mercredi 11 avril, un haut fonctionnaire du gouvernement américain qui a requis l'anonymat. Il a ajouté que cette décision avait été prise avant le vote du Sénat, mardi, demandant la cessation du sabotage, et qu'elle n'avait pas été influencée par la vague de critiques venant de la communauté internationale.

Le même responsable estime en outre que la résolution votée par les sénateurs, bien qu'elle ne soit pas contraignante, entraînera sans doute la cessation définitive du minage des ports nicaraguayens.

Le vote avait été acquis par 84 voix contre 12. Il s'agissait d'un échec important pour la politique centre-américaine de M. Reagan, puisque les Républicains sont majoritaires au Sénat. La commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants, à majorité démocrate, a voté mercredi une résolution dans le même sens.

La chaîne de télévision CBS, citant de hauts responsables gouvernementaux, a indiqué que le minage des ports serait totalement arrêté la semaine prochaine si la Chambre des représentants n'approuvait pas, au cours de son débat de cette semaine, une aide financière de 21 millions de dollars aux « contras » nicaraguayens. Or on s'attend à un vote défavorable des représentants, après les révélation sur le rôle de la CIA dans la guerre contre les sandinistes.

« Il y a une vague d'hystérie dans cette affaire. Nous ne sommes pas en guerre », a déclaré M. Reagan mardi, au cours d'un dîner offert en l'honneur du président de la République dominicaine, M. Jorge Blasco. Mercredi, la Maison Blanche s'est refusée à tout commentaire sur l'interdiction des opérations de minage. Selon le Washington Post, celles-ci avaient été personnellement approuvées par M. Reagan en février, sur recommandation de M. Robert McFarlane, conseiller pour la sécurité nationale, ainsi que

de Pentagone, et malgré les « réticences » du secrétaire d'Etat, M. Shultz.

A Bruxelles, nous indiquons notre correspondant Jean Wetz, le chargé d'affaires des Etats-Unis a été appelé au ministère des relations extérieures pour entendre une protestation du gouvernement belge contre le minage des ports nicaraguayens. Bruxelles s'est interdit cependant de prendre nettement position sur les responsabilités de Washington dans cette affaire.

« Une déclaration de M. Labarrière. — M. André Labarrière, ministre chargé des relations avec le Parlement, a évoqué, mercredi 11 avril, à l'Assemblée nationale, à Paris, la proposition française de déminage des ports du Nicaragua. En réponse à une question de M. Robert Montdargent (PC-Vul-d'Osse), M. Labarrière a notamment déclaré : « Le gouvernement français considère toute entrave à la libre navigation, où qu'elle se produise (...). Notre pays a consulté les pays de la région. Il procède à un échange de vues avec d'autres pays européens pour connaître leurs impressions et leurs intentions. Mais si une action doit être entreprise, il appartient aux pays de la région d'en décider. Certains ont été consultés par lettre. D'autre part, le sujet a été examiné au cours de la réunion de coopération politique qui a eu lieu le 9 avril entre les pays européens. Les opinions convergent pour exprimer la même inquiétude. »

Argentine

DEUX ECCLESIASTIQUES ACCUSÉS DE TORTURES

Une liste de quarante et une personnes accusées de tortures et d'assassinats dans les locaux de l'école de mécanique de la marine, à Buenos-Aires, a été rendue publique le mercredi 11 avril par la commission nationale argentine sur les disparitions, que préside l'écrivain Ernesto Sabato. Outre le contre-amiral Ruben Chamorro, ancien directeur de l'école, et le lieutenant Alfredo Aziz, deux ecclésiastiques figurent sur cette liste : le père Graciele et le chapelain de l'école, le père Sosa. — (AFP.)

Australie

NOUVEL HYMNE NATIONAL

« Nouvelle Australie fait (en avant, belle Australie), remplace désormais le God Save The Queen comme hymne national australien, a décidé, mercredi 11 avril, le gouvernement travailliste. Les paroles du nouvel hymne, qui était déjà utilisé, depuis 1976, concurremment avec l'hymne britannique, seront modifiées pour en retirer toute trace de « sexisme ». Ainsi, « Réjouissez-vous, fille d'Australie », deviendra « Réjouissez-vous tous, Australiens ». — (AFP.)

Bangladesh

NOUVELLE AIDE DE 1,7 MILLIARD DE DOLLARS

Le consortium des treize pays aidant le Bangladesh, réuni au siège européen de la Banque mondiale à Paris les 9 et 10 avril, s'est engagé à fournir pour l'exercice 1984-1985 une aide de

1,716 milliard de dollars, soit une augmentation de 6 % par rapport à l'an dernier. — (AFP.)

Chili

ARRESTATION D'UN JOURNALISTE

Le directeur de l'hebdomadaire d'opposition *Análisis*, M. Juan Pablo Cardenas, a été arrêté le mardi 10 avril, à Santiago, et sera jugé pour injures au chef de l'Etat et incitation à la subversion. Son journal, ainsi que trois autres hebdomadaires, vient d'être soumis à la censure préalable. Le procureur militaire de Santiago, d'autre part, requiert la peine de mort contre sept militaires du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), accusés du meurtre de deux policiers. Enfin, l'épiscopat a lancé mercredi un appel au général Pinochet, lui demandant de rétablir prochainement la démocratie. — (AFP.)

Pologne

APPEL A MANIFESTER LES 1^{ER} ET 3^{ES} MAI

La commission provisoire de coordination (clandestine) de Solidarité a appelé les Polonais à participer à des « manifestations de masses à caractère pacifique », les 1^{er} et 3^{es} mai, à l'occasion de la fête du travail et de l'anniversaire de la Constitution démocratique de 1791. En 1982 et 1983, ces deux journées avaient donné lieu à d'importantes démonstrations, accompagnées parfois de heurts violents avec la police. Cependant, le dernier appel à manifester lancé par la direction clandestine de Solidarité, le 17 décembre dernier, avait été peu suivi, en

raison, semble-t-il, des importantes mesures d'intimidation prises par des forces de l'ordre de plus en plus efficaces. — (AFP, UPI.)

RFA

DIX-SEPT MILLE ÉMIGRÉS DE RDA

Dix-sept mille Allemands de l'Est ont été autorisés à émigrer vers la République fédérale depuis le début de l'année, a annoncé mercredi 11 avril le ministre des affaires sociales du Land de Hesse, où se trouve la cité de transit de Giessen.

D'autre part, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont protesté mercredi contre la brutalité des méthodes des gardes frontières est-allemands à Berlin : dimanche, deux hommes avaient tenté de franchir le mur ; l'un d'eux y est parvenu en dépit des tirs, l'autre est retombé du côté est-allemand. — (Reuters, AFP.)

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél : 326-51-09

CINQ MILLE PRISONNIERS POLITIQUES

Bonn (AFP). — Plus de cinq mille personnes sont détenues au Nicaragua pour raisons politiques : mille cinq cents se trouvent dans quelque cent quarante prisons des services secrets, a affirmé, le mercredi 11 avril à Bonn, M. José Esteban González, ancien président de la commission nicaraguayenne des droits de l'homme, exilé au Costa-Rica.

Au cours d'une conférence de presse, M. González a déclaré qu'environ trois mille huit cents personnes étaient emprisonnées pour des délits commis, selon les autorités sandinistes, pendant le régime somoziste. En outre, « quelques douze mille Indiens Miskitos ont été déportés de leurs villages et rassemblés dans le camp de Tasma-Pri ».

Interrogé sur le minage des ports nicaraguayens, M. González a reconnu la participation de la CIA à ces opérations, tout en déplorant « la phraséologie de la politique internationale ». « Qu'est-ce qui est le plus grave, a-t-il demandé, le minage des ports ou la destruction de villages entiers entraînant la fuite de près de trente mille personnes hors du pays, ou encore les attaques terroristes de groupes sandinistes au Costa-Rica ? »

M. González, fondateur, en 1977, de la commission des droits de l'homme au Nicaragua, avait été limogé en 1978 par le gouvernement somoziste qui l'accusait d'être « communiste ». Il déclare avoir tenté de poursuivre ses activités sous le régime sandiniste, mais celui-ci l'a accusé d'être un « contre-révolutionnaire » et l'a condamné par contumace en mai 1982 à seize ans de prison, deux ans de travaux forcés et cinq ans de liberté surveillée.

La CIA a mis fin à ses opérations

(Suite de la première page.)

« Quatre à six vedettes attaquent en même temps, poursuit le capitaine Aleman. Elles sont équipées de mitrailleurs de 60 et de canons de 20 millimètres. Il y a trois hommes à bord de chaque bateau. Ce ne sont pas de vulgaires « contras », mais des spécialistes, des professionnels. »

Pressé de questions, le capitaine n'est pas sûr que ce soit « toujours la même frégate », mais il est catégorique sur un point. « Les piranhas » ne viennent pas du Honduras. « Il s'agit de « nous sommes un petit pays pauvre. Nous nous défendons avec des moyens artisanaux. Nous affrontons un blocus virtuel. Mais nous ne renoncerons jamais à nous défendre pour faire valoir nos droits. »

Il suffit de passer une journée à Puerto-Corinto pour se convaincre effectivement de la pauvreté des moyens des Nicaraguayens. Les vedettes livrées par la France, il y a deux ans, et « qui ont participé à une trentaine de combats ces dernières semaines », précise le capitaine Aleman, gisent désarticulées, dans un bassin de radoub du port militaire. Un bien grand mot pour un appointement médiocre. Les conséquences économiques du minage des ports inquiètent beaucoup les sandinistes. C'est l'époque où le coton doit être exporté. On en voit des centaines de balles à l'air libre autour de Corinto, faute de hangars adéquats. Les pluies arrivent à la fin avril et risquent donc de détruire une partie de la récolte, si les stocks ne sont pas embarqués.

« Les Américains cherchent à créer un climat d'insécurité, dit un administrateur du port. Soixante-cinq pour cent de tout notre trafic, importation et exportation, passent par Corinto. Ce qui représente 1 200 000 tonnes par an. Il est vital pour nous de rétablir la liberté de circulation. Nous avons promis aux sociétés étrangères et aux compagnies d'assurances que nous ferons notre possible pour que tout redonne son cours normal. »

Pourtant, deux cargos marchands ont préféré ne pas entrer dans le port de Corinto la semaine dernière. Et un chargement de 1 000 tonnes de lait est en souffrance dans un port du Costa-Rica : 5 000 tonnes de fret destinées au Nicaragua sont bloquées au Costa-Rica. Plusieurs navires ont été volontairement déviés, dont trois cargos ouest-allemands et un français, le *Lafayette*.

MARCEL NIEDERGAANG.

ESSAYEZ-LE !
Grand Vin de Garde
Château de la Bégude
COTE DE PROVENCE AOC
En vente dans les restaurants de qualité.
TARIFS SUR DEMANDE
LEFEBVRE, vigneron
au Château de la Bégude
13790 ROUSSET
VISITEZ NOTRE CHÂTEAU

La maison des BIBLIOTHEQUES
PARIS • BRUXELLES • GENEVE • NEW-YORK • ROME
Paris : 61, rue Froidevaux, 14e
Magasin ouvert le lundi de 14h à 19h et du mardi au samedi de 9h à 19h sans interruption.
Miro : Denise Rochereau • Galt • Edouard Quinet • Autouche : 22-30 58 68.
Pour ranger et protéger tous vos livres... intégrer votre télévision, votre chaîne Hi-Fi... décorer votre intérieur.
VISITEZ NOS MAGASINS

BORDEAUX , 10, rue Bouffard, tél. (56) 44.39.42 CLERMONT-FERRAND , 22, rue G. Clemenceau, tél. (73) 93.97.06 DIJON , 100, rue Monge, tél. (80) 45.02.45 GRENOBLE , 59, rue St-Laurent, tél. (76) 42.55.75 LILLE , 88, rue Esquermoise, tél. (20) 55.69.39 LIMOGES , 57, rue Jules-Norvic, tél. (55) 79.15.42 LYON , 9, rue de la République, (métro Hôtel-de-Ville Louis Pradel), tél. (7) 828.38.51	MARSEILLE , 109, rue Paradis (métro Estrangin), tél. (91) 37.60.54 MONTPELLIER , 8, rue Sérane (près Gare), tél. (67) 58.19.32 NANCY , 8, rue Saint-Michel (rue piétonne près du Palais Ducal), tél. (8) 322.84.84 NANTES , 16, rue Garibaldi (près rue Coulmiers), tél. (40) 74.59.35 NICE , 8, rue de la Boucherie (Vieille Ville), tél. (93) 80.14.89	PARIS , 61, rue Froidevaux 14 ^e , tél. (1) 320.13.00 RENNES , 18, quai E. Zola (près du Musée), tél. (99) 30.26.77 ROUEN , 43, rue des Chartreux, tél. (35) 71.96.22 STRASBOURG , 11, rue des Bouchers, tél. (88) 36.73.78 TOULOUSE , 1, rue des Trois-Renards (près pl. St-Sernin), tél. (61) 22.92.40 TOURS , 5, rue H. Barbusse (près des Halles), tél. (47) 61.03.28
---	---	---

Ouverts du mardi au samedi inclus.

Pour vous installer vous-même facilement, très rapidement à des prix imbattables !

Dans nos catalogues gratuits :
11 lignes (Rustiques, Standard, Contemporaines, Ligne Or, Ligne Noire...), plus de 600 modèles juxtaposables, démontables, à des prix imbattables.

CATALOGUES GRATUITS
1 Catalogue général + Catalogue "Nouveautés 82"
2 en envoyant ce bon à :
La Maison des Bibliothèques - 75008 PARIS CEDEX 14
Nom : _____
Prénom : _____
N° : _____
Rue : _____
Bât. : _____ Escalier : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Catalogues par téléphone : 31 320.73.33
Réponses automatiques : _____

Un de nos modèles Rustiques Ligne XII

"Ligne Noire" 25 modèles 6 couleurs

berdy
le prêt à porter
des grands
(1 m 85 à 2 m 15)
et des costumes
PARIS 12^e
86, av. Ledru-Rollin
Tél. : 628.18.24
PARIS 17^e
79, av. des Ternes
Tél. : 574.35.13
LYON 6^e
22, cours F-Roosevelt
Tél. : 865.93.96

PROCHE-ORIENT

Israël

Le Likoud envisage la création de vingt-cinq implantations dans les territoires occupés

De notre correspondant

Jérusalem. - « Nous devons créer des faits accomplis », lançait récemment le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, lors d'une cérémonie marquant le trente-cinquième anniversaire de la création d'Israël, seul port du pays sur la mer Rouge. « Dans les années 50, ajoutait-il, plus d'un diplomate mettait en doute l'appartenance de cette ville à l'Etat d'Israël. Qui oserait en faire autant aujourd'hui ? Cela doit nous servir d'exemple pour l'avenir, nous devons remplir de juifs la terre d'Israël ».

Pour la coalition gouvernementale, cette profession de foi a soudain pris un caractère urgent. Le Likoud se sent d'autant plus astreint à créer au plus vite des « faits accomplis » - c'est-à-dire des implantations juives dans les territoires occupés - qu'il n'est pas du tout assuré de conserver le pouvoir après les élections législatives du 23 juillet.

Ainsi, la commission interministérielle pour les implantations, qui rassemble des membres du gouvernement et des représentants de l'Agence juive, s'est réunie cinq fois en un mois. Un tel rythme n'avait jamais été atteint, même à l'époque où cet organisme, chargé d'autoriser les implantations, était dirigé par le général Ariel Sharon, pourtant accablé en la matière. Une nouvelle réunion se tiendra la semaine prochaine.

La séance du mercredi 11 avril a donné lieu à une passe d'armes entre plusieurs ministres et l'un des responsables de l'Agence juive, M. Ra'anan Weitz. « Le problème

des implantations, a déclaré ce dernier après avoir claqué la porte, est l'un des plus graves qui soient. Il doit être tranché par la nation et non pas à la hâte par un petit comité ». A quel le vice-ministre de l'Agriculture, M. Michaël Dekel, répliqua : « Il faut créer un maximum d'implantations, et vite. Les questions budgétaires pourront toujours être réglées plus tard ».

Président de la commission et dirigeant du parti Teliya (Renaissance), le ministre de la science, M. Yuval Neeman, reproche à M. Weitz de faire de l'obstruction pour des « raisons politiques ». Voilà un curieux grief de la part d'un fervent idéologue, partisan de l'annexion immédiate des territoires occupés. M. Neeman rêve d'y installer

cent mille juifs d'ici un an. « Le sionisme, dit-il, ne s'arrête pas à trois millions et demi d'habitants (la population juive d'Israël) ». Pour l'instant, trente-cinq mille juifs vivent en Cisjordanie.

Il existe quatre-vingt-deux implantations juives en Cisjordanie. Selon le vice-premier ministre et ministre de l'habitat, M. David Lévy, quarante d'entre elles se trouvent dans des régions où la colonisation n'est pas contestée dans son principe par l'opposition travailliste, savoir près de Jérusalem, dans la vallée du Jourdain et sur des collines désertiques. Les quarante-deux autres sont situées dans des régions controversées. Des travaillistes rappelleront, lors de la prochaine campagne électorale, leur hostilité à la poursuite

du programme d'implantations dans les « zones à forte densité de population arabe ».

Pour sa part, le Likoud envisage la création de vingt-cinq implantations au cours des douze prochains mois, dont treize avant l'été. Ce chiffre témoigne d'une nette accélération de la colonisation qui, pourtant, ne comble pas les plus zélés. Le mouvement religieux Goush Emounim (Bloc de la foi) accusait, il y a peu, le Likoud d'avoir pris « deux ans de retard » sur son programme.

Les nouvelles implantations sont souvent d'anciens postes militaires qui changent seulement de fonction et de locataires. Leur taille est beaucoup plus modeste que par le passé. L'important, aux yeux du Likoud, est bien de créer un maximum de « faits accomplis », si modestes soient-ils, dans un premier temps. Le parti du budget, M. Cohen Orgad, avait songé, il y a quelques mois, à imposer un « gel économique » des implantations, projet bien vite abandonné au profit d'un simple « ralentissement » de la colonisation.

Son coût est difficile à chiffrer car elle relève de divers ministères. La part du budget de l'Etat affectée cette année aux implantations avoisine, estime-t-on, 300 millions de dollars. Le grand argentier aurait accepté - élections obligent - de « débloquer » l'essentiel de cette somme avant juillet.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Le Caire se défend d'avoir violé le traité israélo-égyptien

De notre correspondant

Le Caire. - Le ministre égyptien de la défense, le maréchal Abdel Halim Abou Ghazala, a rejeté, le mercredi 11 avril, les accusations de « violation du traité de paix », formulées vendredi 6 avril, à l'égard du Caire, par son homologue israélien M. Moshe Arens.

Le ministre égyptien, qui assistait aux grandes manœuvres annuelles des forces armées, a fait part de « peu d'intérêt » que son pays accor-

dait à de « telles allégations » et a souligné que « l'Egypte respectait ses engagements ». M. Arens avait accusé le Caire de « mettre en place une infrastructure militaire permettant le transfert rapide de l'équivalent de trois divisions au Sinaï », alors que les accords de Camp David limitent à une seule division la présence militaire égyptienne dans la péninsule. Répondant, enfin, aux menaces implicites contenues dans les déclarations de M. Arens, le ministre égyptien de la défense a affirmé : « Nous savons comment défendre notre pays ».

On note au Caire que les déclarations du ministre israélien ont été faites à la veille des grandes manœuvres égyptiennes qui ont commencé samedi 7 avril, près de Suez, et donc à quelques kilomètres du Sinaï. Ce n'est pas la première fois que les responsables de l'Etat hébreu accusent l'Egypte de violer l'accord militaire du traité de paix israélo-égyptien de mars 1979.

La phase la plus importante de ces manœuvres consistait à entraver une attaque menée par une armée disposant d'un armement américain (blindés M-60, chasseurs F-16, missiles antiaériens Hawk), puis à passer à la contre-offensive. Ces manœuvres, qui devaient prendre fin ce jeudi 12 avril, sont les plus importantes menées depuis plusieurs années par l'armée égyptienne, et la nature de l'armement et du terrain ne sont pas sans rappeler la guerre égypto-israélienne d'octobre 1973.

A. B.

Assassinat d'un député de l'opposition. - Un député du parti d'opposition, le Wafd, a été assassiné le mardi soir 10 avril, dans sa circonscription de Port-Saïd. La presse égyptienne, qui écarte l'hypothèse d'un attentat politique, croit en un crime crapuleux, le député, Abdel Moneim Osman, ayant été poignardé par un repris de justice.

Le député, qui se préparait à participer à la campagne pour les élections législatives, prévues pour le 27 mai prochain, avait quitté les rangs du Parti national démocratique (PND, au pouvoir) pour rejoindre ceux du Wafd, en février dernier. (Corresp.)

Emirats arabes unis

LES AMANTS D'ABOU-DHABI ONT ÉTÉ GRACIÉS

Selon diverses sources occidentales, le couple de jeunes employés de maison, l'Indien Konlela et la Cinghalaise Chahala (celle-ci étant enceinte), qui avaient été condamnés à mort pour « adultère » à Abou-Dhabi (le Monde du 23 mars), ont été graciés par l'émir Zayed, chef de l'Etat des Emirats arabes unis. Ils auraient été expulsés de ce pays.

A la suite de l'écho donné à cette affaire par les médias internationaux et de la campagne engagée par l'organisation humanitaire suisse Terre des hommes de M. Edmond Kaiser, diverses interventions avaient eu lieu auprès des autorités d'Abou-Dhabi, notamment de la part du gouvernement de Colombo, du Parti social-démocrate ouest-allemand et de l'ayatollah iranien établi à Paris, M. Mehdi Roshani.

Quoi qu'il en soit, comme l'a écrit Edmond Kaiser, le problème des « dispositions pénales sauvages qui mènent à la lapidation à mort des personnes », chaque année, dans plusieurs pays islamiques, reste posé au regard des droits de l'homme.

Jumelage de Tibériade avec Montpellier

De notre envoyé spécial

Avec Tibériade, en Israël, Montpellier vient de signer son cinquième jumelage, se joignant ainsi à la quinzaine de cités françaises ayant conclu un accord similaire avec une agglomération de l'Etat hébreu. Cette décision sera-t-elle naturellement accueillie avec enthousiasme par les quatre mille familles de la communauté juive de Montpellier et a obtenu l'aval des conseillers de l'opposition. Elle a, en revanche, soulevé un certain nombre de réticences chez des intellectuels, à l'Association franco-arabe et au PSU, seul parti membre du conseil municipal à s'être abstenu lors du vote.

A l'occasion de la ratification du protocole, une délégation s'est rendue en Israël du 1^{er} au 8 avril. Conduite par le maire M. Georges Frêche, député (PS), elle regroupait représentants politiques et autorités religieuses.

Les rencontres furent celles de deux vieilles dames chargées d'histoire. Montpellier fête son premier millénaire en 1985, et Tibériade, l'une des quatre villes saintes, approche de son second. « La même lumière des deux côtés de la Méditerranée », évoquée par M. Frêche, recouvre cependant des réalités bien différentes.

La capitale de la Galilée a une population dix fois moindre, très

peu d'industries et ne connaît qu'un tourisme de passage essentiellement tourné vers la très moderne installation thermique située sur le bord du lac. L'installation d'une communauté francophone sépharade s'est faite dans une architecture sommaire arçonnée autour de châteaux-bastilles bordant la ville. D'autre part, la volonté de développer un tourisme de loisir, avec la construction de marinas, d'un parc d'attractions et de grands hôtels, sans schéma d'urbanisme, risque à terme d'enlaidir les rives du lac, à l'image de la Costa Brava en Espagne.

Sur le plan politique, c'est à un maire soutenu par les religieux, M. Bilal, qu'a été confiée l'administration de la ville.

Ces différences compliquent sans doute les projets de coopération, pourtant nombreux. Outre les traditionnels voyages de jeunes et du troisième âge, il est prévu des accords dans le domaine médical (rhumatologie et établissement thermal) et agricole (contre de recherches agro-

nomique et kibboutzim). Les premiers échanges culturels auront lieu au festival de danse de Montpellier, et lors d'une tournée de Jérôme Savary en Israël.

D. H.-G.

Liban

Le retour de la force arabe de dissuasion à Beyrouth paraît peu probable

De notre correspondant

Pour le PSP (druze), le problème serait moins aigu dans la mesure où la montagne, fief de M. Joumblatt et préoccupation prioritaire pour lui, serait peu concernée par le retour des troupes syriennes. Celles-ci, pour de multiples raisons, notamment un indélébile veto israélien, évitent certainement de s'installer dans le Chouf.

Même stationnées à Beyrouth-Ouest, les troupes syriennes auraient en outre tout de suite maille à partir avec les forces libanaises chrétiennes déployées le long de la ligne

de front à Beyrouth-Est et pour lesquelles un retour des forces de Damas est totalement inacceptable.

Le retour des forces syriennes est donc considéré ici comme peu probable dans la mesure où Damas dispose d'atouts importants dans tous les camps sans avoir à affronter les aïeux qui résisteraient d'un redéploiement de son armée à Beyrouth. Enfin, il ne faut pas perdre de vue que le régime syrien travaille actuellement sur le plan intérieur une phase délicate, dans laquelle il doit éviter le risque de se réembarquer dans la capitale libanaise.

LUCIEN GEORGE

(Publicité)



Traduction du message publicitaire inséré page ci-contre

Pourquoi le directeur des exportations d'un constructeur automobile italien et son agent suisse lisent-ils le même quotidien de langue anglaise ?

Suisse, Italie, Anglais, Allemand... la nationalité n'a plus guère d'importance dans l'industrie automobile ! La voiture est devenue un produit multinational... les pièces sont fabriquées dans un pays, montées dans un autre, et le produit fini est distribué à l'échelle mondiale. Pour réussir, les cadres dirigeants doivent pouvoir se fier à un quotidien construit dans le même esprit.

De tous les journaux européens, le Financial Times est celui qui emploie la plus grande équipe de journalistes à plein temps. Ce quotidien, dont les rubriques économiques couvrent journalièrement l'Europe, le Moyen-Orient, les Etats-Unis, le Japon et l'Extrême-Orient, est le premier à paraître. Les articles sont rédigés par des Européens pour des Européens.

Nouvelles du monde, nouvelles des sociétés européennes, tendances du marché, prix, taux de change... l'ensemble de ces informations donne une image complète du marché.

Chaque jour, le Financial Times interprète le monde des affaires pour les hommes d'affaires européens. C'est avec lui qu'ils attaquent la journée.

Le Financial Times, un langage universel.

Pour plus d'informations sur la façon de recevoir régulièrement le Financial Times, appelez-nous.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 563.12.66

SERVICE DES DOMAINES Adjudic. le MARDI 15 MAI 1984 à 14 h 30 à BOBIGNY Préfecture, 124, rue Carnot, Salle n° 2083

TERRAINS - PAVILLON LIBRES
AUBERVILLIERS
TERRAIN A BATIR
Z.L. 1.698 m²
MISE A PRIX : 590.000 F
MONTEUIL-SOUS-BOIS
Local à amén. M. à P. : 27.000 F
TEMBLAY-LES-ROSES
PAVILLON
MISE A PRIX : 300.000 F
8 TERRAINS A BATIR à BOBIGNY, AULNAY-S/BOIS, BLANC-MESNIL superficies de 269 à 544 m².
M. à P. de 83.000 à 190.000 F.
RENS. ET CONSULTATION DU CAHIER DES CHARGES : Centre des Impôts Foncier n° 1, Tour Parifiric, 6, rue Emile Raynaud (tél. 835-80-19), 93306 Aubervilliers Cedex. (Extrait du B.O.A.R.D.)

Vente au palais de justice de PARIS, Jeudi 26 avril 1984 - 14 heures
PARIS-4
et 6, rue d'ORMESSON
à usage de BAR, DANCING, DISCOTHEQUE.
LOCAL
dépendances, connu sous le nom de « NUMERO ONE »
M. A PRIX 100.000 F - S'adr. M. W. DRAGUEZ avocat
6, rue Saint-Philippe-du-Roule. Tél. : 225-13-20.

Vente sur saisie au Palais de Justice de Pontoise (95) - 29 avril 1984 à 14 heures
MAISON D'HABIT. à SAINT-PRIX (95) - M. à P. : 300.000 F
18, allée des Pénitents, 13, 62 m², comp. par. s/chauff. cave, garage ; rez-de-ch. divisé en entré, séj. 2 pces, cuis., w.-c. ; 1^{er} ét. : palier avec penderies, 2 ch., s. bns ; terrasse, grenier dépend., jardin, E.G.E., chauffage central au fuel, tout-à-l'égout. Cons. 25.000 F (ch. cert.).
Renseign. : M. BUISSON, avocat
à Pontoise (95) - Tél. : 032-31-62
29, rue P.-Budin.

Vente sur saisie Immobilière Palais de Justice de Créteil, jeudi 26 avril, à 9 h 30.
CACHAN (94) 59/52 bis, rue Camille-Desmoulles
1) LOGT R.-de-ch. : 2 pces. CAVE R.-de-ch. : 1 pce. CAVE
2) LOGT R.-de-ch. : 1 pce. CAVE R.-de-ch. : 2 pces. CAVE
3) CHAMBRE R.-de-ch. : 1 pce. CAVE R.-de-ch. : 2 pces. CAVE
4) LOGT R.-de-ch. : 1 pce. CAVE R.-de-ch. : 2 pces. CAVE
M. à P. : 1) 40.000 F - 2) 70.000 F
M. à P. : 3) 20.000 F - 4) 80.000 F
S'adresser M. MAGLO, 18, rue de l'Avocat, Paris (94). Tél. : 387-18-90.

Vte sur sais. Pal. Just. Pontoise (95), 19 avril 1984, à 14 heures
PAVILLON à PRESLES (95) Sup. 450 m² - M. à Px 200 000 F
7, rue P.-Brossolette, compr. au rez-de-ch. entré, cuis. séj. 2 ch. s. d'au. w.-c., au-dessus palier, 3 ch., combles aménageables. Balcon avec terrasse et grille de protection. Chauffage central au gaz. Garage préfabriqué dans cour.
Consign. 35 000 F (ch. cert. Bque)
Renseign. M. BUISSON AVOCAT 29, rue P.-Budin à Pontoise (95) Tél. : 032-31-62

صلى الله عليه وسلم



Why is the export director of an Italian car company sharing an English-speaking newspaper with his Swiss agent?

Swiss, Italian, English, German... in today's car industry the words have less and less meaning. With parts manufactured in several different countries, assembled in yet another and then sold all over the world, the car is now a multi-national product.

And, to be successful, its executives need a newspaper which is put together in the same way. The Financial Times has one of the largest teams of full-time correspondents on any European newspaper.

The daily coverage of business news from

Everyone speaks the Financial Times.

Europe, the Middle East, the United States, Japan and the Far East is earlier than other newspapers. And the news is interpreted for Europeans by Europeans.

World news. News of European companies. Market trends. Prices. Exchange rates. All these, together, build a picture of the market as a whole.

The Financial Times interprets the world of business to the European business world every day. It is where the day's business begins.



For more information about how to receive a regular copy of the FT, or if you would like to know more about using English for Business and would like full details of the Harrods/Financial Times Business English Course, ring or write to, Ben Hughes, Financial Times (Europe) Ltd., Centre d'Affaires Le Louvre, 168 rue de Rivoli, F-75004 Paris Cedex 01. Tel: 297 0623; Telex: 220044.

LA RÉFORME DU DROIT DES FAILLITES A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La fin des syndics

L'Assemblée nationale a adopté en première lecture, le mercredi 11 avril, le projet de loi supprimant la profession de syndic et créant les professions d'administrateur judiciaire, de mandataire liquidateur et d'expert en diagnostic d'entreprise, traitement et avant-dernier volet de la grande réforme du droit des faillites entreprise par M. Robert Badinter. Il ne lui reste plus qu'à faire approuver — mais ce ne sera pas pour cette session — la réforme des tribunaux de commerce.

L'opposition s'est abstenue sur ce projet qui ont approuvé les élus du PS et du PC. C'est que personne ne niait la nécessité d'une modification du statut des personnes chargées de gérer une entreprise en règlement judiciaire ou de procéder à sa liquidation.

M. Serge Charles (RPR, Nord), seul député de l'opposition à avoir participé à ce débat, l'UDF ayant particulièrement brillé par son absence, a lui-même souligné qu'il était « nécessaire de réformer », mais pour lui, « l'angle choisi » n'est pas bon; il reproche la « césure » entre les administrateurs judiciaires et les mandataires liquidateurs, critiquant la répartition des tâches entre eux, trouvant que le liquidateur n'aura pas assez de pouvoir, et jugeant inutile la « barrière infranchissable » placée entre les deux professions.

C'est pourtant l'innovation la plus importante du projet gouvernemental. M. Badinter et la majorité estiment que la même personne ne peut remplir deux tâches parfois contradictoires : tenter de sauver une entreprise et défendre les intérêts de ses créanciers.

Le texte prévoit que les administrateurs judiciaires « sont les mandataires chargés par décision de justice d'administrer les biens d'autrui ou d'exercer des fonctions d'assistance ou de surveillance de la gestion de ces biens », notamment en application du projet de loi adopté la veille sur les règlements judiciaires. Ils ont pour mission de gérer les biens d'autrui.

Le projet du gouvernement prévoit que ces administrateurs seront

inscrits sur une liste nationale d'aptitude, mais la commission a fait ajouter, « pour éviter une éventuelle invasion de la province par les grandes études parisiennes », que cette liste nationale serait répartie en sections régionales. Les administrateurs devront être de nationalité française, âgés de moins de soixante-cinq ans, présenter des « garanties de moralité suffisantes », avoir subi « avec succès l'examen d'aptitude » après l'« accomplissement d'un stage professionnel »; mais des dérogations pourront être apportées à ces dernières dispositions. Cette profession sera incompatible avec l'exercice de toute autre profession, en particulier celle de mandataire liquidateur, mais il est admis que ses membres pourront avoir des activités d'enseignement et de conseil.

Une commission nationale, composée de quatre magistrats, d'un membre de l'inspection générale des finances, de deux personnes qualifiées et de deux administrateurs judiciaires, disposera de pouvoirs disciplinaires. De plus, les administrateurs judiciaires seront « placés sous la surveillance du ministère public » et seront soumis à des inspections de l'autorité publique. La commission a aussi fait préciser que d'autres personnes ne pourront user d'une dénomination pouvant prêter à confusion.

Trois ans pour choisir définitivement

Les mandataires liquidateurs sont ceux « chargés par décision de justice de représenter les créanciers et de procéder éventuellement à la liquidation d'une entreprise ». Ils seront organisés sur la même manière que les administrateurs judiciaires, si ce n'est qu'ils seront inscrits sur des listes régionales et ne pourront, sauf exception, intervenir en dehors de leur région.

Pour les experts en diagnostic d'entreprises, le gouvernement a, de lui-même, proposé un certain nombre d'amendements modifiant sensiblement son projet initial, de façon à aligner leur statut sur celui des experts judiciaires actuels. Ils seront « désignés en justice pour établir un rapport sur la situation économique et financière d'une entreprise en cas de règlement amiable judiciaire ou concourir à l'élaboration d'un tel rapport en cas de règlement judiciaire ». Leur titre sera d'ailleurs celui d'« expert judiciaire ».

Les administrateurs judiciaires et les mandataires liquidateurs devront

adhérer à une caisse de garanties et s'assurer, pour le cas où serait mise en cause leur responsabilité civile professionnelle. Quant à leurs rémunérations, M. Badinter a expliqué que « l'étude et concertation » se poursuivait « pour déterminer un mode de rémunération juste et garantissant l'indépendance des professionnels ».

Il a convaincu le groupe communiste de retirer un amendement qui interdisait que ces professionnels soient « intéressés personnellement à la liquidation d'une entreprise ».

Les syndics et administrateurs judiciaires actuellement en fonction devront choisir de s'inscrire soit comme administrateur judiciaire, soit comme mandataire liquidateur. Cette possibilité est aussi ouverte aux personnes exerçant ces professions à titre accessoire. Les uns et les autres pourront une fois, dans les trois ans suivant l'entrée en vigueur de la loi, modifier leur choix.

Le gouvernement avait déposé un amendement prévoyant que des décrets en Conseil d'Etat offriront à ceux qui exercent ces activités à titre principal la possibilité d'accéder, sous certaines conditions, aux professions d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, d'avocat-avocat à la Cour d'appel, de notaire, de commissaire-priseur, d'huissier de justice, de greffier des tribunaux de commerce et de conseil juridique. M. Raymond Formi, président de la commission des lois, s'étant étonné d'un dépit tardif, M. Badinter a accepté de retirer son amendement et de revoir le problème dans la suite des navettes parlementaires.

En revanche, il est admis que, pendant un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi, une juridiction pourra désigner comme administrateur judiciaire un mandataire liquidateur et réciproquement, sans que toutefois une même personne puisse exercer les deux missions pour une même entreprise. Enfin, il est prévu que ce texte s'appliquera dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte.

THÉRIER BRÉHER.

● RECTIFICATIF. — Dans le compte rendu des débats sur le projet de loi relatif au règlement judiciaire, nous avons écrit que le gouvernement avait accepté de retirer son amendement de fond déposé par l'opposition et quatre très significatifs. Il fallait lire seize amendements de fond, dont quatre très significatifs.

La CGT veut mobiliser la Lorraine

(Suite de la première page.)

Et, même si elle n'entend pas, non plus, relâcher sa vigilance sur les autres secteurs menacés (automobile ou construction navale), elle centre son action sur les sites sidérurgiques.

M. Jean-Claude Gayssot, membre du bureau politique du Parti communiste, a réaffirmé, mercredi, « le soutien de son parti à la lutte responsable et utile » des sidérurgistes. Les élus et les responsables lorrains du PCF participent activement à la préparation de la manifestation de vendredi.

M. André Lajoinie, membre du comité central, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, avait indiqué, le 9 avril, après avoir été reçu par M. Pierre Mauroy, que le PCF n'entendait pas tenter de « chapeauter » la manifestation. Après avoir, dans un premier temps, envisagé de participer à la marche, comme l'avait annoncé M. Georges Marchais le 2 avril à la télévision, les dirigeants communistes ont estimé préférable de ne pas rendre la tâche de la CGT plus difficile, localement, en donnant l'impression de chercher à « récupérer » la mobilisation en Lorraine. En outre, la tournure que peut prendre la manifestation est incertaine. Et il serait dommageable, pour la direction du PCF, d'être si peu que se soit compromise par des débordements incontrôlables.

An surplus, les communistes veulent garder le maximum de liberté d'appréciation sur la situation qui sera créée au lendemain de la manifestation.

La communication présentée, mercredi 11 avril, devant le conseil des ministres, de la recherche, de l'industrie et de la recherche, M. Laurent Fabius, sur la mise en œuvre des actions de redéploiement industriel en Lorraine n'a donné lieu à aucun débat. Toutefois, le premier ministre a justifié la décision prise d'exonérer des charges sociales, pendant trois ans, les employeurs qui créent des emplois autour des deux pôles de conversion de Longwy et Pompey.

Cette intervention de M. Pierre Mauroy avait, d'une certaine façon, valeur de mise au point. Au cours de la réunion du comité interministériel du lundi 9 avril, à l'hôtel Matignon, les délibérations préparatoires à cette décision avaient mis en évidence, en effet, l'existence de divergences à l'intérieur du gouvernement. Et ce sujet, le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, en particulier, avait

exprimé son désaccord. M. Pierre Bérégovoy avait souligné, d'une part, qu'une telle décision ne manquerait pas d'accroître l'argument du CNPF selon lequel les charges sociales constituent un facteur de chômage; d'autre part, que cette orientation irait à l'encontre de la recherche de l'équilibre du système de financement de la Sécurité sociale.

Le ministre de l'économie, des finances et du budget avait manifesté, lui aussi, certaines réserves. M. Jacques Delors avait indiqué qu'une telle exonération reviendrait, en fait, à créer certaines zones franches, alors que l'institution de celles-ci n'avait pas été retenue quelques semaines auparavant. Le ministre de l'économie avait aussi estimé que ces dispositions spécifiques ne seraient pas de nature à encourager les investissements industriels dans d'autres régions.

Le ministre des transports, M. Charles Fitermas, avait exprimé son accord avec M. Bérégovoy contre une mesure qui paraissait accroître les thèmes du patronat. Il s'était déclaré partisan, en revanche, d'un augmentation des primes particulières prévues en faveur des employeurs qui créent des emplois de compensation dans les régions concernées.

M. Max Gallo a ainsi été conduit à souligner, après la réunion du conseil des ministres, le caractère exceptionnel des mesures d'exonération et le fait qu'elles seront compensées, financièrement, par le Fonds d'industrialisation de la Lorraine, lequel recevra une première dotation de 500 millions de francs. Selon le porte-parole du gouvernement, le coût total de l'exonération des charges sociales, pour vingt mille emplois créés d'ici à 1987, serait de 750 millions de francs. « Il ne semble », a ajouté M. Gallo, « que le patronat français indique qu'il y a là une clef de la création d'emplois. Eh bien, nous verrons, autour de ces deux pôles de conversion, ce que le patronat est capable de faire ».

M. Fabius, pour sa part, a pu faire état, devant le conseil des ministres, du réalisme de ses interlocuteurs syndicaux, rencontrés la veille en Lorraine. Le gouvernement, muni d'un dispositif d'application de son plan de restructuration, a donné tous les signes de la fermeté sur les décisions prises. La journée de vendredi s'annonce donc comme celle d'une épreuve de force, à tous égards, décisive, dans la mesure où les responsables syndicaux lorrains, engagés actuellement dans une mobilisation unitaire, détermineront leur comportement futur en fonction du résultat de cette mobilisation.

DEUX SONDAGES

Baisse des cotes de popularité de MM. Mitterrand et Mauroy

Les cotes de popularité du président de la République et du premier ministre sont en baisse, d'après le sondage mensuel d'IPSONS que publie France-soir du 12 avril.

D'après cette enquête, effectuée auprès d'un échantillon représentatif de 1 142 personnes, du 5 au 7 avril, postérieurement donc à la conférence de presse du chef de l'Etat, 31 % des Français (32 % en mars) se déclarent satisfaits de M. Mitterrand. Parallèlement, le nombre des mécontents augmente considérablement, passant de 48 % le mois dernier à 56 %. M. Pierre Mauroy donne satisfaction à 23 % des personnes interrogées (au lieu de 25 % précédemment) et en mécontente 62 % (au lieu de 52 %).

Un autre sondage, réalisé par BVA du 15 au 21 mars auprès d'un échantillon représentatif de 985 personnes et publié par Paris-Match, indique qu'un Français sur deux est favorable à une réduction du mandat présidentiel à cinq ans. D'après cette enquête, 46 % des personnes interrogées considèrent qu'un changement de premier ministre est souhaitable; 37 % d'entre elles émettent l'avis contraire. C'est M. Michel Rocard qui arrive en tête à l'indice de popularité des ministres, avec 62 % d'opinions favorables.

Ce sondage indique également que M. Rocard serait le meilleur candidat de la gauche à une élection présidentielle. Avec 35 %, il devance très nettement M. Delors (17 %) et M. Mitterrand (14 %). Son meilleur adversaire serait M. Chirac (29 %). Pour 18 % des personnes interrogées, M. Veil serait la meilleure candidate de l'opposition. Pour 14 % d'entre elles, ce serait M. Giscard d'Estaing, et pour 13 % M. Barre.

La Nouvelle-Calédonie à l'épreuve de l'autodétermination

(suite de la première page.)

« Ce sont des incapables qui revendiquent les terres. Si on donne de la terre, ils la laissent friche! » « Moi, dit l'un, je suis forestier et j'emploie six Mélanésiens. Ma propriété est revendiquée et si ça continue je vais me retrouver en stp. Avant, il y avait huit scieries en Nouvelle-Calédonie, maintenant il n'y en a plus que deux. Moi, si on parle on se vengera! » « Moi, dit un vieux monsieur, je suis fils de socialiste et je suis le seul à dire: en 1939, quand il y a eu des incidents avec les Canaques, en une nuit on est allé chez eux et on a tout rasé! »

Le secrétaire d'Etat fait front: « La solution n'est pas dans une surenchère. Vous ne réussirez à rien par la violence. » « La violence, il n'y a plus que ça! », lui rétorque un jeune porteur de pancarte. « Faites vous travail, faites respecter l'ordre! », dit un militant du Front calédonien, proche de l'extrême droite. « On est né ici, on veut rester ici! ». Les échanges se font moins agressifs. « Retournons chez nous, on se fait embêter », déclare un manifestant. « On a pu se parler, c'est l'essentiel », souligne M. Lemoine.

Quelques instants plus tard, le secrétaire d'Etat préside une réunion d'élus locaux et de représentants professionnels, venus des localités voisines: Païta, Maré, Bouloupari, Farino, Sarraïméa, Canala, Thio. Un seul Mélanésien parmi eux. M. Lemoine affirme la nécessité de mettre en place dans le territoire un système institutionnel qui fasse « cohabiter » en toute équité les deux principales communautés: « Il faut prendre acte politiquement du fait que deux civilisations coexistent ici. Il faut faire entrer la coutume mélanésienne dans le jeu des institutions. »

Ses interlocuteurs se montrent compréhensifs, pour la plupart, mais sceptiques ou désorientés. « C'est vrai, pendant longtemps nous avons eu les yeux fermés, déclare l'un des adjoints du maire de La Foa. Nous sommes contre les réserves, tous les Calédoniens veulent que les Mélanésiens nous ravissent, mais la coutume mélanésienne, c'est comme notre ancien droit féodal. » « Pourquoi vouloir instituer un système particulier pour les Mélanésiens? demande un agriculteur. Il faut que tout le monde respecte la loi de la République. Nous avons été, il y a

quelques jours, à deux doigts du bain de sang. Ce sont les politiques qui fomentent le bordel! »

Dans l'assistance — une quarantaine de personnes — ceux qui demandent la parole ont souvent du mal à s'exprimer. C'est à l'aide de mots-clés — « droit », « propriété privée », « travail personnel » — qu'ils opposent maladroitement à la légitimité originelle des Mélanésiens la légitimité morale de leur propre communauté, celle de cette population dite « européenne », née de l'enfer du bagne, des déportations de la Commune ou des révoltes de Kabylie, en tout cas d'une colonisation souvent plus misérable que conquérante. La « cohabitation », ils la conçoivent séparée. On ne signale qu'un seul cas de collaboration réelle dans cette région rurale: au lieu-dit Pouaroa, un « caldoche » a fait don de quatre-vingt-dix-neuf vaches au clan canaque qui revendiquait sa propriété, et il aide les vingt-six Mélanésiens de cette famille à éléver ce troupeau sur une partie de la terre qu'il leur a cédée. C'est l'exception qui confirme la règle, car la règle c'est l'absence de communication entre les deux ethnies.

Un contre-pouvoir

A quelques kilomètres de là, au sud de La Foa, c'est un autre drapau tricolore qui accueille le secrétaire d'Etat dans la tribu de Onatou. Le grand chef Kalis Poéwé a mis son smoking blanc et son nœud papillon noir pour recevoir le représentant du gouvernement devant la case sacrée de la tribu. Après le rituel d'échange de cadeaux, conformément à la coutume mélanésienne, Claude, le fils aîné du grand chef — un dirigeant de l'enseignement privé — rappelle, dans un discours modéré, comment, dans les années 30, ses aïeux devaient se mettre au service de fermiers européens pour réunir les douze mille francs nécessaires à l'achat de ces arpent de terre indispensables à la vie de la tribu, alors que ce terrain leur appartenait déjà. A l'origine, en effet, ils n'avaient fait que le prêter, en principe, aux premiers colons. « Maintenant, dit-il, il faut que la France prenne ses responsabilités. »

Ses responsabilités, le gouvernement les a prises en élaborant un projet de statut d'autonomie interne qui veut assurer au terri-

toire « la liberté de s'administrer lui-même, de gérer démocratiquement ses propres affaires et de garantir son émancipation ». Ce statut, qui doit être adopté à la fin du mois par le conseil des ministres, reconnaît au peuple indigène de la Nouvelle-Calédonie « son droit à la décolonisation et à l'autodétermination ». Dans son exposé des motifs, le gouvernement affirme son ambition de « créer une communauté calédonienne multiraciale, fraternelle et paisible ». Ce texte fait référence à l'acte final adopté au terme de la « table ronde » qui avait réuni, en juillet 1983, à Nainville-les-Roches (Essonne), les délégués des principales formations politiques du territoire. Une réunion extraordinaire qui s'était conclue par l'expression d'un engagement important: « l'abolition du fait colonial », reconnaissance de la légitimité du peuple canaque et de son droit

inné et actif à l'indépendance, nécessité d'un nouveau statut qui soit « spécifique et évolutif », etc.

L'article premier du projet confirme qu'un terme d'un délai de cinq ans à partir de l'entrée en vigueur du nouveau statut — les populations de la Nouvelle-Calédonie seront consultées par voie de référendum. Il s'agira alors, normalement en 1989, d'un référendum pour le maintien du nouveau statut ou l'accession à l'indépendance.

La gauche décentralisatrice est allée aussi loin qu'elle le pouvait à la rencontre des revendications indépendantistes, acceptant même que le territoire puisse déterminer librement « les signes distinctifs permettant de marquer sa personnalité dans les manifestations publiques et officielles » autrement dit avoir son propre drapeau et son hymne.

La charge du pouvoir exécutif, qui est détenue jusqu'à présent par le haut-commissaire dépositaire des pouvoirs de la République et chef du territoire en tant que président du conseil de gouvernement, sera transférée à un gouvernement dont le président sera élu par l'Assemblée territoriale, détentrice du pouvoir législatif. Ce président dési-

gera les neuf membres de son équipe gouvernementale.

L'Assemblée territoriale, élue pour cinq ans au suffrage universel direct et à la proportionnelle, disposera du pouvoir de renverser le gouvernement par le vote d'une motion de censure. Mais la principale innovation consistera dans l'institution d'un système bicaméral. Le gouvernement va mettre en place, à côté de l'Assemblée territoriale, une assemblée des pays, désignée elle aussi pour cinq ans et composée d'une Chambre coutumière et d'un collège d'élus locaux. Les membres de la Chambre coutumière seront désignés par les chefs de famille, gardiens du droit ancestral écrit et de la vie traditionnelle dans les tribus, à raison de quatre représentants pour chacune des six circonscriptions, dénommées « pays », qui seront créées dans le territoire.

Le président de la Chambre coutumière exercera automatiquement la présidence de l'Assemblée des pays. Les membres du collège des élus locaux seront désignés, à raison de quatre par pays, par un collège électoral formé des conseillers municipaux des communes situées dans chacun des pays. En outre, chaque pays sera doté d'un conseil associant les représentants de la

coutume et les représentants des communes.

La création de cette deuxième assemblée, qui sera contrôlée par la communauté mélanésienne dans les institutions territoriales, vise à installer un contre-pouvoir à côté de l'exécutif et du législatif. En principe, l'Assemblée des pays n'aura qu'un rôle consultatif. Toutefois le projet de statut prévoit que cette deuxième assemblée sera consultée obligatoirement sur tous les projets du gouvernement, sur les propositions de délibération de l'Assemblée territoriale — y compris les projets de budget — et qu'elle pourra convoquer, à sa convenance, les membres du gouvernement. Ce qui équivaudra, de facto, à lui octroyer un pouvoir de contrôle plus important encore que celui du Sénat au niveau national. En cas de blocage des institutions, le projet de statut indique, du reste, que le gouvernement pourra prononcer la dissolution de l'Assemblée territoriale. Cette éventualité n'est pas retenue pour l'Assemblée des pays. Dominé par les indépendantistes, ou contre-pouvoir, pourrait constituer un redoutable instrument politique.

En préconisant un tel système, le gouvernement ne rompt pas seulement avec la pratique tutélaire de l'administration coloniale. Il fait un pari sur l'intelligence des deux principales communautés. En garantissant à la communauté mélanésienne le rôle privilégié dans le jeu institutionnel, sans sacrifier les droits de la communauté européenne, il cherche à assurer la stabilité politique du territoire. Le calcul est habile. Si ce système, auquel s'ajoute le statut actuel adopté en 1976, fonctionne correctement, son nombre des revendications indépendantistes s'écroulerait plus de raison d'être. Et la France, dont le représentant disposera d'un important domaine réservé, n'aurait plus à intervenir dans le Pacifique sud. Voilà pourquoi les dirigeants indépendantistes, flétrissant un piège, se montrent peu pressés d'adhérer à ce projet original qui prend pourtant en compte, pour la première fois, leurs aspirations.

ALAIN ROLLAT.

Prochain article :

LA COUTUME OU LE FUSIL?



La Nouvelle-Calédonie compte environ cent quarante mille habitants. La moitié de la population est rassemblée à Nouméa et dans les environs de la capitale de territoire. Les Mélanésiens (43,33 %) et les Européens (35,65 %) constituent les deux principales communautés. Parmi les autres ethnies présentes figurent notamment les Wallisiens, les Tahitiens, les Indonésiens.

محكمة العدل العليا

Les réactions au plan acier

M. FISZBIN : c'est l'honneur du pouvoir de gauche de s'être attaqué à cette tâche

M. Henri Fiszbin, président de Rencontres communistes, a déclaré, mercredi 11 avril, au sujet de la restructuration de la sidérurgie : « Il appartient aux communistes, à l'heure de choix inévitables qui ont, dans l'immédiat, des conséquences dramatiques, de parler clair et d'assumer les responsabilités qui incombent à une formation qui se veut de lutte et de gouvernement. On ne peut éternellement supporter la charge d'un déficit accablant. On ne peut se soustraire aux obligations qui découlent de l'appartenance à la Communauté européenne, de laquelle personne ne demande le retrait de la France. Il faut avoir le courage politique d'affirmer que l'avenir de la sidérurgie et de la nation exige que soient rétablis les grands équilibres économiques, financiers et sociaux de cette industrie-élé. C'est l'honneur du pouvoir de la gauche de s'être attaqué à cette tâche. »

Les parlementaires de l'Ouest et M. Rocard. — Après la publication, par les sénateurs de l'Union communiste, d'un communiqué affirmant que cent deux parlementaires de l'Ouest, appartenant à la majorité et à l'opposition, souhaitaient rencontrer M. Michel Rocard, ministre de l'Agriculture, afin de l'entretenir des problèmes du revenu agricole (le Monde du 10 avril), les parlementaires socialistes de l'Ouest ont publié, à leur tour, un communiqué manifestant leur « vif étonnement d'un communiqué (...) les associant à la démarche de leurs collègues de l'opposition » et réprochant « totalement cette méthode, qui crée la confusion et s'apparente à une manœuvre politicienne ». « Le catastrophisme dont font preuve, à chaque instant, les élus de l'opposition, conclut le communiqué, ne saurait, en aucun cas, alder les régions de l'Ouest à relever les défis que leur adresse la nécessaire évolution de l'agriculture. »

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 11 avril au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

REDÉPLOIEMENT INDUSTRIEL EN LORRAINE

Prise en charge intégrale des cotisations sociales pour toute création nette d'emplois autour des deux pôles de conversion lorrains. — Le ministre de l'Industrie et de la Recherche a rendu compte de son voyage en Lorraine, qui lui a permis de rencontrer les responsables politiques, économiques et sociaux de la région.

Les premières décisions prises à la suite du comité interministériel du 9 avril concernent :

- La création d'un fonds d'industrialisation de la Lorraine chargé de concourir directement ou indirectement au développement des entreprises existantes et à la création d'entreprises nouvelles ; ce fonds est doté dès maintenant de 500 millions de francs ;
- La prise en charge par ce fonds, pendant une durée de trois ans, des cotisations sociales des employeurs pour toute création nette d'emplois autour des deux pôles de conversion lorrains ;
- Le transfert en Lorraine de centres de décision, notamment dans la sidérurgie et les charbonnages.

L'action de redéploiement industriel en Lorraine est un processus continu qui doit associer solidarité nationale et initiative régionale. Dans ce cadre, des décisions précises d'implantation d'activités nouvelles seront rendues publiques avant la fin du mois.

FONCTION PUBLIQUE

L'ensemble des textes d'application du nouveau statut seront publiés à l'automne. — Le secrétaire d'État chargé de la fonction publique et des réformes administratives a exposé les conditions de mise en œuvre du nouveau statut général des fonctionnaires.

Certaines dispositions de ce statut sont applicables immédiatement. D'autres supposent des décrets d'application qui seront pris avant la

fin de l'année. Ces textes seront préparés, en tant que de besoin, d'une concertation syndicale approfondie.

La loi du 11 juin 1983 sur la titularisation des personnels non titulaires de la fonction publique de l'État, dont la plupart des dispositions ont été reprises dans le nouveau statut général des fonctionnaires, fera l'objet de mesures d'application particulières. Les opérations de titularisation devront être achevées dans un délai de quatre ans. Une circulaire interministérielle donnant toutes les indications nécessaires à la mise en œuvre pratique de ces dispositions sera publiée dans les prochains jours.

LUTTE CONTRE LE BRUIT

Le gouvernement s'engage trois priorités : diminuer les bruits liés aux transports, les bruits liés au travail, et les bruits liés aux loisirs. — M. le secrétaire d'État chargé de l'environnement et de la qualité de la vie a présenté au conseil des ministres une communication sur la lutte contre le bruit. La politique du gouvernement dans ce domaine vise à assurer une meilleure prévention et à faire disparaître les situations insupportables dans trois domaines prioritaires : les bruits liés

aux transports, les bruits de voisinage et les bruits sur les lieux de travail.

1) Bruits liés aux transports. Diverses actions de rattrapage ont déjà été menées, en particulier dans le cadre des dix-neuf contrats de villes-pilotes signés à ce jour. Un effort particulier sera réalisé pour assurer l'insonorisation des logements sociaux situés dans des points noirs de bruit. Un financement de 570 millions de francs sera consacré à cette action au cours du IX^e Plan.

2) Bruits de voisinage. Une campagne nationale contre le bruit, visant à inflecter les comportements tant des entreprises que des particuliers, sera lancée au début du second semestre 1984.

Un programme technique ayant pour but de diminuer le niveau sonore des matériels domestiques (mesures concernant la normalisation, l'équipement, etc.) sera engagé. Une meilleure protection contre les nuisances engendrées par certains établissements de loisirs (discothèques, stands de tir...) sera recherchée.

3) Bruits sur les lieux de travail. Un plan pluriannuel d'intervention associant les partenaires sociaux et les industriels sera élaboré. Dès maintenant, l'équipement individuel

des machines, l'information des responsables, la formation en matière d'acoustique et d'audiométrie des médecins du travail, l'équipement des établissements d'enseignement technique et professionnel en matériel silencieux seront développés ; l'amélioration de la qualité acoustique des bâtiments industriels sera poursuivie.

CONVENTION INTERNATIONALE

Protocole à l'accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique et culturel. — Le ministre des relations extérieures a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant la ratification d'un protocole à l'accord de Florence du 22 novembre 1950 pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique et culturel.

Conclu dans le cadre de l'UNESCO, ce protocole vise à faciliter la circulation entre tous les pays du monde des objets à caractère éducatif, scientifique et culturel. Pourront en particulier bénéficier d'une franchise totale des droits et taxes d'importation en France les objets destinés aux musées publics, aux bibliothèques publiques ou d'intérêt public, à la Phonothèque nationale et à la Cinémathèque nationale.

SITUATION INTERNATIONALE

Le ministre chinois des affaires étrangères a fait une visite officielle à Paris le 5 avril.

La première partie de cette visite a porté sur les relations bilatérales franco-chinoises. Ont été ainsi confirmées la qualité et l'intensité de la relation entre les deux pays, déjà démontrées par les nombreuses visites ministérielles rétrogrades au cours des derniers mois, et qui se seront de nouveau à l'occasion de la prochaine venue à Paris du chef du gouvernement chinois.

La deuxième partie de la visite de M. Wu Xueqian a été consacrée à la Communauté économique européenne. Le ministre chinois a souligné à ce propos l'importance que son pays attachait au développement de la construction européenne.

Au Sénat

LA PROTECTION DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE

Le Sénat a adopté à l'unanimité, le mercredi 11 avril, le projet de loi « relatif aux droits des familles dans leurs rapports avec les services chargés de la protection de la famille et de l'enfance et au statut des pupilles de l'État », dont l'examen avait commencé la veille, en première lecture. Ce texte définit à la fois les droits des enfants et ceux des familles, qui auront désormais celui d'être assistés et associés à toute décision concernant l'enfant. L'enfant, quant à lui, bénéficiera de la garantie d'une révision annuelle de sa situation. Le projet révisé, aussi, la condition des pupilles de l'État.

La quasi-totalité des amendements proposés par la commission des affaires sociales et défendus par son rapporteur, M. Jean Béanger (MRC, Yvelines), ont été adoptés avec l'accord du gouvernement. Ces modifications clarifient la nature des rapports entre le préfet, qui reste le tuteur des pupilles de l'État, et le président du conseil général, gardien des droits des pupilles.

Une autre série d'amendements tend à permettre l'admission au service d'aide sociale à l'enfance avec le consentement des parents ou sur l'intervention du juge. Enfin, le Sénat a organisé les voies de recours offertes aux personnes ayant intérêt à agir pour l'enfant, de manière à respecter les droits des familles, à responsabiliser ces dernières et à stabiliser, le plus rapidement possible, le statut juridique du mineur.

Le Sénat a adopté d'autre part en première lecture le projet de loi « relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances ». Ce texte s'efforce de concilier deux finalités : l'une sanitaire, en réglementant l'utilisation de substances médicamenteuses dans l'élevage, afin d'assurer la protection des consommateurs de produits animaux ; la seconde économique, qui permet aux éleveurs d'utiliser des techniques de production performantes, afin de contribuer à l'accroissement de la productivité dans le secteur de l'élevage.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Mesures individuelles

Le conseil des ministres du mercredi 11 avril a adopté les mesures individuelles suivantes :

M. Haroun Tazieff est nommé délégué aux risques majeurs.

(Né le 11 mai 1914 à Varsovie (Pologne), M. Haroun Tazieff, ingénieur agronome et géologue, après des études dans l'ancien Congo belge, s'est spécialisé dans la géothermie, puis la volcanologie.)

Il a été directeur du recherche au CNRS (1972), puis chargé de mission (géothermie) par le ministre de la recherche et de la technologie (1981). Cette même année 1981, il avait été nommé commissaire à l'énergie et à la prévention des risques naturels majeurs.]

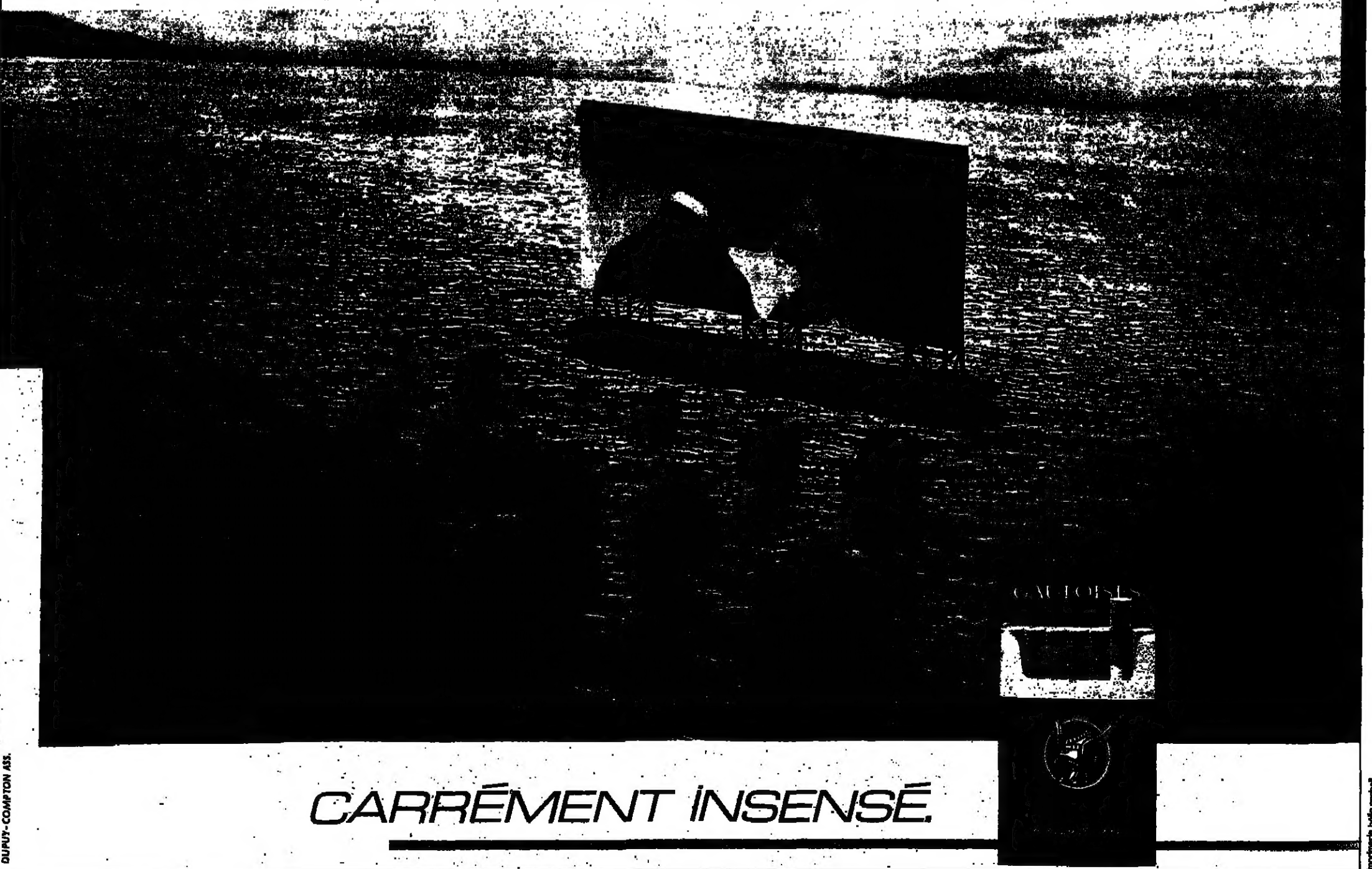
Mme Martine Aubry, administrateur civil hors classe, est nom-

mée directeur des relations du travail.

(Née le 8 août 1950 à Paris, licenciée de sciences économiques et ancienne élève de l'ENA, Martine Aubry est chef de la section de la politique générale du travail, puis chargée de mission auprès du directeur des relations du travail (1975-1979) avant d'être détachée, comme administrateur civil au Conseil d'État de 1980 à 1981. Martine Aubry avait été nommée conseiller technique au cabinet de M. Jean Aron en 1981.)

D'autre part, le conseil des ministres a adopté des mesures individuelles concernant des officiers généraux et supérieurs sur proposition du ministre de la défense (lire page 10).

GAULOISES BLONDES



CARRÈRE INSENSÉ

Le Monde

société

LA LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE DROGUE

Un coup de filet international contre la Mafia

Rome. - La fin de la *Sicilian Connection*? Sans doute pas. Du moins, l'une des plus importantes opérations de police réalisées ces dernières années contre les trafiquants de drogue opérant entre les États-Unis et la Sicile. En l'espace de soixante-douze heures, quatre coups de filet ont été lancés à Madrid, New-York, Palerme et en Suisse ont permis l'arrestation d'une quarantaine de trafiquants, parmi lesquels deux « parrains » de premier plan: Gaetano Badalamenti et Salvatore Catalano. En cinq ans, leur organisation aurait fait entrer aux États-Unis de l'héroïne pour une valeur de 1,6 milliard de dollars.

Tout commence dimanche 9 avril à Madrid: Badalamenti et son fils sont arrêtés au moment où ils renouent avec un de leurs complices, Pietro Alfano, surveillé par la police, qui arrive de Detroit. Badalamenti est l'un des « grands vieux » de la Mafia internationale. Ancienne « conscience » du crime organisé sicilien, c'est un personnage quasi mythique de la région de Palerme: un des chefs historiques - il en reste peu - de la Mafia des années 1950.

« Don Tino » est surtout l'homme des liens entre la Mafia sicilienne et Cosa nostra aux États-Unis. Agé de soixante et un ans, il ne doit son prestige qu'à lui-même, étant acquis une suprématie longtemps indiscutée après des dizaines de crimes.

Ayant pris la tête du clan de son ancien chef, Cesare Manzella - tué par les organisations rivales - il est, dès la fin des années 50, en chéville avec Cosa nostra. Sa force, il la tient du contrôle exercé sur un territoire d'importance stratégique: l'aéroport de Punta Raisi à Palerme. Une fois par semaine en décolle un long courrier à destination de New-York. L'appareil, surnommé *Il Padrino* par les Siciliens, emporte régulièrement de la drogue et rapporte des dollars.

Pour avoir découvert le trafic, le chef de la brigade mobile, Boris Giaglino, signa son arrêt de mort. Le vol Palerme-New-York est supprimé, mais le trafic continue.

De notre correspondant

« Don Tino » est puissant, multimilliardaire, dirige un empire de sociétés d'import-export et de construction. Il règne sur sa commune, Cini, dominant l'aéroport. Mais la lutte sans merci entre les clans pour la suprématie sur le marché de la drogue le menace. D'autres clans, comme celui des Greco, sont en train de faire table rase autour d'eux, massacrant leurs adversaires. « Don Tino » décide en 1981 de prendre la large. Il se replie à Rio-de-Janeiro d'où il continue à diriger son organisation. Mais, ces derniers mois, il avait résolu de revenir à Palerme. Ses adversaires ont décidé son clan et, surtout, ils tentent de s'emparer de la clef de son empire: Punta Raisi. C'est pourquoi, il y a dix jours, il débarque sous un faux nom à Madrid.

« Pizza Connection »

Au moment de son arrestation, commencent à New-York une deuxième opération de police, à l'autre extrémité de la chaîne. Cette fois contre ce que la presse américaine nomme la *Pizza Connection*. Le premier à être arrêté est l'alter ego de Badalamenti, Salvatore Catalano, lui aussi sicilien, résidant dans le quartier populaire de Queens où il possède une chaîne de pizzerias qui lui servent à la fois de couverture et d'instrument pour la diffusion de la drogue expédiée de Sicile: la « marchandise », appelée en l'occurrence *formaggio* étant livrée à domicile avec les pizzas. Malgré ce détail pittoresque, l'organisation de Catalano était gérée, selon les enquêteurs américains, de la manière la plus moderne et disposait des technologies les plus avancées en matière de communication.

Catalano est aussi une « grande figure » de la Mafia. Agé de quarante-six ans, il a pris la tête d'une fraction du clan Bonanno, qui opère de longue date sur le marché américain à la suite de la mort de l'un de ses chefs, Carmine Galante,

tué en 1979 dans une trahison de Brooklyn par les hommes de Catalano, estime le FBI.

Ce dernier, ainsi que vingt-quatre personnes de la Mafia américaine, ont été arrêtés par les forces de police de New-York, de la Drug Enforcement Administration (DEA), Interpol et la police italienne, avec la collaboration des autorités suisses, françaises et de pays latino-américains. Le fait que Badalamenti ait été arrêté à

Le rôle d'Interpol

Cette série d'arrestations est le résultat d'une enquête internationale de plusieurs mois, menée par le FBI, la Drug Enforcement Administration (DEA), Interpol et la police italienne, avec la collaboration des autorités suisses, françaises et de pays latino-américains. Le fait que Badalamenti ait été arrêté à

Madrid, comme le fut, il y a quelques semaines, Antonio Bardellino, l'un des chefs de la Camorra napolitaine (actuellement en fuite), donne à penser que la capitale espagnole est devenue un nouveau centre d'opérations pour les trafiquants internationaux.

Les autorités italiennes, pour leur part, ont mis sur pied un nouveau plan de bataille contre le trafic de la drogue, adopté, mardi 10 avril, en conseil des ministres. Les nouvelles mesures doivent permettre à la police d'intensifier son action (notamment par des perquisitions, contrôles bancaires et interceptions de communications téléphoniques). Des peines sévères sont en outre prévues pour les revendeurs qui « courent » la drogue avec d'autres substances souvent mortelles. Au cours des huit derniers mois, en Italie, près de dix mille personnes ont été arrêtées dans le cadre d'opérations antidrogue.

PHILIPPE PONS.

LE 25 AVRIL

Le CNAL espère réunir deux millions de personnes pour la défense de l'école publique

Le Comité national d'action laïque (CNAL) prépare activement les manifestations pour la défense de l'école publique et de la laïcité qui auront lieu, le 25 avril, dans tous les départements de France.

« Notre ambition est de réunir deux millions de personnes », nous a déclaré M. Michel Bouchareix, secrétaire général de cette organisation. La participation à Paris de M. Jospin, premier secrétaire du PS, et de M. Marchais, secrétaire général du PCF, lui a été confirmée.

« Les manifestations du 25 avril, affirme M. Bouchareix, ont été imaginées, à la fois, pour que le gouvernement évolue dans un sens plus conforme à l'éthique laïque et pour montrer que l'école publique, insultée, caricaturée chaque jour

par la droite politique, a des défenseurs dans notre pays ».

Le CNAL est en train de négocier avec le gouvernement ? « Formellement non, dit son secrétaire général. Mais le report à huitaine du projet de loi qui devait être examiné le 17 avril, en conseil des ministres ne doit rien au hasard... Le CNAL a fait valoir que les mesures envisagées pour l'école privée sont contraires à la Constitution. « Le gouvernement, affirme M. Bouchareix, a en charge, aujourd'hui, la contradiction terrible dans laquelle il s'est enfoncé : vouloir être le champion de la décentralisation, il prétend contraindre les communes à financer, sans débat, sans choix de leur part, un enseignement particulièrement coûteux à ce qu'exige de lui la Constitution. Obliger les collectivités territoriales à prendre en charge un enseignement particulièrement coûteux, sans leur offrir de contrepartie, c'est aller à l'encontre de la Constitution. Ce n'est pas un problème de liberté, c'est un problème de droit ».

Le secrétaire général du CNAL ne cache pas sa déception sur ce qui s'est passé, à propos de l'école, depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir. « Nous avons été confiants et patients, dit-il. Sans doute trop confiants, mais normalement patients. Car la démonstration est au moins faite que nous n'étions pas des bâtisseurs de monopole et que nous voulions vraiment trouver une solution négociée. Les responsables du privé ont fait du pouvoir pour ne pas aboutir. Et le pouvoir politique est tombé dans le piège. Au risque de décevoir ceux par qui il est devenu le pouvoir ».

FOOTBALL

METZ, MONACO NANTES ET TOULON EN DEMI-FINALES DE LA COUPE DE FRANCE

Quatre équipes de première division, Metz, Monaco, Nantes et Toulon, disputent les demi-finales de la Coupe de France de football. Les deux clubs de deuxième division, Metz et Toulon, ont été éliminés par les équipes de première division. Metz a battu Laval (2-1) et Toulon a battu Lens (2-1).

COUPE D'EUROPE DES CLUBS CHAMPIONS (Demi-finales)

Dundee United (Ecosse) b. AS Roma (Italie) 2-0
Liverpool (Angleterre) b. Dinamo Bucarest (Roumanie) 1-0

COUPE DES VAINQUEURS DE COUPE

Manchester United (Angleterre) b. Juventus (Italie) 1-1
Porto (Portugal) b. Aberdeen (Ecosse) 1-0

● TENNIS. - Henri Leconte, numéro deux français, a été éliminé par l'Américain Winitzky, 6-2, 4-6, 8-6, mercredi 11 avril, en huitième de finale du tournoi de Nice.

La naissance d'un enfant après congélation de l'embryon

(Suite de la première page.)

L'équipe médicale australienne annonce avoir congelé au total deux cent trente embryons humains. Quarante ont déjà été décongelés, vingt-trois d'entre eux ont survécu et ont été récemment transplantés.

« Nous avons, nous aussi, congelé quelques embryons, moins d'une dizaine », nous a indiqué le professeur René Frydman (hôpital Antoine-Béchère de Clamart), l'un des « pères » du premier bébé-éprouvette français. « Après implantation, une grossesse a été obtenue; elle s'est terminée par une fausse couche ».

Utilisée depuis une dizaine d'années chez l'animal, la congélation d'embryons soulève chez l'homme de nombreuses questions (1). « On ne dispose que de peu d'informations sur la qualité de l'embryon », indique le professeur Frydman; mais on peut penser que la reprise des divisions cellulaires après décongélation témoigne d'une bonne qualité ».

En revanche, cette possibilité d'implanter des embryons à distance ouvre de fantastiques et inquiétantes perspectives. Rien ne s'oppose plus à des dons d'embryons faits à distance dans le temps et dans l'espace. On imagine le véritable télescopage des générations qui pourrait en résulter.

Car rien n'interdit plus aujourd'hui de bâtir de véritables scénarios de science-fiction. On sait, compte tenu de l'expérience acquise avec les embryons animaux et les spermatozoïdes humains, que les cellules vivantes peuvent être conservées de manière indéfinie. Le facteur temps ne joue pas : si on observe après décongélation la reprise des divisions cellulaires, l'implantation peut être tentée. On sait aussi qu'un embryon peut être implanté chez une autre femme que celle chez laquelle on a prélevé l'ovule. Tout est donc envisageable, à commencer par la création de circuits de dons d'échanges ou la commercialisation d'embryons.

On prend aussi le risque de laisser des équipes scientifiques « expérimentales » à leur guise sur des organismes humains en devenir. C'est poser la question du statut juridique de ces enfants dont la naissance est volontairement différée : à qui appartiennent-ils ? Qui en est responsable ? Autant de questions posées à ceux qui ont pour mission de marier science, médecine et éthique.

JEAN-YVES MAU.

(1) Sur ce thème, lire *Storm in a Test Tube*, d'Alexander Deryninski (le véritable télescopage des générations qui pourrait en résulter).

APRÈS UNE RÉPARATION RÉUSSIE

Remise en orbite de Solar Max

Après avoir réussi à capturer Solar Max et à le poser dans la soute de la navette spatiale américaine, l'équipage de Challenger a achevé, mercredi 11 avril, les travaux de réparation du satellite. Solar Max est maintenant en bon état et a été remis sur orbite, jeudi 12 avril à 11 h 26 (heure française).

Les deux astronautes George Nelson et James Van Houten, chargés du dépannage, sont restés plus de sept heures dans leur scaphandre spatial pour remplacer les composants électroniques du contrôle d'altitude du satellite tombé en panne voici un peu moins de quatre ans. Sans ce système, Solar Max était incapable de s'orienter convenablement par rapport au soleil. Armés de tournevis électriques, d'une pince coupante et d'une clé à molette - d'un million de dollars -, selon James Van Houten, - les deux astronautes ont réalisé, en moins de temps qu'il n'était prévu et non sans perdre quelques vies, une opération qu'il est aisé d'effectuer au sol. Il est, en revanche, beaucoup plus difficile de faire un tel travail en apesanteur, dès lors que l'on tente de visser un boulon, on a tendance à tourner autour de lui faute de point d'appui.

Seul l'entraînement intensif suivi par George Nelson et James Van Houten a permis de mener à bien cette réparation. Celle-ci n'est pas sans rappeler les travaux effectués par les astronautes sur le laboratoire spatial, mais aussi ceux réalisés, en novembre dernier, par les cosmonautes soviétiques qui, à bord de Saliout-7, passèrent plus de trois heures à installer un panneau solaire supplémentaire à la station.

Une grosse économie

Une fois réparé, Solar Max a été placé à l'extrémité du bras articulé de la navette, puis extrait de la soute et pointé vers le Soleil. Il est resté ainsi relié à Challenger pendant plusieurs heures, le temps nécessaire aux centres de contrôle de Houston (Texas) et de Goddard (dans la banlieue de Washington) de le tester. Puis il a été remis en orbite par Challenger. Mais il faudra encore attendre une trentaine de jours pour être sûr du bon fonctionnement de Solar Max. Le satellite pourra alors reprendre ses observations - on compte notamment sur lui pour photographier la comète de Halley en

1986 - et continuer à transmettre des données jusqu'en 1990.

Par ces opérations, la Nasa aura, bien sûr, prouvé ses capacités à réparer en orbite un satellite en panne. Mais elle aura également réalisé une économie considérable. Le dépannage de Solar Max n'aura coûté - que - cinquante millions de dollars (environ quatre cent millions de francs), alors qu'il aurait fallu dépenser près de 240 millions de dollars (1,9 milliard de francs) pour construire un nouveau satellite de ce type.

ELISABETH GORDON.

DE NOMBREUX CAS DE BLENNORRAGIE ONT ÉTÉ CONSTATÉS CHEZ DES ENFANTS CANADIENS

Ottawa (A.F.P.). - Selon un rapport canadien publié le 11 avril, près de mille cinq cents cas de blennorragie ont été dépistés chez des enfants de moins de dix ans, au Canada, au cours des quatre dernières années. Plus de mille de ces enfants ont probablement contracté cette maladie lors de relations sexuelles, a estimé le docteur Gordon Jessamine, un des responsables du centre canadien pour le contrôle des maladies.

Selon le docteur Jessamine, les chiffres officiels minimisent largement la réalité. Plusieurs études ont en effet déjà montré que plus de 70 % des cas de gonorrhée touchant des enfants n'étaient pas rapportés aux autorités canadiennes.

Les cas de blennorragie infantile sont fort mal connus du corps médical. On sait, en revanche, que cette maladie vénérienne (due le plus souvent au gonocoque) est de plus en plus fréquente. On en recense entre trois cent mille et quatre cent mille cas chaque année en France. Les chiffres canadiens donnent une dimension jusqu'à ignorer à cette maladie.

Déjà, en 1980, une enquête menée par des pédiatres américains dans l'État de Michigan avait noté l'existence de gonorrhée chez de jeunes enfants. Les médecins avaient alors conclu que les malades (agés de quatre mois à six ans) n'avaient pas été victimes d'abus sexuels. La contamination, selon eux, pouvait être due à l'imitation de l'adulte ou à des contacts avec des adolescents.

L'AFFAIRE DES « IRLANDAIS DE VINCENNES »

Vers l'audition du commandant Prouteau ?

« Dans les affaires qui sortent de l'ordinaire, surtout s'en tenir aux voies ordinaires, à la marche normale de la justice, aux règles du code de procédure pénale. » Tel est le commentaire officieux de l'autorité judiciaire après la nouvelle étape de l'affaire dite des « Irlandais de Vincennes ». Le parquet de Paris a, en effet, présenté, mercredi 11 avril, une requête à la chambre criminelle de la Cour de cassation, à la suite de la mise en cause du commandant Christian Prouteau, conseiller technique à l'Élysée, par un autre gendarme inculpé de subornation de témoin dans cette affaire, le commandant Jean-Michel Beau (le Monde du 9 avril).

Cette démarche est conforme à l'article 687 du code de procédure pénale qui prévoit que « lorsqu'un officier de police judiciaire est susceptible d'être inculpé d'un crime ou d'un délit qui aurait été commis dans la circonstance où il est territorialement compétent, hors ou dans l'exercice de ses fonctions », le procureur de la République doit, au préalable, demander à la chambre criminelle de la Cour de cassation de désigner le tribunal et, par conséquent, le juge d'instruction compétent. Si cette démarche n'est pas effectuée - M. Prouteau étant de par son statut d'officier de gendarmerie, officier de police judiciaire, - il y a risque de nullité de procédure. La chambre criminelle doit sa prononcer « dans la huitaine qui suit le jour auquel la requête lui est parvenue ».

Quelle sera la suite ? Cette procédure en désignation de juges, a précisé dans un communiqué M. Michel Jéol, procureur de la République, ne préjuge en rien la suite de l'information et

n'a, en soi, aucune incidence sur l'appréciation des faits. Logiquement, la chambre criminelle devrait désigner le tribunal de grande instance de Paris et le juge d'instruction qui y instruit cette affaire depuis son commencement, M. Alain Verheene. Une autre décision qui impliquerait un morcellement de l'affaire, des contradictions, en effet, les principes de respect d'une marche « normale » de la justice dont se prévaut, à juste titre, l'autorité judiciaire.

La seconde étape logique devrait donc être l'audition du commandant Prouteau, car l'on estime, au parquet de Paris, qu'à l'évidence, « il ne peut pas ne pas être entendu ». La barre sera alors dans le camp du juge d'instruction qui peut décider, au choix, de poursuivre l'information par d'autres auditions ou, d'emblée, d'inculper M. Prouteau de subornation de témoin, en estimant que le témoignage du commandant Beau est suffisamment précis et recoupé par d'autres éléments du dossier. De plus, une inculpation permettrait à M. Prouteau d'avoir accès au dossier et, par conséquent, de mieux assurer sa défense.

La justice va donc plus vite qu'elle ne le laissait entendre officiellement, il y a quelques jours, insistant alors sur le fait qu'il y a un seul témoignage, qui de plus, est intéressé, ne suffit pas pour inculper quelqu'un. Ce faisant, elle prouve que, contrairement à son comportement dans les graves affaires politico-policières autrement sanglantes des septennats précédents (Ben Barka, de Broglie...), elle suit son cours, conformément à ses principes et non à la raison d'État.

EDWY PLENIEL.

PÉTITIONS ET DÉCLARATIONS SUR L'ÉCOLE PRIVÉE

Trente-neuf personnalités - écrivains, journalistes, artistes, universitaires et syndicalistes - parmi lesquelles M^{me} Simone de Beauvoir et Colette Maguy, M. Alain Krivine, en appellent au président de la République - pour qu'il respecte ses engagements de candidat - sur l'école publique. Dans une déclaration, ils estiment « particulièrement grave » l'éventuel recours à l'article 49-3, « une des dispositions les plus antidémocratiques de la Constitution » qui permettrait l'adoption de la loi sur l'enseignement privé sans vote.

Ces personnalités, dont la plupart avait déjà signé un appel pour une grande manifestation à Paris en faveur de l'école publique (le Monde du 15 mars 1984), défilent avec les lacs le 25 avril pour exprimer leur « refus d'une politique de concessions qui mène à la défaite de la gauche ».

La Confédération syndicale (CSF) appelle elle aussi à participer à ces défilés et « dénonce les manœuvres de la droite, qui s'apprête abusivement la défense des libertés (...) ».

D'autre part, la publication de l'avant-projet de décret sur le statut des maîtres du privé sous contrat (le Monde du 6 avril 1984) suscite les vives protestations du syndicat national de l'enseignement chrétien (SNEC-CFTC), qui y voit la confirmation du « projet de mainmise de l'État sur l'emploi et la formation des enseignants du privé » et réclame à nouveau une « manifestation unitaire nationale » de l'enseignement catholique.

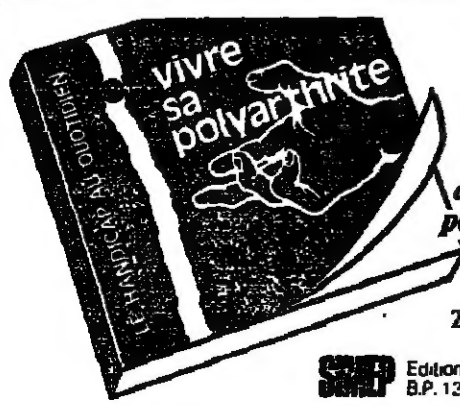
Le mouvement des jeunes giscardiens s'oppose, lui aussi, aux projets gouvernementaux et déclare que « quand l'opposition aura repris le pouvoir, il faudra que la première dénationalisation soit celle de l'éducation nationale ».

Enfin, Force ouvrière a décidé de ne pas participer aux rassemblements laïques du 25 avril, en raison de « l'extrême confusion qui existe dans les esprits » et des risques pour la paix scolaire que peuvent provoquer des manifestations contradictoires.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

cours avec explications en français Documentation gratuite : EDITIONS DISQUES BBCM 8, rue de Berri - 75008 Paris



Denis Delaporte

Le livre de chevet du polyarthritique pour une « certaine joie de vivre »

245,00 F

Editions médicales et scientifiques B.P. 1214 - 69611 Villeurbanne Cedex

Plus vite, moins cher!

Vous cherchez

- une 205 GR, SR ou GT!
- une cabriolet SAMBA!
- une 305 ou une 505 tous types!
- une 505 GTI ou turbo!
- une 604 GTI ou GTD!

Tous ces véhicules sont disponibles dans notre stock permanent de 500 voitures neuves

PEUGEOT-TALBOT

NEUBAUER

M. GÉRARD 82.160.21

227, bd. Anatole France ST-DENIS Métro : Marie de St-Ouen

صكنا من الله صل

INFORMATIONS « SERVICES »

Les évêques européens appellent les électeurs à dépasser les égoïsmes nationaux

Les évêques catholiques de l'Europe des Dix adressent, ce jeudi 12 avril, un message aux électeurs européens. Ils leur demandent de ne pas voter, au mois de juin prochain, en fonction d'intérêts purement nationaux et même catégoriels. En effet, les évêques s'inquiètent des repliements et des égoïsmes que suscitent, en Europe, les crises répétées du fait, de l'acier ou des financements communautaires. Au nom de l'Évangile, ils demandent aux citoyens des Dix de voter « plus haut et plus loin ».

Voici les principaux passages du message des évêques :

« Un manque de confiance en l'avenir gâche de nombreux citoyens de la Communauté européenne. Les causes en sont diverses. Parmi elles : l'ampleur du chômage, l'absence de perspectives d'avenir pour les jeunes, les difficultés de la vie quotidienne pour un grand nombre, de nouvelles formes de pauvreté, la marginalisation de nombreux immigrés, la montée de la violence et du terrorisme, la course aux armements, la paix mondiale menacée. Et, s'ajoutant à cela, les difficultés internes de la Communauté qui ne parviennent pas à résoudre ses problèmes et à accueillir de nouveaux membres.

« Ce manque de confiance conduit à un repli sur soi et à des égoïsmes individuels et collectifs dont on aperçoit bien des signes : le refus de l'enfant, la défense de certains privilèges, la difficulté à partager le travail, le protectionnisme des États, le refus pratique des pays riches d'instaurer des relations justes avec le tiers-monde, etc. Ces constatations ne font pas oublier les aspects positifs de la Communauté européenne.

« Comme évêques, engagés dans une commune responsabilité en Europe, nous avons la mission d'annoncer la Bonne Nouvelle de Jésus-Christ. Or celle-ci nous assure qu'aucune situation n'est désespérée. Au cœur même de la crise éthique que traverse l'Occident, nous croyons possible de construire une société nouvelle, au service de l'homme et d'une Europe, qui dépasse d'ailleurs largement les frontières de la Communauté.

« Une rencontre vraie des hommes et des peuples est toujours une richesse. Telle était l'intuition des fondateurs de la Communauté européenne ; telle est encore aujourd'hui la direction à rechercher. Pour trois raisons fondamentales :

« L'identité culturelle de l'Europe et l'héritage de son passé lui

confèrent des responsabilités à l'égard du monde actuel.

« La crise actuelle ne sera résolue, de l'avis des responsables ecclésiastiques, que par une coopération plus étroite entre les européens :

« Il est urgent de relancer ensemble les grands défis lancés par les tensions Est-Ouest et Nord-Sud de la planète. La justice sociale, le développement intégral et la construction de la paix sont à ce prix ».

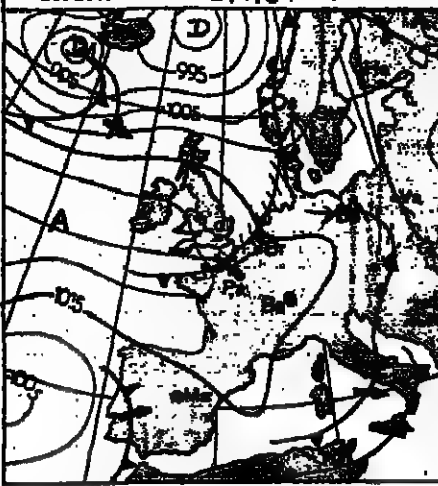
« Le progrès économique est au service de l'homme et non l'inverse. La Communauté européenne ne peut se contenter d'être un marché commun, si nécessaire soit-il. Il faut bâtir une Europe des hommes et des peuples, une Europe où tout homme et toute femme soient reconnus dans leur indéniable dignité, une Europe où chaque culture et chaque communauté spirituelle se développent et s'enrichissent mutuellement, une Europe où immigrés et réfugiés trouvent leur place, une Europe qui voit dans les pays du tiers-monde d'authentiques partenaires. La Communauté a besoin d'un second souffle, d'une âme et d'une foi.

« Construire une telle Europe est une tâche à accomplir ensemble. Elle ne peut être le fait de seuls responsables politiques ou des fonctionnaires européens. Chacun peut et doit apporter sa pierre à l'édifice. Il est mille façons d'y travailler : en dépassant des rancunes et préjugés hérités du passé ; en partageant avec les plus démunis ; en s'ouvrant à d'autres langues et à d'autres cultures ; en participant à des associations et à des rencontres interculturelles. Rencontres et confiance mutuelle en seront les conditions.

« Les élections au Parlement européen, dans quelques semaines, exigent que nous nous informions sérieusement des enjeux, afin de ne pas déterminer nos choix en fonction d'objectifs purement nationaux ou régionaux, voire d'intérêts purement catégoriels, mais en visant plus haut et plus loin. (...) »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 12.4.84 A 0 h G.M.T.



Évaluation probable du temps en France entre le jeudi 12 avril à 0 heure et le vendredi 13 avril à 24 heures.

Après le passage d'une zone dépressionnaire et d'un front pluvieux sur le nord du pays, établissement d'un temps anticyclonique.

Vendredi : la matinée sera fraîche et brumeuse avec des formations de brouillard possibles de Nord-Est au Poitou et à la Bourgogne.

Des faibles isolés de l'ordre de 0 à -2 degrés seront observés de l'Aquitaine au Centre, au Bassin Parisien et au Nord-Est.

Ensuite, le beau temps ensoleillé s'installera. Les températures maximales seront en hausse (13 à 18 degrés du nord au sud).

Cependant, des passages nuageux interviendront le Nord et la Flandre en fin de matinée. Ils pourront s'étendre en cours de journée sur la Normandie, le Bassin Parisien, la Champagne et la Lorraine.

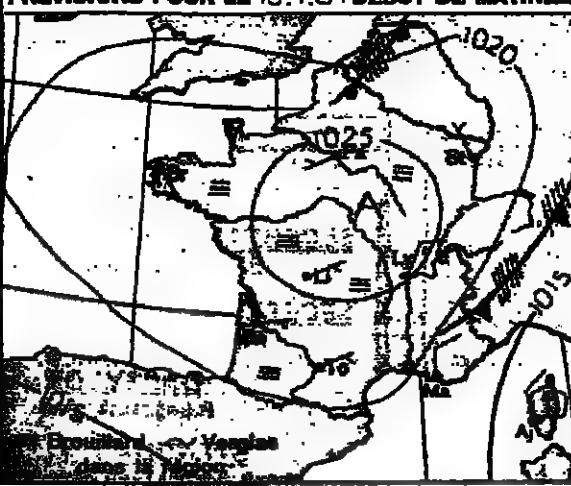
Les vents seront variables et faibles. Compétition montagne pour le week-end : sur les Pyrénées, il n'y a pas eu de chutes de neige récentes. A toutes les altitudes, évolution vers une neige de printemps avec croûtes de regel sur bruyères le matin. Sur les Alpes, il est tombé en moyenne 10 à 20 centimètres en début de semaine, mais cette neige adhérait mal aux versants sud.

Samedi et dimanche : beau temps ensoleillé en général sur l'ensemble des massifs. Aucune chute de neige n'est attendue.

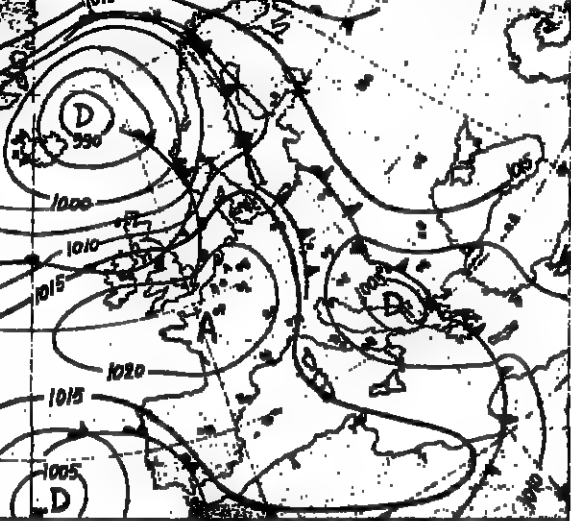
La pression atmosphérique restera au niveau de la mer stable, à Paris, à 8 heures, le 12 avril, de 1019 millibars, soit 764,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours

PRÉVISIONS POUR LE 13.4.84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 13 AVRIL A 0 HEURE (G.M.T.)



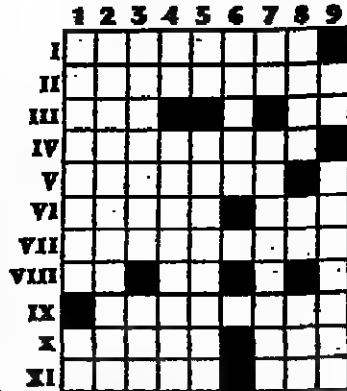
de la journée du 11 avril : le second le minimum de la nuit de 11 à 12 avril) : Alaccio, 15 et 3 degrés; Biarritz, 13 et 5; Bordeaux, 16 et 3; Bourges, 12 et -1; Brest, 13 et 5; Caen, 13 et 4; Charbourg, 11 et 3; Clermont-Ferrand, 10 et -3; Dijon, 10 et 0; Grenoble-St-M., 12 et 2; Grenoble-St-Geoirs, 9 et -2; Lille, 12 et 3; Lyon, 11 et 0; Marseille-Marganne, 14 et 4; Nancy, 12 et 3; Nantes, 15 et 3; Nice-Cote d'Azur, 15 et 9; Paris-Montsouris, 13 et 7; Paris-Orly, 13 et 5; Pau, 17 et 4; Perpignan, 19 et 6; Rennes, 14 et 2; Strasbourg, 12 et 3; Tours, 12 et 0; Toulouse, 17 et 1; Poitiers-Puy, 29 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 14 degrés; Amsterdam, 11 et 3; Athènes, 9 (min); Berlin, 14 et 8; Bonn, 11 et 3; Bruxelles, 11 et 5; Le Caire, 24 (max); Les Canaries, 26 et 17; Copenhague, 11 et 2; Dakar, 24 et 19; Djibouti, 28 et 15; Genève, 10 et 1; Jérusalem, 14 et 4; Lisbonne, 20 et 14; Londres, 13 et 2; Luxembourg, 12 et 4; Madrid, 23 et 7; Moscou, 16 et 3; Nairobi, 30 et 16; New-York, 13 et 3; Palma-de-Majorque, 20 et 4; Rome, 15 et 7; Stockholm, 11 et 0; Téhéran, 30 et 16; Tunis, 23 et 10.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3688



HORIZONTALEMENT

1. Jeu de billes. - II. Remarques et remarqués. - III. Homme de troupe. Participe passé. - IV. Avastagences ou peu abordables. - V. Fat un homme de cœur. - VI. On y tombe sans aller loin. Dames de carreau. - VII. Arrangées. - VIII. Entre le titre et la matière. On peut le poser quand on a un problème. - IX. Sont d'un genre à tenir la portière. - X. Fait passer le courant entre la France et la Belgique. Une entrevue qui se termine mal. - XI. Ne peut se faire sans jugement. Fugue donc sa peine.

VERTICALEMENT

1. Avec elle, il y a loin de la coupe aux lèvres. Personnel. - 2. Nous cotent parfois les yeux de la tête. - 3. Ce ne sont pas de minces affaires. Reproduction autorisée. - 4. Note. N'est donc ni rendu, ni parti. - 5. Conjonction. Placer du liquide en lieu sûr. - 6. N'est toujours pas servie. - 7. Ont leur place dans le train. Sont bonnes pour le haut et mauvaises pour le bas. - 8. Arrivées d'air chaud. Abréviation. Pris à la gorge. - 9. Bien digéré. Sans manche.

Solution du problème n° 3687

Horizontalement
I. Morphine. - II. Onérosité. - III. Nudiste. - IV. Aprêt. - V. S.S. Mlle. An. - VI. Vent. - VII. Lanza. Rag. - VIII. Lz. Olin. - IX. Alifas. - X. Bruit. Est. - XI. En. Sensée.

Verticalement
1. Monocyllabe. 2. O.N.U. 3. Ra. 4. Red. Us. An. 4. Prim. Coia. 5. Hospitalité. 6. Istres. In. 7. Née. Armées. 8. Et. Tare. Ass. 9. Ennu. Geste. GUY BROUTY.

Verticalité

1. Monocyllabe. 2. O.N.U. 3. Ra. 4. Red. Us. An. 4. Prim. Coia. 5. Hospitalité. 6. Istres. In. 7. Née. Armées. 8. Et. Tare. Ass. 9. Ennu. Geste. GUY BROUTY.

Verticalité

1. Monocyllabe. 2. O.N.U. 3. Ra. 4. Red. Us. An. 4. Prim. Coia. 5. Hospitalité. 6. Istres. In. 7. Née. Armées. 8. Et. Tare. Ass. 9. Ennu. Geste. GUY BROUTY.

Verticalité

1. Monocyllabe. 2. O.N.U. 3. Ra. 4. Red. Us. An. 4. Prim. Coia. 5. Hospitalité. 6. Istres. In. 7. Née. Armées. 8. Et. Tare. Ass. 9. Ennu. Geste. GUY BROUTY.

Verticalité

1. Monocyllabe. 2. O.N.U. 3. Ra. 4. Red. Us. An. 4. Prim. Coia. 5. Hospitalité. 6. Istres. In. 7. Née. Armées. 8. Et. Tare. Ass. 9. Ennu. Geste. GUY BROUTY.

Verticalité

1. Monocyllabe. 2. O.N.U. 3. Ra. 4. Red. Us. An. 4. Prim. Coia. 5. Hospitalité. 6. Istres. In. 7. Née. Armées. 8. Et. Tare. Ass. 9. Ennu. Geste. GUY BROUTY.

Verticalité

1. Monocyllabe. 2. O.N.U. 3. Ra. 4. Red. Us. An. 4. Prim. Coia. 5. Hospitalité. 6. Istres. In. 7. Née. Armées. 8. Et. Tare. Ass. 9. Ennu. Geste. GUY BROUTY.

Verticalité

1. Monocyllabe. 2. O.N.U. 3. Ra. 4. Red. Us. An. 4. Prim. Coia. 5. Hospitalité. 6. Istres. In. 7. Née. Armées. 8. Et. Tare. Ass. 9. Ennu. Geste. GUY BROUTY.

Verticalité

1. Monocyllabe. 2. O.N.U. 3. Ra. 4. Red. Us. An. 4. Prim. Coia. 5. Hospitalité. 6. Istres. In. 7. Née. Armées. 8. Et. Tare. Ass. 9. Ennu. Geste. GUY BROUTY.

Verticalité

1. Monocyllabe. 2. O.N.U. 3. Ra. 4. Red. Us. An. 4. Prim. Coia. 5. Hospitalité. 6. Istres. In. 7. Née. Armées. 8. Et. Tare. Ass. 9. Ennu. Geste. GUY BROUTY.

Verticalité

1. Monocyllabe. 2. O.N.U. 3. Ra. 4. Red. Us. An. 4. Prim. Coia. 5. Hospitalité. 6. Istres. In. 7. Née. Armées. 8. Et. Tare. Ass. 9. Ennu. Geste. GUY BROUTY.

Verticalité

1. Monocyllabe. 2. O.N.U. 3. Ra. 4. Red. Us. An. 4. Prim. Coia. 5. Hospitalité. 6. Istres. In. 7. Née. Armées. 8. Et. Tare. Ass. 9. Ennu. Geste. GUY BROUTY.

Verticalité

1. Monocyllabe. 2. O.N.U. 3. Ra. 4. Red. Us. An. 4. Prim. Coia. 5. Hospitalité. 6. Istres. In. 7. Née. Armées. 8. Et. Tare. Ass. 9. Ennu. Geste. GUY BROUTY.

Verticalité

1. Monocyllabe. 2. O.N.U. 3. Ra. 4. Red. Us. An. 4. Prim. Coia. 5. Hospitalité. 6. Istres. In. 7. Née. Armées. 8. Et. Tare. Ass. 9. Ennu. Geste. GUY BROUTY.

Verticalité

1. Monocyllabe. 2. O.N.U. 3. Ra. 4. Red. Us. An. 4. Prim. Coia. 5. Hospitalité. 6. Istres. In. 7. Née. Armées. 8. Et. Tare. Ass. 9. Ennu. Geste. GUY BROUTY.

Verticalité

1. Monocyllabe. 2. O.N.U. 3. Ra. 4. Red. Us. An. 4. Prim. Coia. 5. Hospitalité. 6. Istres. In. 7. Née. Armées. 8. Et. Tare. Ass. 9. Ennu. Geste. GUY BROUTY.

Verticalité

1. Monocyllabe. 2. O.N.U. 3. Ra. 4. Red. Us. An. 4. Prim. Coia. 5. Hospitalité. 6. Istres. In. 7. Née. Armées. 8. Et. Tare. Ass. 9. Ennu. Geste. GUY BROUTY.

Verticalité

1. Monocyllabe. 2. O.N.U. 3. Ra. 4. Red. Us. An. 4. Prim. Coia. 5. Hospitalité. 6. Istres. In. 7. Née. Armées. 8. Et. Tare. Ass. 9. Ennu. Geste. GUY BROUTY.

Verticalité

1. Monocyllabe. 2. O.N.U. 3. Ra. 4. Red. Us. An. 4. Prim. Coia. 5. Hospitalité. 6. Istres. In. 7. Née. Armées. 8. Et. Tare. Ass. 9. Ennu. Geste. GUY BROUTY.

Verticalité

1. Monocyllabe. 2. O.N.U. 3. Ra. 4. Red. Us. An. 4. Prim. Coia. 5. Hospitalité. 6. Istres. In. 7. Née. Armées. 8. Et. Tare. Ass. 9. Ennu. Geste. GUY BROUTY.

Verticalité

1. Monocyllabe. 2. O.N.U. 3. Ra. 4. Red. Us. An. 4. Prim. Coia. 5. Hospitalité. 6. Istres. In. 7. Née. Armées. 8. Et. Tare. Ass. 9. Ennu. Geste. GUY BROUTY.

Verticalité

1. Monocyllabe. 2. O.N.U. 3. Ra. 4. Red. Us. An. 4. Prim. Coia. 5. Hospitalité. 6. Istres. In. 7. Née. Armées. 8. Et. Tare. Ass. 9. Ennu. Geste. GUY BROUTY.

EN BREF

Pour lutter contre l'insécurité
M. CHIRAC
MENACE DE CRÉER UNE POLICE MUNICIPALE A PARIS

M. Jacques Chirac, maire de Paris, publiera « prochainement » un Livre blanc sur la sécurité dans la capitale. Il l'a annoncé dans une interview publiée dans le *Quotidien de Paris* du 12 avril. « J'estime qu'il manque à Paris trois mille policiers », déclare M. Chirac, qui souligne qu'en 1982, l'ensemble des crimes et délits a progressé en France de 18 % et à Paris de 27 %. (Le maire de Paris laisse néanmoins entendre qu'en 1983, l'augmentation de la délinquance serait moins forte.)

M. Chirac rappelle que, dans « l'état actuel des textes », il ne lui paraît pas possible de « créer une police municipale ». Il ajoute cependant : « Je dois toutefois vous dire que si la situation de l'insécurité continuait à s'aggraver sans que l'Etat ne prenne des moyens sérieux pour la combattre, et si les dernières propositions du préfet de police n'étaient pas satisfaites, je me verrais amené à demander une modification du statut de Paris sur ce point pour permettre aux Parisiens, si l'Etat est incapable d'assurer leur protection, d'organiser eux-mêmes leur police municipale. »

Cyclone sur Mayotte et Madagascar

Le cyclone tropical Kamby a balayé le nord de Madagascar et l'île française de Mayotte dans les Comores le 9 avril. Les dégâts sont très importants. A Mayotte, plus de 60 % des habitations de Dzaoudzi, 50 % de celles de Labattoir sont détruites. Notre correspondant à Saint-Denis-de-la-Réunion, Hubert Bruyère, nous précise qu'à Sada, où vivent 3 500 personnes, il n'y aurait plus que vingt cases.

Au total, il y aurait 20 000 sans-abri sur une population de 55 000 habitants et 80 % des cultures de manioc, de riz et de bananiers ont été détruites.

Nominations militaires

Sur la proposition de M. Charles Hernu, ministre de la défense, le conseil des ministres du 11 avril a approuvé les promotions et les nominations suivantes :

« Gendarmerie nationale. — Sont promus généraux de division, les généraux de brigade Guy Rochelandt, nommé commandant de la 1^{re} région de gendarmerie, et Lazare Tonnard.

Sont promus généraux de brigade, les colonels André Thevenier, Robert Imbot, nommé adjoint au général commandant la 1^{re} région de gendarmerie.

Sont nommés : commandant de la 1^{re} région de gendarmerie, le général de brigade Christian Pradier et, commandant des écoles de la gendarmerie nationale, le général de brigade Benoît Cammion.

« Armement. — Sont promus : ingénieur général de première classe de l'armement, l'ingénieur général de deuxième classe Jean Joseph; ingénieur de deuxième classe, l'ingénieur en chef de l'armement Henri Bovage.

Sont nommés : chef de service technique des programmes aéronautiques, l'ingénieur général de première classe de l'armement Gabriel Colin; directeur du centre d'essais en vol de Brétigny, l'ingénieur général de deuxième classe de l'armement Pierre Tamsagnit.

Le Roumain défenestré s'est suicidé
affirme Bucarest

Le Roumain retrouvé mort devant son ambassade à Paris s'est suicidé, affirme Bucarest, qui, de source officielle, a fait savoir que des représentants de la direction consulaire du ministère roumain des affaires étrangères se sont rendus récemment à Paris pour rencontrer les responsables français chargés de l'enquête. Ils les ont informés officiellement des antécédents médicaux du menuisier roumain, et ont notamment souligné qu'il souffrait, depuis le tremblement de terre de Bucarest en 1977, d'une dépression nerveuse qui, selon eux, s'était accentuée pendant les jours précédant le drame. (AFP.)

[Nicola Iosif, cinquante-deux ans, avait été retrouvé mort, dimanche 1^{er} avril, devant l'ambassade de Roumanie à Paris. L'autopsie a révélé que le coup de couteau qu'il avait reçu au s'étais donné avant d'être jeté ou de se jeter par la fenêtre avait traversé le cœur après avoir fracturé une côte.]

WEEK-END D'UN CHINEUR

Samedi 14 avril

PARIS
Dreux, 14 heures : deux cents monnaies grecques, meubles.

ILE-DE-FRANCE
Bouvard, 14 heures : meubles et objets de vitrine; Corbell-Essommes, 14 heures : orfèvrerie, métal argenté; Orléans, 14 h 30 : livres illustrés; Phévières, 14 h 15 : porcelaines, faïences; Versailles-Chèvreloup, 14 heures : grands vins et alcools.

Dimanche 15 avril

ILE-DE-FRANCE
Versailles, 14 heures : tapis d'Orient, 14 h 15 : tableaux modernes, meubles, objets d'art.

PROVINCE
Aubagne-en-Provence, 14 h 30 : argenterie, bijoux, meubles, tableaux; Bayeux, 14 h 30 : meubles et objets d'art; Caestre,

14 heures : tableaux, meubles; Fléac, 14 h 30 : bijoux, argenterie, meubles, faïences de Jersey; Parthenay, 14 h 15 : porcelaines, faïences; Sene, 14 h 30 : objets d'art et d'ameublement.

FOIRES ET SALONS
Antibes (06), Longué (49), La Mance (72), Perpignan (66), Thémerville (79).

HANDICAPÉS

L'OBLIGATION D'EMPLOI. — Les entreprises industrielles et commerciales qui, à partir de dix salariés, sont tenues de réserver 10 % de leurs emplois à des handicapés de guerre ou à des handicapés, ont jusqu'au 30 avril pour remplir leur déclaration. Elles doivent notamment déclarer un état de leurs salariés répondant à ces conditions et la liste des emplois réservés à ces travailleurs pour l'année à venir.

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER

TERMINAIS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES	TERMINAIS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES
1	3 591 343 601	2 000 1 000 000	6	2 278 4 266 4 456 369 296	2 100 2 300 3 300 4 000 100
2	23 252 702	200 500 500 500	7	27 087 657 717 747 867	200 500 500 500 500
3	92 803 40 463 59 373	100 300 10 100 10 100	8	158 908 46 588 62 068 78 458 96 608	500 500 10 000 10 000 10 000
4	494 2 104 7 444	500 2 000 2 000	9	19 129 46 509	200 500 500 10 000
5	389 905 0 615 5 105 9 115 47 945 37 875	500 500 2 000 2 000 2 000 10 000 10 000	0	200 270	500 500
6	6 156 936	100 200 600			

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER

TERMINAIS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES	TERMINAIS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES
1	3 591 343 601	2 000 1 000 000	6	2 278 4 266 4 456 369 296	2 100 2 300 3 300 4 000 100
2	23 252 702	200 500 500 500	7	27 087 657 717 747 867	200 500 500 500 500
3	92 803 40 463 59 373	100 300 10 100 10 100	8	158 908 46 588 62 068 78 458 96 608	500 500 10 000 10 000 10 000
4	494 2 104 7 444	500 2 000 2 000	9	19 129 46 509	200 500 500 10 000
5	389 905 0 615 5 105 9 115 47 945 37 875	500 500 2 000 2 000 2 000 10 000 10 000	0	200 270	500 500
6	6 156 936	100 200 600			

PARIS EN VISITES

SAMEDI 14 AVRIL

Hôtel de Sully, 15 heures, 62, rue Saint-Antoine (Caisse nationale des monuments historiques).

Musée Victor-Hugo, 14 h 30, 6, place des Vosges (Académie).

Salons de réception du ministère des relations extérieures, 15 heures, 37, quai d'Orsay (Commissariat d'Etat et d'ailleurs).

Grand Orient de France, 15 heures, 16, rue Cadet, M^{re} Haullier.

Hôtels d'Orsay et Castagnier, 15 heures, 19, place Vendôme (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

15 h 30, 21 bis, rue Notre-Dame-des-Victoires, A. Serrière : « Chartres, cathédrale initiatrice (Adams). »

LIVRES

billet

Faut-il défendre Aragon ?

Aragon, encore ? L'oubli, si redouté par lui, pourrait un jour ensevelir ses romans et ses poèmes. Le Paysan de Paris est une pièce de musée. Tandis que Nadja... Aragon devrait, au contraire, intéresser longtemps les biographes pour avoir embelli le pas à Breton, puis à Staline. Après Dominique Desanti (1), Paul Morelle ouvre son tombeau et le contemple, sans merci.

« Roué », « couard », « histrion », « imposteur », etc. Morelle ne modère pas ses qualificatifs. Aragon en avait entendu d'autres depuis Paillasson, le tract surréaliste (mars 1932), André Thérion, Jean Maléval ou Victor Crastre n'y allèrent pas de main morte. La mince brochure de Georges Heinen, Qui est Monsieur Aragon ? (2) (1943) enfonce, superbement, le clou : « Le moins que l'on puisse dire de cet homme au cœur incommensurable c'est qu'il a toujours eu le remède à la mort ».

Morelle, reprenant le titre du pamphlet contre Anatole France, Un cadavre (1924), n'apporte ni l'homme ni l'œuvre. Il les condense en bloc. Ce massacre, il le justifie d'une maxime de Georges Danton : « La mort n'est pas une excuse ». Il avoue aussi que son hostilité vient de loin. En effet, journaliste à France-Tirone, Morelle croisa Aragon qu'il trouva aussitôt odieux. Il régit aujourd'hui un vieux couplet.

La « carrière » et la « vie » d'Aragon sont parcourues au pas de charge. Morelle y lit le destin d'un ambassadeur, habile à suivre ou à précéder le courant, et qui accepte les virages et les changements de « ligne » d'un parti auquel il devait tout. « Homme-caméléon », « homme-mosaïque », Aragon mène sa barque, construit sa légende, et celle d'Elia. S'il le faut, il charge ses anciens amis, comme Nizan, décrit dans les Communistes sous les traits hideux d'Orfilas.

De sa tentative de suicide après la rupture avec Nancy Cunard, un « simulacre », à sa « trahison » de l'idéal surréaliste au Congrès des écrivains révolutionnaires de 1929, en URSS, de la période des « besognes » (1932-1938) où Aragon est un serviteur omniprésent et invisible, à son triomphe dans l'épuration, Morelle voit partout la trace de son caractère « double et équivoque ». Aragon donne, par exemple, un gros roman de propagande, les six volumes des Communistes, aux Editions François Réunis, la maison d'édition du parti, et réserve un ouvrage « littéraire », comme la Semaine sainte, à Gallimard.

Et l'œuvre ? Elle est « aussi fallacieuse, aussi mensongère », affirme Morelle. A coups de citations, il évalue le moment célèbre par Garaudy, « Débauché verbal », en relisant les préfaces des Beaux Quartiers, des Voyageurs de l'impériale ou de la Semaine sainte. Morelle analyse, pour en montrer les contradictions et les faiblesses, ces plaidoyers pro Elia.

Celui qui fut, a écrit Jean Schuster, « le principal exécutant du terrorisme culturel, mis au point par Jdanov » (3), trouvera-t-il encore des défenseurs ? Le livre de Morelle leur lance un défi. Ils auront sans doute du mal à tout justifier, mais le « dossier Aragon » reste ouvert.

RAPHAËL SORRI.
* UN NOUVEAU CADAVRE, ARAGON, de Paul Morelle. La Table Ronde, 220 pages, 79 F.

- (1) Les Clés d'Elia, Ramsay, 1983.
- (2) Réédité au Tout sur le Tout, 1982.
- (3) Repris dans les Critiques de notre temps et Aragon, Garnier, 1976.

Un jeune philosophe réinvente les chemins de la sagesse

Ecrire, aux alentours de ses trente ans, un *Traité du désespoir* et de la *beatitude*, c'est ambitieux... Mais André Comte-Sponville a réussi dans son entreprise. Voici enfin un penseur qui vit sa philosophie et qui ne fait pas semblant de méditer.

L'appelle André Comte-Sponville. Je ne sais rien de son état civil, sauf qu'il ne doit pas être encore vieux, et qu'il doit avoir fait d'assez bonnes études. *La Mythologie d'Elia*, son premier livre, est une surprise, un bonhomme de pensée et d'écriture. Comp d'essai, et de mal-tre.

Le propos d'André Comte-Sponville est fort ancien, vieux comme la philosophie. Il paraît pourtant neuf, tellement fut oubliée cette simple exigence : le bonheur s'acquiert par la réflexion, la sérénité s'atteint par la réflexion. Surprise : dans le dédale des sciences humaines et des systèmes effondrés, sous les cimetières à concepts où s'entassent les révolutions d'une saison, quelque chose se réveille. Sans souci de tapage ni étude de marché, il part en quête du salut, faisant comme la belle formule d'Epicure : « La philosophie est une activité qui, par des discours et des raisonnements, nous procure la vie heureuse ».

Le premier de ces raisonnements a des airs de paradoses : pour être heureux, dit André Comte-Sponville, commençons par désespérer, c'est-à-dire abandonner toute attente et toute illusion, donc toute tristesse... Vous ne voyez plus ? C'est si simple qu'on ne l'aperçoit pas d'emblée. Nous nous croyons désespérés lorsque le monde ne répond pas à notre attente ; nous ne sommes que désappointés, et, si nous nous lamentons, c'est bien que notre espoir, de quelque façon, demeure. Alors qu'être totalement sans espoir, c'est ne rien attendre, n'être jamais déçu, être donc sans tristesse. Et, bien sûr, sans crainte ni angoisse. Alors l'absence complète de tout espoir se révèle-t-elle saine, saine, que ?

Et salutaire. Celui qui n'attend rien vit dans le présent. Et rien ne lui manque. Beatitude : voilà que le salut se donne quand on a renoncé à tout salut. Vie sans au-delà, dans la joie de l'acquiescement au réel, et l'éternité de l'instant. Ici convergent l'extase épiciurienne, le nirvana bouddhiste, la beatitude spinoziste. Si le rapprochement peut faire tiquer, il a une cohérence réelle, que tout ce *Traité du désespoir et de la beatitude* déploie en détail.

Reste à penser ensemble, « comme les deux faces d'une même médaille », la sagesse et le matérialisme. Pourquoi le matérialisme ? D'abord comme école de désespoir. Comprendre que nous sommes un vide éphémère et sans justification. Ne plus croire à rien : ni dieu, ni moi, ni amour. Voir que tout se vaut dans l'absence de toute valeur... Le monde se réduit au jeu de forces des désirs, aux assemblages des atomes. Au bout de cette nuit, si l'on ne la fait pas pour s'étourdir de quelque frivolité... quoi ? La vérité de ce qui est, sans espoir, ni crainte ni sens. Où tout devient possible et où l'univers se donne une fois que les illusions s'estompent. Trajet du deuil à la joie.

Le matérialisme d'André Comte-Sponville n'a rien, on le voit, de plat ni de vulgaire. Il affirme simplement que c'est à partir du rien, du plus bas, que nous devons construire. Notre destin est de monter au ciel, vide, par la seule force de notre désir. Tel est l'acte : s'échapper du Labyrinthe sans issue par le travail de l'ingéniosité, sans qu'aucun devoir lui ait prescrit son acte.



Deuil de CAGNIAT.

De la terre au ciel

Jeune symbolise le mouvement d'ascension propre, selon l'auteur, au matérialisme philosophique : désir allant de la terre au ciel, de la matière brute à la pensée, des rapports de forces aux relations juridiques, de l'incertitude à l'œuvre. C'est une descente, à l'inverse, qui caractériserait tout idéalisme : du monde à la chose, des valeurs aux actes, de l'inspiration à la réalité, du ciel à la terre.

Dans ce volume, qui annonce une suite, André Comte-Sponville explore trois labyrinthes dont l'issue doit s'échapper. Le premier est celui du mal : d'abord faire son deuil de Narcisse, cette illusion. Mais se désolait de l'homme-propre ne revient pas pour autant à déclarer le moi haïssable : il n'y a rien sans plus à haïr.

Le deuxième labyrinthe est celui de la politique. Comment pourrait-elle être matérialiste jusqu'au bout ? Elle suppose un idéal, une attente,

un modèle. Tout militant est un philosophe qui ignore et que guette le risque de l'utopie. Face à ce que le dogmatisme stalinien a de franchement idéaliste, l'auteur esquise ce que pourrait être un « marxisme non platonicien ».

Enfin nous tend ses pages, et ses joies. Le ciel n'est pas l'écipice de l'homme, mais son résultat. Voilà ce qu'il nous faut comprendre, contre toutes les théories religieuses de l'inspiration descendant vers les hommes. Il nous faut aussi dire adieu à l'idée de beauté universelle, pour que nous contemptions les joies sans motif de nos coups de foudre esthétiques.

Beaucoup serait à dire sur les analyses des notions de désir, d'illusion ou de vérité — pour en marquer la force lumineuse et, parfois, les schémas simplistes. Mais cette simplicité, André Comte-Sponville la revendique : « Nul n'est né sage », dit-il. Et c'est vrai. La sagesse, à nos yeux, la réelle puissance de ce *Traité* : la philosophie y est vécue. L'auteur ne fait pas semblant de méditer. Les questions théoriques apparaissent comme autant d'objets personnels et d'enjeux vivants. De cette authenticité, depuis pas mal d'années, nous manquons. Quand j'ai ajouté que la prose de Comte-Sponville a des airs de famille avec celle d'Alain ou de Valéry, plus d'hésitation : quel, de près ou de loin, s'inscrivent à la philosophie, de ce livre.

ROGER-POL DROIT.
* LE MYTHE D'ELIA, TRAITE DU DESPOIR ET DE LA BEAUTE, d'André Comte-Sponville. Presses universitaires de France, coll. « Perspectives critiques », 320 p., 150 F.

Max Frisch sous le masque de Barbe-Bleue

Une enquête policière qui s'accomplit comme un exercice de style

Les amateurs de Max Frisch tiennent depuis longtemps. Je ne suis pas Stiller pour un des grands livres de notre époque. Le refus d'une image de soi imposée par les autres et la vaine quête d'une identité personnelle, l'impossibilité du couple et l'obscurité de la solitude y sont décrits en une simple geste romanesque comme la crucifixion névrotique, comique et pathétique, de l'homme (du mâle ?) occidental en cette seconde moitié du vingtième siècle.

En Amérique, en Allemagne, dans bien d'autres pays encore, Stiller est un classique, considéré comme un chef-d'œuvre de la littérature « existentialiste ». Bien que Max Frisch n'ait jamais revendiqué cette étiquette — mais il suffisait, en 1954, d'une épigraphe empruntée à Kierkegaard pour être annexé à la mode du temps. Traduit en France en 1957 (1), le roman le plus célèbre de ce Zurichois cosmopolite n'y a jamais acquis l'audience de ses pièces de théâtre, de sorte qu'on ne le trouve pas encore dans les collections de poche. En revanche, *Homo Faber*, l'autre roman qui vaut à Max Frisch un culte littéraire à l'étran-

ger, vient de faire son entrée en Folio, tardivement il est vrai, puisque cet ouvrage date de 1957. Montant, journal d'une brève rencontre qui fait lever chez l'écrivain le souvenir des moments cruciaux de sa vie affective, a en France des lecteurs fervents, mais beaucoup moins nombreux qu'ailleurs. Max Frisch reste donc à découvrir ici, avant nobélisation.

Une autobiographie morale

Il n'est pas certain que le dernier en date de ses écrits, *Barbe-Bleue*, fournisse la meilleure occasion pour cette découverte. Non qu'il soit rien inférieur aux livres précédents. Mais l'art de plus en plus dénué de Max Frisch n'y peut être goûté pleinement, me semble-t-il, qu'avec la connaissance de Stiller. *Homo Faber*, le *Dîner des miroirs*, romans plus touffus, aux récits digressifs et arborescents, dont *Barbe-Bleue* est une distillation, sous une forme totalement renouvelée. Il faudrait au moins lire d'abord *Montauk*, déjà exercice de laconisme suggestif, auquel *Barbe-Bleue* se joint comme le second volet d'un diptyque. La relation avec les femmes — matière de toute l'œuvre romanesque de Frisch — est traitée cette fois ironiquement, sous les dehors d'une fiction, alors que dans le journal elle était livrée en aveux discrets. Ainsi se révèle ce que, fiction ou journal, les proses narratives de Max Frisch ont en commun : elles tracent une autobiographie morale remarquablement lucide, mais surtout, comme toute vraie littérature, elles sont un jeu avec les formes.

Barbe-Bleue joue sur un genre, le roman policier, ou plutôt l'enquête policière, et sur une forme, le dialogue, ou plutôt, le genre déterminant ici la forme, l'interrogatoire. Accusé d'avoir étranglé sa troisième femme, devenue une courtisane, après leur divorce, le docteur Schaad, médecin Zurichois de cinquante-cinq ans, est acquitté faute de preuves. « Comment vit-on avec cela ? » C'est la question qui porte tout le récit, plus encore que celle-ci : le docteur Schaad est-il coupable ou innocent ? Trois semaines après l'acquiescement, le procès se poursuit dans la tête du médecin, son propre interrogatoire alternant avec les auditions des témoins, des ex-épouses et de l'actuelle, la septième, avec laquelle le chevalier Barbe-Bleue, comme elle l'appelle, a la sagesse de ne pas vivre, pour préserver leur mariage.

MICHEL CONTAT.
(Lire la suite page 15.)

(1) Grasset. Tous les autres ouvrages de Max Frisch sont publiés chez Gallimard.

le feuilleton

« LE GÉNÉRAL CLAIR-OBSCUR », d'Henri Guillemin

A politicien, politicien et demi

Les biographies d'hommes d'État bourgeoises, ce printemps : après un Pétain et un Pompidou, voici un De Gaulle vu d'outre-Manche (lire l'article d'André Pessenon p. 18), en attendant celui de Lacourrière, en deux tomes, annoncé pour le printemps. Autant de « pavés » remontant les généalogies, alignant sources, index, annexes, et postulant le statut d'ouvrage de référence indispensable dont on dit, c'est le rêve des publicitaires, non plus « le » De Gaulle d'Urfal, mais « le » Urfal sur De Gaulle.

Si on dit « le » Guillemin, et on ne va pas manquer de le faire, ce ne sera pas pour ces raisons. Le Général clair-obscur ne prétend pas à la somme exhaustive, somme que l'auteur se dit trop vieux pour entreprendre, et pour laquelle manquant encore, selon lui, des documents essentiels. On dira « le » Guillemin, parce qu'un large public suit depuis trente ans cet empêcheur d'écrire l'histoire en rond, moins pour ses découvertes que pour ses regards en vrille sur ce qu'on nous cache.

Déjà la question fusa, comme pour chacun de ses livres : alors ? Quel secret noie-t-il ou peu regardant à encore déniché notre « fouille-au-pot » (les réfractaires au genre ont un mot plus cru) ? Cette réputation est injuste. Relisez ce que Guillemin écrit de Jeanne d'Arc, Napoléon, Lamartine, Vigny, Zola, Constant, ou Péguy : rien à voir avec du délinquement systématique, ou la manie de rabaisser. Ses victimes ont en commun que, au fond, il les aime. Il se trouve seulement que c'est en catholique, d'une tendance particulière, celle qui, avec Bloy, Bernanos et Mauriac, applique aux grands hommes la correction fraternelle des couvents d'autrefois.

Notre pamphlétaire — car c'en est un, bien sûr, et de haute verve — a d'abord songé à se laisser la bride sur le cou. Il voulait titrer son essai *Le Cormoran et sa fusée*, par allusion au nom de l'oiseau que Mauriac a donné un jour au général, en dépit de la vénération que l'on sait, et aux projections dont Bernanos dit qu'en chevauchant tous les ambitieux de grand format.

Guillemin s'est refusé cette taquinerie initiale, qui en eût entraîné d'autres, et il a eu raison, non en regard du bon goût, mais de ses propres dispositions. Persuadé du génie et du désintéresse-

par Bertrand Poirot-Delpech

ment du général, en particulier pendant la guerre, il rappelle simplement les méthodes de conquête ou d'extorsion du pouvoir qui ont teinté de malsaine son admiration. Il ne révèle rien sur ces méthodes ; il ne fait qu'en raporter les répétitions et les permanences par une mosaïque de citations tirées de la bibliographie extante. Tout au plus marque-t-il une prédilection pour les témoignages d'intimes — Alain de Boissieu, Michel Droit, Flohic, Guichard, Claude Mauriac, Pompidou — devant qui de Gaulle, sans se « livrer » — c'est-à-dire son genre, — a laissé percer ses ruses ou ses mépris.

Encore une fois, ce n'est pas la volonté ouverte de commander, de forcer le destin, de marquer son temps, qui est contestée, ce sont ses voies et moyens : façon courtoise, presque flagorneuse, de se placer, avant-guerre, dans les sillage de Pétain et de Paul Reynaud, ingratitude (payante) à l'égard des Alliés, plus discutables envers la Résistance, libertés prises, en 1944 et 1958, avec la légalité et avec la réalité.

Sur le retour de 1958, Guillemin n'apporte pas de détails inédits, mais il assemble en faisceau de quoi suspecter la version d'un ami de Colombey désapprouvant, ignorant même, ce que tramant en sa faveur ses proches et les militaires d'Alger. Il semble établi que le général rencontre des émissaires, qu'il connaît à l'avance, commente à l'occasion, retouche, déclenche, leurs plans séducteurs, en Algérie, en Corse, en métropole, et qu'il joue de cette menace minuscule auprès des dirigeants de la IV^e République. Si l'introduction qu'il orchestrait n'avait pas suffi, il n'aurait pas exclu, selon certains acteurs, le saut dans l'illégalité...

En tout cas, Guillemin met en fait que le général, peu réclame par les masses, ne serait pas revenu aux affaires sans ce « câquet », sans ce dosage subtil de ce que Lacourrière appelle des « menaces larvées », des « sous-entendus dramatiques » et des « commutateurs abusifs ».

Autre malice, aux yeux de l'auteur : agiter, le 30 mai 1968, l'épouvantail d'un communisme menaçant la patrie de dictature, alors que le PC exultait, quant à lui, l'aventure et se révèle le meilleur auxiliaire de l'ordre établi. De Gaulle le sait comme personne. Dans un de ses accès de franchise gouailleuse qui succèdent souvent à une mise en scène réussie, ne qualifiera-t-il pas le soutien de juin, devant Christian Fouchet, d'« élections de la trouille » ?

Tel est le mouvement, constant comme un trait de caractère, qui livre Guillemin, plus que l'appel à des idées fausses — sur Veimy, Sedan, les Russes, etc. — les sinistres contradictions, les fois insaisissables (la religieuse, par exemple), ou l'insaisissable de façade poussée jusqu'à l'inhumanité — dans sa position, il le dit à André Frossard, « on ne peut être soi-même ! ».

(Lire la suite page 16.)

Annie
ERNAUX
La place

récit

« Une belle réussite littéraire, vibrante d'émotion, contenue, de retenue »

Bernard Allié - Le Monde

GALLIMARD *my*

lettres étrangères

Iris Murdoch et les impossibilités de l'amour

● La peinture d'un « petit monde » frileux et timoré.

ACUCUN des romans d'Iris Murdoch ne pourrait se dérouler ailleurs qu'en Angleterre. Les rites sociaux, les rapports civils, les mœurs, les coutumes, désignent la Grande-Bretagne, et elle seule. Ainsi pourrait-on, sans trop de peine, extraire des ouvrages d'Iris Murdoch un livre de cuisine qui rassemblerait beaucoup de recettes représentatives de l'art culinaire d'outre-Manche. En outre, les romans d'Iris Murdoch sont toujours situés dans une classe moyenne composée de bourgeois frileux, de marginaux velléitaires et d'intellectuels à demi nés.

Aucun personnage, ici, n'est enraciné dans sa vie propre, comme s'il s'était produit quelque part une erreur dans le choix moral, et que cette erreur fût décisive et définitive. Cela est particulièrement évident sur le terrain de l'amour : les héros d'Iris Murdoch ne couchent jamais avec la personne de leurs rêves, mais se retrouvent toujours au lit avec une autre. La haine et l'amour mènent ainsi à un étrange bal-

Dans le *Château de sable*, qui vient de sortir en français, le décor est celui d'une *public school* durant les derniers mois de l'année scolaire. Il y a là le peuple des professeurs,

avec leurs manies, leurs tics, leurs habitudes, mais aussi leurs rancœurs, leurs querelles, leurs mesquineries. Iris Murdoch excelle dans l'évocation de ces personnages du second plan, qui sont nécessaires au dessin d'ensemble et à l'apparition des figures de premier plan. Ici, on trouve un professeur d'une bonne quarantaine d'années, marié depuis vingt ans, père d'un garçon sourcil- leux et secret et d'une fillelette qui se croit sorcière parce qu'elle est encore dans les rêves de l'enfance.

Mor, c'est le professeur, ambassadeur de sa façon déguisée du Parti travailliste, et, ainsi, de quitter l'enseignement pour la carrière politique. Mais il n'ose pas en faire l'aveu à sa femme, craignant, à juste titre, que celle-ci ne plaide pour l'acquis contre l'incertain. Cette situation fait de Mor une créature typique de l'univers d'Iris Murdoch.

Voilà que pénètre dans l'espace de la *public school* une très jeune artiste-peintre, Rain, à laquelle on a demandé de faire le portrait de l'ancien principal de l'école, un vieil excentrique qui n'est pas loin d'être un sage à sa manière. Nous verrons Rain exécuter son ouvrage, et, dès lors, à l'intérieur du roman d'Iris Murdoch, va s'élaborer une réflexion sur le roman lui-même. En effet, Rain peignant le principal, c'est aussi bien Iris Murdoch écrivant les amours de Rain et de Mor. D'ailleurs, Murdoch, à Caen, en 1978, l'avait dit : « La peinture sert souvent de métaphore explicative pour les autres arts... »

Bref, au premier regard échangé, Mor et Rain s'éprennent l'un de l'autre. L'amour fou vient bouleverser l'existence si raisonnable du professeur. Mais, par une découverte involontaire (une lettre trouvée dans un tiroir), les enfants de Mor vont apprendre l'existence de cette passion. Donald, le fils, posera son désespoir jusqu'au défi. Felicity, la fille, s'enfermera dans sa blessure. Nan, la femme de Mor, jouera la comédie, contre cet amour de l'homme mûr pour la femme-enfant. Rain disparaîtra comme elle est venue. Mor retrouvera son fils. Et Felicity, entre ses parents réconciliés, éclatera en sanglots sans bien savoir pourquoi.

Ces dialogues labyrinthiques...

L'histoire est banale. Il en va souvent ainsi pour les intrigues d'Iris Murdoch. C'est que tout se joue ailleurs : dans la complexité de l'arrière-fond ; dans la multiplicité des intrigues secondaires ; dans la minutie des exposés, des descriptions et des analyses.

L'interrogation du *Château de sable* porte en vérité sur la nature de la personnalité humaine. Mor, l'homme de quarante ans, a construit son existence. Elle est morte et timorée, mais elle est à son image. C'est Mor qui a fait cette existence ; et c'est elle, en retour,

qui a donné au professeur son visage et son être. Qui serait-il s'il se précipitait soudain hors de ses limites et dans l'air libre ? Iris Murdoch, qui, bien que disciple de Wittgenstein, ne se veut pas philosophe, répond par une fiction.

En même temps que le *Château de sable*, deux pièces de théâtre d'Iris Murdoch paraissent en français. *Les Trois Flèches* est une pièce en deux actes, située dans un Japon féodal qui aurait bien surpris Mithras. Il y est question du pouvoir, et de sombres machinations. La seconde pièce, *Les Serviteurs et la Neige*, en deux actes également, fait surgir des gens énigmatiques dans un pays de neige. Elle a plus de son que la première. Soudainement, on se retrouve ni dans l'une ni dans l'autre les traits que l'évoquaient, et qui contribuent à faire de l'œuvre d'Iris Murdoch un tissu complexe de symboles. Le théâtre interdit cette lecture descriptive, et ces dialogues labyrinthiques, qui font d'Iris Murdoch une des grandes romancières d'aujourd'hui.

HUBERT JUN.

★ LE CHATEAU DE SABLE, d'Iris Murdoch, traduit de l'anglais par Georges Magagnoli. Gallimard, 319 p., 96 F.

★ LES TROIS FLÈCHES, suivi des SERVITEURS ET LA NEIGE, suivi des MATHÉMATIQUES, traduit de l'anglais par Jacqueline Genet et Jean-Louis Chavallier. Gallimard, Coll. « Le Manteau d'Arctique », 267 p., 96 F.

Les désarrois d'Edmund White

● Sous des apparences trop séduisantes.

VOICI un livre fragile et beau. L'un de ceux dont on pourrait dire, citant le Jules Renard du *Journal*, qu'il a été écrit « avec la pointe du cœur ». L'auteur de ce roman, l'Américain Edmund White — né en 1940, — ne nous est pas inconnu. Les éditions Mazarine avaient publié l'an dernier *Nocturnes pour le roi de Naples*, superbe récit baroque teinté d'ou-

trisme. Avec *Un jeune Américain*, Edmund White emprunte les chemins plus classiques du roman « d'apprentissage ». Son héros est un jeune garçon qui vit quelques part aux Etats-Unis dans les années 50. Il est issu d'une famille aisée dont chacun des membres, à commencer par le père et la mère, semble s'attacher à multiplier les excentricités. Ce sont des enfants gâtés par la vie : belle maison, belles voitures, beaux vêtements. Ces séduisantes apparences dissimulent mal un autre univers, beaucoup moins rose. Le narrateur en fera les frais. Fasciné par l'image d'un père despotique puis par celle d'une mère aimante, il devra subir leur indifférence avant d'être rejeté. Première leçon de vie.

Les expériences suivantes confirmeront l'adolescent dans son opinion. Qu'il soit le proie d'un prêtre, d'un psychanalyste ou d'un enseignant, toujours il sera confronté à cette cassure qui le sépare du monde des adultes, ces « maîtres prétentieux et cruels ». Son destin sera scellé le jour où il comprendra le pouvoir de sa propre séduction.

Notre jeune Américain révèle des liens de parenté avec le Henry de la première *Éducation sentimentale* de Flaubert. Comme lui, il utilisera ses échecs pour vaincre le monde, le

dominer. Il n'est plus question ici de rêves mais de mépris. Voilà le prix à payer pour passer de « l'autre côté », c'est-à-dire au-delà des barrières de l'enfance. On y perd évidemment ses illusions... Il peut paraître paradoxal de citer un écrivain européen pour évoquer Edmund White. Ne serait-il pas plus proche du J.D. Salinger de *L'attrape-cœurs* ? Après tout, l'époque, les personnages et les décors présentent des similitudes. Mais cela ne suffit pas. Là où le héros de Salinger (inoubliable quand il demande à un chauffeur de taxi où les canards des parcs vont se réfugier lorsque les rivières sont gelées) se voit perpétuellement infantiliser, le personnage de White heurte de plein fouet la réalité. Il sait qu'il n'a pas le choix. Il se sait aussi condamné d'une certaine façon à la solitude. Deuxième et dernière leçon de vie. Nous retrouvons Flaubert.

Le récit d'Edmund White batteille entre les accents pathétiques du désespoir et ceux d'un humour salutaire, résultant de situations pour le moins ambiguës. Le roman séduit surtout par son écriture. Alors que tant d'auteurs américains, à l'image du pauvre Norman Mailer, tombent dans la facilité et les *soap opera* (des feuilletons radiophoniques ou télévisés de type mélo, financés par les fabricants de lessive), White s'impose comme un véritable orfèvre du style. Rarement, depuis Henry James, on aura lu une prose aussi lumineuse et intelligente. Aucune aspérité dans cette-ci : la phrase est lisse, riche de jolis détails mal- rieux. Le traducteur, Gilles Barbedette, a parfaitement su rendre ces palpitations et ces finesces.

BERNARD GENÈS.

★ UN JEUNE AMÉRICAIN, d'Edmund White, traduit de l'anglais par Gilles Barbedette. Éditions Mazarine, 304 pages, 79 F.

Max Frisch sous le masque de Barbe-Bleue

(Suite de la page 13.)

Toute la vie mentale du docteur Schaad (nom qui évoque le mot allemand *Schaden*, signifiant « dommage, sort infligé ou subi ») prend ainsi la forme d'un interrogatoire sans fin, où remontent les souvenirs d'une culpabilité essentielle et diffuse et les symboles plus précis d'une jeunesse maladroite. L'auteur ne l'a dérivé en lui permettant une fois de regarder, grâce à une caméra vidéo, ses ébats tarifés. Le docteur Schaad aimait cette femme qui le trompait sans cesse de l'aimer aussi, car « le lit n'était pas pour elle » un domaine très personnel. Quelle raison aurait-il pu avoir de la tuer ?

Trois mois passent, au cours desquels le docteur Schaad, son cabinet, déserté, joue au billard, nourrit les cygnes, voyage inutilement. Pour mettre un terme à son procès intérieur, il fait des aveux. La police le relâche aussitôt. L'assassin vient d'être arrêté. Le docteur Schaad se jette alors en voiture contre un arbre. A l'hôpital, une voix interroge encore, inlassablement. Le procès reste ouvert lorsque le récit s'achève sur ces mots adressés, peut-être par lui-même, au docteur Schaad : « Vous avez mal... »

Une aventure esthétique

La perversité de ce petit livre où joue, avec une étonnante économie de moyens, un humour tout à fait singulier, c'est de mettre le lecteur dans l'impasse de décider s'il est l'expression d'un désespoir radical ou d'un détachement serene. L'angoisse de la culpabilité est-elle ici conjuguée au sobriement con-

dié ? Que penser de cet accusé qui s'appelle Schaad mais dont le prénom est Felix (heureux, en latin) ? Par comparaison, on songe à Ignatz Bergmann, d'autant plus que l'art du dialogue elliptique atteint dans ce livre des sommets rarement vus au cinéma, et que la parenté des thèmes entre le Suisse allemand et le Suédois est évidente.

Mais peut-être la solution du problème est-elle dans un passage où, sous le nom abusif de Neuenberger (le Neuchâtelois), est convoqué comme témoin l'ami-ami-ami de Max Frisch, l'autre grand Suisse, Friedrich Dürrenmatt, qui vit à Neuchâtel, et que seule la philosophie passionnée encore... *Barbe-Bleue* serait ainsi une réponse ironique de l'écrivain-philosophe aux reproches de l'écrivain-philosophe : ce n'est pas la pensée qui doit l'emporter, et moins encore la méthode, mais bien la forme. La perfection de ce jeu puriste littéraire remet la biographie à sa vraie place, qui est très secondaire. Max Frisch n'est pas un grand écrivain parce qu'il a eu, et continue sans doute d'avoir, à soixante-trois ans, une vie amoureuse compliquée ; il l'est parce que chacun de ses livres apparaît comme une nouvelle aventure esthétique. Ce sont les livres qui comptent. Il y a — et ce sont souvent les premiers dans la carrière d'un écrivain — qui, quoique imparfaits, se suffisent à eux-mêmes, comme *Stiller*, et d'autres si finement taillés qu'ils ne prennent tout leur éclat qu'à la lumière de l'œuvre entière — c'est le cas de *Barbe-Bleue*.

MICHEL CONTAT.

★ BARBE-BLEUE, de Max Frisch, traduit de l'allemand (rôle Max) par Claude Perceval. Gallimard, 141 p., 55 F.

THOMAS MORE L'UTOPIE

présentée par ANDRÉ PRÉVOST, docteur en lettres
SEULE ÉDITION INTÉGRALE ET COMMENTÉE
du MAÎTRE-LIVRE DE NOTRE TEMPS.
Charte de la société pluraliste.
TEXTE DE MORE, en regard, traduction nouvelle.
Introduction, biographie, portraits. La clé de l'Utopie.
Notes. Tables. Un livre de référence permanente.
Prix Bordin de l'Académie Française. Mame.
UN PRESTIGIEUX VOLUME relié toile de lin, sous écriture
illustrée, 18 x 24, 790 pages. Livré par retour,
emballage renforcé : 170 F. franco.
COMMANDES : A. PRÉVOST, C.G.P. 1.462-61 Z Lille
ou chèque bancaire, 16, avenue des Fleurs,
59110 La Madeleine - Tél. (20) 55.29.16.
Spécimen gratuit sur demande.

Claude Vigée
Le parfum et la cendre
Édition sur trois continents
Théologique, philosophique, poétique :
un texte de maître, un livre de vie.
Collection "Figures" dirigée par Bernard-Henri Lévy

Collection "Folklore"
Christian BOUYER
Folklore du Boulanger
Préface de Claude GAGNEBET
128 pages : 56 F.
En vente chez tous les bons libraires et chez l'éditeur
MAISONNEUVE ET LAROSE
15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. : 354.32.70.

brèche - lune
yann - fulub follet
aquarelles de jacques kemener
24x32 de 104 p 80 et 1960 et 15 quadr.
ABER-DIFFUSION - 6, PLACE DE VARMES 29210 MORLAIX.

Important Editeur Parisien
recherche pour ses différentes collections
manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre.
Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement
par presse, radio et télévision.
Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle
4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.
Conditions fixées par contrat.
Notre contrat habituel est défini par l'article 49
de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.
la pensée universelle

REVUES

Cahiers Proust et autres

Le dernier *Cahier Marcel Proust* traite de l'accueil fait à l'écrivain par la critique anglaise. Il s'ouvre sur un panorama historique allant de 1914 à 1948. On trouve ensuite des lettres inédites aux Bibesco, présentées par Philip Kolb. Et surtout de précieux brouillons sur lesquels Claudine Guérin avait accompli un travail considérable, qu'elle n'a pu mener à bien, et que reprend et complète Bernard Brun. Notations très développées pour un essai ou un roman : « Je venais de me coucher... » et « Je m'endormais si vite que je n'avais pas le temps de penser me dire que je m'endormais... » et « Depuis longtemps je ne dormais... » et vingt fois repris, ce thème semble un essai titonnant pour la fameuse ouverture de *A la Recherche*. (Études proustiennes, 352 p., 180 F. Gallimard.)

Les *Cahiers naturalistes*, dirigés par Henri Mitterand, publient l'étude, fort intéressante, du Dr Fernandez-Zoila sur les « névroses » de Zola, réexaminées à travers le diagnostic détaillé qui fut établi par le Dr Toulouse, à la fin du dix-neuvième siècle. Le patient fut

enchâné et réconforté par ce portrait psychique qui substituait au « bœuf de labour » d'une légende malveillante l'artiste à la sensibilité écorchée.

Si Zola est naturellement au centre de ces *Cahiers*, il est loin de les accaparer. Ainsi, le précédent faisait large place à Mirbeau qui revient à la mode. Aleksandra Guzikova décrit le « roman d'amour » personnel de l'écrivain avec une femme qu'elle qui le « martyrisait », le poussant au bord du suicide. On retrouve la marque de cette expérience dans tous les romans de Mirbeau, du *Calvaire* — presque autobiographique — au *Jardin des supplices*. (N° 56 et 57, 240 pages. Abonnement, 100 F. Fasquelle éd.)

Delta consacre un numéro (bilingue) à Nabokov. (N° 17, 30 F. Université Paul-Valéry, BP 5043-34032 Montpellier Cedex.)

Deux inédits dans *Stendhal-Club* : comment Romain Rolland voyait Stendhal, en 1887, dans une longue dissertation fort critique. Plus savoureuse encore, la correction de

Brunetière qui ne ménage pas plus le sujet du discours que son auteur. En 1943, dans son journal, R.R. fera ses délices de *Le Châtré* : « une musique de Mozart », « l'essence du rêve ». (1^{er} trimestre 84, 50 F, 3, Montée M. Gignoux, Grenoble.)

On ne s'étonne plus de l'éclipse rituelle qui suit la mort des « grands écrivains ». Le souvenir persistant de quelques « petits » est-il plus surprenant ? Ainsi d'Henri Calet. On lui a voué des cahiers d'une qualité particulière dans leur présentation et même leur esprit : qu'on y parle ou non de Calet, il est toujours là. Le dernier *Humours* (n° 8), s'ouvre par un dialogue posthume entre Boris Vian et Raymond Guérin. Dans le précédent (6-7, numéro double, 75 F, Calet nous emmenait à Bordeaux...)

Ces cahiers-là ne s'appellent pas *Cahiers Calet*. On leur a donné le titre d'un petit livre du romancier : *Les Grandes Lignes*. (Association H. Calet, 11, rue Bessart, Paris 13^e. Abt à quatre numéros, 180 F.)

Y.F.

Jungle / Diffusion Alternative - Guido Franco
Prières pour des paradis meilleurs
Après le succès de *Desert Patrol*, un récit plein d'humour, illustré de nombreuses photographies, sur les jeunes beautés de l'Asie du Sud-Est, ceux qui les exploitent, ceux qui les révoquent, ceux qui les exploitent à leur sujet. Une œuvre iconoclaste, contre tous les tabous et l'hypocrisie ambiante.
Chez votre libraire, ou Diffusion ALTERNATIVE 36 rue des Bourdonnais, 75001 Paris.

histoire littéraire

Une lettre imaginaire de Lord Byron

A seize ans, Gabriel Matzneff décide qu'il entreprendra une apologie de Byron. Il vient de l'écrire et de la publier. Son livre « reconnaissant et complice » est une biographie de l'auteur de *Don Juan*, en même temps qu'un autoportrait. Matzneff se retrouve dans le personnage qu'il décrit. Mais qu'aurait pensé le poète anglais de cette peinture ? Pour le savoir, nous avons imaginé une réponse de Lord Byron à son biographe.

Mon cher Gabriel, Si vous saviez quel rendez-vous j'ai rendu pour vous écrire (hélas ! mon absence ne me permet pas d'autre présence auprès de vous), vous me jugeriez étrangement fraternel à votre égard. X. n'est pas folle, mais angélique ; étant donné son « état », je ne puis rien dire de plus pour vous le décrire — sauf qu'elle a l'habitude de mes regards. Ici-bas, elles pardonnent plus facilement que là où vous vous trouvez.

J'ai à vous remercier de votre livre la *Diététique* de Lord Byron, car après cette lecture je me sens « restauré » au sujet de l'homme beaucoup plus que je ne m'y serais attendu. Ce qui est curieux, c'est que j'ai toujours eu le pressentiment que le « régime absurde » de toute mon existence constituait un jour son heure de gloire. Cependant, à votre place, je n'aurais pas intitulé cet ouvrage la *Diététique* ; il faut vous dire que mon hygiène de vie tenait de l'« excès » — et non de la raison, comme semble l'indiquer l'« hymne » de votre introduction. Ce fut d'ailleurs l'une des causes principales de mon « jeune départ ».

Comment ? Grâce à vous, j'apprends — une fois de plus — qu'on a cru dans le monde au simulacre funéraire monté par quelques respectables compagnies des hommes ! Non, je maintiens ce mot « départ » ; mais il ne s'agit pas d'un simple changement d'air. Vous qui avez connu comme moi-même des sensations d'effacement au sein de leur assistance, laissez aller leur mauvaise parole. La poésie d'un homme est une faculté à part : c'est une âme, elle n'a pas plus de rapport avec l'individu de tous les jours que l'inspiration n'en a avec la psychologie quand elle descend de son trépied.

Moi, j'ai une plaie ouverte, remplie d'un fiel volcanique du début jusqu'à mon départ. Je ne nie pas que, sous le « cratère » (pitoyable chair humaine !), sommeillaient des esprits autodestructeurs dont les biographes me rabattent les oreilles. Hélas ! Nul n'échappe à l'hérédité, quand bien même voudrait-il enfreindre ces lois naturelles : comment oublier les crimes de mes ancêtres Gordon, perpétrés de génération en génération ? Comment se débarrasser de la folie des Byron (bien que séduisante — si dangereuse) ? Une force « noire », obscure, bristait inégalement sous mes « miroirs » successifs avec une cruelle persévérance qui fit de moi cet ovrier du « mal de vivre en vers » — parfois en prose.

Un pessimiste allègre

Quand il débarqua à Missolonghi, le 6 janvier 1824, Byron dans le poche de son uniforme rouge les Mameluks de la Rochefoucauld, le « livre sacré ». Ce détail enchante Matzneff. Il y voit ce qui résume les contradictions de son héros : « pessimiste allègre », « égoïste généreux », « pénétrant couvert de femmes », « gourmand frugal ». Byron, disciple de Lucrèce, admirateur exigeant de Napoléon, tira de ses lectures les principes d'une vie ardente et, de celle-ci, la matière de ses poèmes. En byronien au fait des travaux des byronistes, Matzneff passe en revue les grands thèmes d'une aventure où la diététique, l'amour et la mort surgissent sans cesse l'un après l'autre : ce « cœur pur » nous devient plus proche que la plupart de nos contemporains.

Que viennent faire ici Gaylord Hauser et Christian Cambozout ? Selon Matzneff, qui surveille autant son corps que son style, la diététique est un art de vivre. Chez Byron, il découvre une « attention extrême à tout ce qui touche à la cuisine » et, entre l'eau et le vin, le jeûne et la bombance, l'ordre et le déséquilibre, des pratiques qui ressemblent aux siennes.

La fûte de Byron, le « sybarite apatrite » qui nage pour oublier son pied bot, Matzneff l'explique d'abord par son dégoût de l'Angleterre, pays qui inventa le « standing » et étendit l'obsession du « niveau de vie » au monde entier. Allant de la débauche au luxe, Byron trouve son salut parmi les habitants des pays pauvres, Grèce, Italie, Turquie. 365 p., 98 F.



Dessein de CAGNAT.

Connaissez-vous cette brûlure du feu substantiel qui jaillit irrésistiblement au lieu d'obéir au compas-gouttes habituels des gens « normaux » ? Je la pense, car... L'amour — le désamour, la fin — la mort qui louchait derrière la moindre naissance : ce sujet revient comme « forcé » sous votre plume.

Dans « votre » *Diététique*, vous parlez surtout de mes attachements sentimentaux. Pourtant, j'étais dans ce monde des vivants un étranger. Un esprit errant carcéral de l'âme, en proie à mes passions. Vous évoquez « mes » amours avec une telle facilité d'identifier Matzneff à Byron et Byron à Matzneff que, pour vous dire la vérité, par moments je m'y perds ! (C'est ainsi, quand on a trop longtemps vécu ensemble : vous m'enseigniez ici une chose inconnue — le danger d'une trop grande fidélité.)

Vous vous assurez longuement sur mes penchants pour les « mains de soixant ans ». La charme de la prime jeunesse est indéniable. Mais, pour ma part, je n'ai jamais été « véritablement » marqué que par des « femmes ». La pureté qui vient de l'expérience n'est à mes yeux qu'une lueur encore muette — une promesse lointaine du jour. Par son cantonnement fanatique dans la vertu, l'innocence subtile, représentée certainement un idéal plus grand. Comprenez-moi : l'attrait des « plus de seize ans », pour être plus vorace, offrait incomparablement plus d'inspiration à l'écrivain que j'ai jamais été.

Si j'ai pu dire, à un moment de ma vie, que Caroline Lamb et lady Byron ont détruit mon existence morale, n'oubliez pas que j'affirmai aussi avec la même certitude que :

« Il n'y a rien qu'un homme ne puisse parvenir à croire à force de s'y appliquer. » Sous forme d'argument, de conviction et même d'excuse, « sa » propre explication de « ses » propres échecs n'est qu'une amère complaisance. Je vous dis cela parce que je dois avouer que souvent, en trompant les autres, je trompais tout d'abord moi-même. Oh ! ne prenez pas pour moi culpa ce qui je prends qui à la tardive lucidité.

Annabella, lady Byron, était vulnérable par son désir de sacrifice. Le tort n'appartient qu'à moi de l'avoir rendue « forte » en la sacrifiant à mes hantises. Car c'était le contraire de cette dernière, mais sous l'emprise de ses envies possessives, tout aussi fragile. Les femmes capables d'un amour trop généreusement aveugle possèdent, pour la plupart, un sens d'autrui fatalement défectueux ; leur volonté et leur raison sont inexorables. Chez sortit de leur robe : vous deviez un monstre... La mémoire du cœur est un royaume.

La bonheur véritable m'est venu de celle qui négligeait le souvenir comme une lueur de mauvais goût. Savoir oublier, vivre dans le présent, voilà un art qu'il est difficile d'apprivoiser... Face à Augusta, la seule, « ma seule », c'est moi qui étais et restais toujours, à jamais vulnérable. Mon Augustus ! Mon ange ! Vierge de joie... L'innocence, un crime ? Non, les anges sont tous parents. Vous ne vous étiez pas trompé, mon cher Gabriel ! L'unique amour de ma vie était Augusta, ma demi-sœur.

Vous vous dites certain de mon salut : « Byron sera, au jour du Jugement, reçu par le Christ ». J'ai à saluer en vous une si grande foi !... L'œuvre n'a à la même l'art de voyager sur terre. Mais je tiens à vous faire savoir qu'il n'est d'ailleurs des choses ne se passent pas exactement de la sorte : le Christ est bien trop occupé pour pouvoir remplir les fonctions de « porteur du Ciel ».

Etre « ailleurs » depuis si longtemps déjà et pourtant toujours présent parmi les hommes : voilà mon salut ! Cette absence même qui fait ma présence.

Mais revenons à « nos » amours. En parlant d'Annabella, vous affirmez qu'elle n'a pas su être la femme d'un écrivain. Mon ami, au risque de vous heurter, il me semble qu'à travers Annabella votre reproche s'adresse à celle que vous avez tant aimée (et aimez sans doute encore), et qui n'est plus officiellement votre femme. Mais, que diable vous a-t-il pris d'épouser Tatiana au mois de janvier ? A Londres, de surcroît ! Serait-il présent dans votre esprit au point de « revivre » en vous les échos de toute ma vie ? Certes vous êtes seul maître de vos choix. Cependant, je ne comprends pas comment vous arrivez à distinguer, à la fin, ce qui vous vient de moi et ce que vous me prêtez, des choses qui n'appartiennent qu'à vous-même ! Si j'en avais encore, mon orgueil serait flatté d'un si fort lien entre moi, vous et moi, à l'intérieur de votre être. Mais l'amitié que je vous porte juge par trop « byronien » votre sacrifice. Moi, qui ai cessé, il y a si longtemps déjà, de me justifier à moi-même mes propres actions, aimerai-je toutefois pouvoir y apporter quelques corrections d'auteur, et elles devaient se reproduire... Quitte à vous faire Byron, faites-vous celui que je n'ai pas eu le temps de devenir. Ainsi vivez-vous ce que je m'appropriais à vivre en écrivant « mon journal à Venise ». Ce journal qui contenait « mon essai » et qui fut brûlé vif, réduit à la poussière.

Poco ALEXANDRA JAMES.

histoire

De Gaulle jugé par un Anglais

• Les difficiles relations du général avec la Grande-Bretagne

ENCORE un livre sur de Gaulle, pourrait-on s'écrier, alors que paraît l'ouvrage de Bernard Ledwidge ! Et pourtant ce *De Gaulle* écrit par un diplomate britannique, qui a longtemps servi dans notre pays, qui ne lui cache pas sa sympathie et qui se fait « une certaine idée de la France », apporte d'intéressantes lumières sur les relations entre le général et les Anglo-Saxons. Souvent au bord de la rupture avec Churchill, Roosevelt ou Eisenhower pendant la guerre, de Gaulle redevenait à partir de 1958 un partenaire encombrant et malcommode. Le premier ministre Macmillan, délaissé par le général — « Ne pleurez pas, milord ! » — au profit du chancelier Adenauer, s'est convaincu que pour le nouveau président de la République « l'Europe des Européens » excluait la Grande-Bretagne. Et, selon Bernard Ledwidge, quand la France sortit de l'OTAN, cela marque l'affranchissement de de Gaulle à l'égard du monde anglo-saxon et le véritable tournant de la politique étrangère du général.

Toutefois, peu à peu, de Gaulle, sur les instances de M. Michel Debré, devenu en 1968 ministre des affaires étrangères, accepte de réviser son jugement à l'égard de la Grande-Bretagne. Et c'est en février 1969 la fameuse « affaire Soames ».

Sir Christopher Soames, gendre de Churchill, nouvel ambassadeur britannique à Paris, est reçu par de Gaulle le 4 février. Le général lui fait une offre de coopération beaucoup plus étroite entre les deux pays dans les domaines de la diplomatie et de la défense ; coopération qui serait étendue discutée avec l'Allemagne et l'Italie, c'est-à-dire hors du cadre du Marché commun européen et de celui de l'OTAN.

Bernard Ledwidge explique comment le compte rendu de cette conversation officielle fut alors reçu avec méfiance par le Foreign Office. Il révèle que M. Couve de Murville, premier ministre, avait de cet entretien par un coup de téléphone du général lui-même, après son déjeuner avec M. Soames, lui assura que les Britanniques en infor-

meraient les Allemands. Ce qui se produisit effectivement le 11 février. Lorsque le premier ministre Harold Wilson rencontra à Bonn le chancelier Kiesinger, M. Ledwidge souligne que le secrétaire au Foreign Office, M. Michael Stewart, « brailait de tout révéler aux Américains et aux Chinois et de ne rien accepter des Français ».

Lorsque de Gaulle apprit la façon de procéder des Britanniques, il fut « le plus furieux de tous ». Il s'ensuivit une guerre de communiqués. M. Ledwidge a la conviction que le général n'a pas voulu tendre un « piège » aux Britanniques, mais ces derniers, par leur comportement désinvolte, ont peut-être trouvé comment se venger du « veto brutal » opposé par de Gaulle en 1963 à l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun. Le climat des relations entre la France et la Grande-Bretagne en a été pour longtemps troublé, comme on le voit encore aujourd'hui. André Fontaine pouvait à juste titre se demander dans le *Monde* du 11 mars 1965 : « Comment progresser aussi longtemps que maladroites et momentanément victorieuses périodiquement une telle méfiance dont on se demande s'il sera possible de venir à bout un jour ? » Ce scepticisme que partage Bernard Ledwidge ne l'empêche pas de dire tout au long de son livre son admiration pour « le plus grand des Français ».

ANDRÉ PASSERON.
★ DE GAULLE, de Bernard Ledwidge, Flammarion, 460 p., 120 F.

A politicien, politicien et demi

(Suite de la page 13.)

Que le général pratique le bluff, passe encore : il a averti, dès le fil de l'épée, qu'il voyait là une vertu de stratégie. Ce qui chiffonne Guillemin, c'est que, sans autre mobile, cette fois, qu'une jouissance personnelle peu noble, il ajoute à la rouerie un mépris affiché pour la plupart des tenants ou des exécutants de ses tours. Les mots cinglants sur les militaires, ses pairs, abondent ; ils ne sont pas tous apocryphes. Plus encore, les civils, ces « pékins », en prenant pour leur manque de grade, y compris devant des subordonnés : « Votre pauvre ministre », dit-il, de Bidault, à l'ambassadeur Chervin.

GUILLEMIN ne comprend pas qu'on se montre plus fielle que le personnel qu'on fusille. A politicien, politicien et demi, semble dire le général dans sa superbe et non sans délectation nihiliste.

Des expressions de regret, Guillemin passe à celles de chagrin — les mots « navré », « navrant », reviennent souvent sous sa plume — lorsque le mépris de de Gaulle paraît englober les Français eux-mêmes. Non à cause du mot « vaxax », non avéré, mais en raison des messages désagréables qu'il leur sert sciemment sur leur histoire, leur comportement immédiat, ou sur cette « grandeur » à laquelle ils rendraient et qu'il se garde de définir, de même que la « participation », comme s'il s'agissait d'une autre forme de ruse — n'est-il pas avéré : « Je les amuse avec des drameaux » ?

On peut contester à Guillemin le droit de faire ces citations de réflexions en partie de son cru. Ce qui n'est pas de parties certes d'histoire, mais non de préférences de croyant pour des finalités politiques plus hautes, comme chez Jaurès. En somme, il aurait aimé que de Gaulle restât pur des procédés subalternes qui l'écarteraient chez les autres, et rivât pour nous d'une ambition plus vaste que celle de lui obéir aux heures graves. Cela a un nom qui n'a rien à voir avec le chitpotage. Cela s'appelle la désobéissance.

BERTRAND POROT-DELPECH.

★ LE GÉNÉRAL CLAIR-OBSCUR, d'Henri Guillemin, Seuil, 284 pages, 75 F.

essais

Faut-il désespérer de la sociologie ?

• Peut-on dire pourquoi les sociétés changent ?

QUEST-CE qui fait que les hommes bougent ? Cette question n'a pas fini d'occuper les esprits. Elle a bien longtemps que la sociologie attend l'expert en horlogerie qui leur expliquera le pourquoi et le comment de la grande mécanique des sociétés humaines.

A vrai dire, les candidats n'ont pas manqué dans l'histoire des idées. Idéalistes, marxistes, fonctionnalistes, culturalistes, structuralistes... ont tenté, chacun à sa manière, de trouver la clé, d'énoncer le système expliquant de façon définitive la dynamique du changement social. Plus près de nous, on a vu fleurir de nombreuses théories (de la modernisation, du développement, du changement culturel...) visant à nous révéler pourquoi le monde va comme il va.

Toutes ces constructions présentent un inconvénient : aucune d'elles ne permet de rendre compte de la totalité des phénomènes observés. Elles comportent même tellement d'exceptions qu'on peut difficilement les prendre pour des règles. En fait l'histoire humaine est si complexe, elle dépend d'une telle quantité de facteurs subtils — économiques, psychologiques, idéologiques... — qu'il paraît utopique qu'on puisse expliquer les faits. Tel est le constat désabusé que fait le sociologue Raymond Boudon dans son livre *La Place du désordre*, consacré à la critique des théories du changement social.

Disons-le tout de suite, cet ouvrage souvent aride, qui s'intéresse surtout à la méthodologie des sciences sociales, n'est nullement difficile d'accès. Écrit avec allégresse et rempli d'exemples concrets, il propose au lecteur chez les villageois indiens ou les entrepreneurs colombiens, les médecins américains ou les ouvriers français, les capitalistes allemands du seizième siècle ou les tisserands anglais du dix-huitième. Il se lit comme un livre sur les jeux, où l'auteur étudie la façon dont les hommes tentent de sauver leur mise et de trouver une stratégie conforme à leurs intérêts. Qu'est-ce qui les pousse à investir ou à consommer, à innover ou à suivre la tradition, à se révolter ou à se soumettre, à se grouper ou à rester chez eux ?

Raymond Boudon montre comment, pour répondre à ces questions,

les sociologues sont partis à la recherche de la pierre philosophale qui tiendrait dans la formule magique suivante : « Si A, alors B » — autrement dit, si nous sommes dans la situation A ayant telles caractéristiques, nous aurons nécessairement à la situation B ayant telles caractéristiques.

Exemples parmi d'autres de ces propositions à vocation explicative, citées par Raymond Boudon : — La modernisation entraîne une laïcisation de la société ; — L'industrialisation provoque un éclatement de la famille élargie et favorise la famille nucléaire ; — Le développement conduit à intégrer de plus en plus les individus dans de grandes entreprises bureaucratiques ; — L'inégalité entre pays riches et pays pauvres tend à s'accroître, car les seconds ne peuvent décoller sans aide extérieure.

Le désir de légiférer

Toutes ces propositions sont confirmées dans de nombreux cas. Malheureusement, elles sont aussi contredites dans d'autres. Si la pratique du culte diminue dans les sociétés développées, le sentiment religieux y demeure bien vivant. L'industrialisation au Japon a plutôt renforcé la famille étendue, et, en Europe comme aux États-Unis, les solidarités familiales demeurent fortes. Le nombre de petites entreprises n'a diminué ni en France ni en Italie. Le Japon s'est développé au dix-neuvième siècle sans aide extérieure.

Ces mécomptes impliquent-ils que toutes ces propositions sont fausses ou inutiles ? Pas du tout, répond Raymond Boudon, leur tort est simplement de prétendre avoir une portée universelle, alors qu'elles ne peuvent s'appliquer que dans certaines situations et sous certaines conditions. Ce qui est en question, ce n'est ni l'apriorisme de la sociologie à avoir une démarche scientifique ni à dégager certaines régularités, c'est sa prétention à légiférer pour l'humanité entière, à vouloir embrasser la totalité de l'histoire et à confondre ses déductions avec la réalité.

La sociologie peut élaborer des modèles. Mais ils ne sont jamais que des cadres formels, nécessairement fragmentaires. Ils ne peuvent tout expliquer. Ils ne peuvent se substituer à la réalité, qui sera toujours plus complexe que toutes les constructions intellectuelles.

Raymond Boudon s'efforce, notamment, de réhabiliter deux notions fort mal vues des sociologues : le hasard et la subjectivité. Puisque le hasard existe, rien ne sert de le nier, sous prétexte qu'il est non scientifique ou insignifiant. D'autre part, en disciple de Max Weber, Raymond Boudon part du postulat que les mouvements sociaux sont le somme de comportements individuels et que ces derniers dépendent à une certaine rationalité — même si celle-ci n'est pas évidente à première vue. Seule la démarche pragmatique qui consiste à se mettre dans la peau des acteurs de l'histoire permet de comprendre pourquoi, dans telle situation concrète, ils agissent de telle façon et non d'une autre.

Vouloir expliquer l'histoire des hommes par la lutte des classes, les contradictions structurelles, les conflits de pouvoirs, ou le choc des idées et des valeurs, c'est toujours réduire la complexité, imputer la réalité et donc s'exposer soit à inventer des concepts vides de sens, soit à être rapidement démenti par les faits.

S'il réjette la légitimité des grands systèmes qui ont prétendu expliquer le devenir de l'humanité, Raymond Boudon ne veut pas pour autant désespérer de la sociologie. Il souhaite seulement que les sociologues assignent à leurs théories leur juste place. Pour lui, « il n'existe de théories scientifiques que locales ». Pour avoir méconnu cette réalité et avoir péché par orgueil — les grandes théories du changement social qui ont inspiré le positivisme et le marxisme, le culturalisme et le structuralisme, le fonctionnalisme ou le développementalisme peuplent une sorte de cité des morts ».

FREDÉRIC GAUSSEN.
★ LA PLACE DU DÉSORDRE, de Raymond Boudon, PUF, Collection « Sociologies », 245 p., 100 F.

bibliothèque
LIBRAIRIE LITTÉRAIRE
reçoit
Salomon MALKA
LIRE LEVINAS
Ed. CERF Paris
Guy SIAES
VEILLEUR, OÙ EN EST LA NUIT ?
Ed. CANA Paris
DIMANCHE 14 AVRIL 10h.13 h
BIBLIOPHANE : 20 rue des Rosiers Paris

Les liaisons

Les liaisons... (Text continues on the right side of the page, partially cut off).

Philippe Lafont... (Text continues on the right side of the page, partially cut off).

La mort en solitaire

La mort en solitaire... (Text continues on the right side of the page, partially cut off).

La mort en solitaire... (Text continues on the right side of the page, partially cut off).

La mort en solitaire... (Text continues on the right side of the page, partially cut off).

La mort en solitaire... (Text continues on the right side of the page, partially cut off).

CINÉMA

MISHIMA, HÉROS D'UN FILM

Les liaisons politiques

Quatorze ans après sa mort, alors que le Japon, ne semble plus guère attacher d'importance à son œuvre littéraire ni à son message politique, Hollywood met en scène la vie exotique et la mort dramatique de Yukio Mishima.

Le tournage a commencé ce mois-ci au Japon sous la direction de Paul Schrader (le scénariste de *Taxi Driver*). Le film est coproduit par le directeur d'une compagnie cinématographique japonaise, M. Matsushita Yamamoto, et par Francis Coppola, pour la partie américaine. Le financement est principalement japonais. L'acteur choisi pour le rôle de Mishima est Ken Ogata, un spécialiste des rôles de samouraï à la télévision.

Quelle gaucherie que de faire revivre Mishima à travers un regard étranger, sans pouvoir vraiment mettre en lumière toute une zone d'ombre, tissée de japonisme, de secrets, d'amitiés particulières et de liaisons politiques qui ont joué un rôle important dans la vie et dans l'œuvre de ce personnage dans l'histoire, morbide et fantasque — en tout cas complexe — que fut l'écrivain ! C'est un peu comme si un Japonais s'attachait à restituer la vie de Gabriele D'Annunzio.

A moins, bien sûr, que l'on s'en tienne à une version de bande dessinée, sensationnelle, sanglante et exotique de la vie de Mishima. Son comportement théâtral et exhibitionniste — si peu japonais, — sa glorieuse militance et surtout sa mort spectaculaire s'y prêtent.

Lui-même, dans *Yukio* (parisien), le film qu'il réalisa en 1962, n'avait-il pas choisi de se peindre en officier nationaliste faisant le sacrifice de sa vie au cours d'un harcèlement sanglant et précoce pour défendre l'honneur de militaires séduits au nom de la gloire impériale ? N'aurait-il pas,

lui l'intellectuel, caricaturé les notions d'honneur, de force et d'amitié viriles en jouant des rôles de samouraï et de gangster dans des films de série B ?

Deux aspects de la vie de Mishima méritaient à contrepoids et parfois même tabous, ses penchants homosexuels et ses liens avec une extrême droite qui garde la nostalgie du passé impérial et militariste, seront-ils traités dans le film ? On l'ignore, mais il est intéressant de noter que ce regain d'intérêt pour Mishima coïncide avec la présence, à la tête du gouvernement japonais, d'un politicien qui l'aide, semble-t-il, dans certaines de ses entreprises extrêmes : M. Yasuhiro Nakasone, premier ministre.

Dans un article récent abordant ces relations, un journaliste britannique, M. Henry Scott Stokes, auteur de l'ouvrage le plus complet sur la vie et l'œuvre de Mishima, *The Life and Death of Yukio Mishima*, apporte des révélations sur ces relations (1). Il écrit notamment : « Nakasone aide Mishima à établir sa réputation d'activiste de droite à la fin des années 60, époque à laquelle Mishima obtint des privilèges tout à fait inhabituels pour un homme privé, connue sous le nom de *Tatenokai* (la société du bouclier). Il reprit le soutien actif de politiciens conservateurs, y compris le premier ministre Sato. Nakasone facilita les contacts avec des officiers. C'est de courtoisie, et sous la pression de politiciens, que Mishima obtint le droit d'entraîner le *Tatenokai* au camp d'été des forces armées nationales de Goto, sur les îles du mont Fuji. »

M. Nakasone était ministre des forces armées en 1970, année au cours de laquelle Mishima conclut le plan d'un coup d'État nationaliste, déclenchant notamment à

l'annonce du film n'a guère suscité d'émotion au Japon. Contrairement à ce qui se passe en Occident, particulièrement en France où Mishima est encore apprécié, les nouvelles générations japonaises, gavées de matérielisme et dépolitisées, paraissent peu sensibles au romantisme, à l'esthétique morbide et au patriotisme fascinant de Mishima. Il semble bien que ce film vise d'abord un public américain et tout ceux qui connaissent sur-tout Mishima par une mort qui l'en dirait faite pour le cinéma.

R.-P. PARINGAUX.

(1) Article du *Japan Quarterly* (juin-août 1984) : « The Life and Death of Yukio Mishima », éd. Stone, Farrar, Straus, Giroux, New-York ; édition Trueland Co. Tokyo.

DANSE

SANKAI JUKU AU THÉÂTRE DE LA VILLE

Le lapin flegmatique

Le public français est familiarisé avec la danse Sankai. Il en connaît le principe : plongée dans les ténébreux, et rétroité du corps contre les contraintes extérieures. Il fait la différence entre le courant éruptif et flamboyant de Ko Murobushi - Carlotta Hildes, et le style plus scabreux d'Amagatsu, chorégraphe du Sankai Juku.

Sans doute il n'est guère possible pour les spectateurs du Théâtre de la Ville de déchiffrer les arcanes de ce groupe — et certains le déplorent — mais, d'une fois à l'autre, ils retrouvent les symboles, les gestes, les sons, les maquillages, tout ce qui constitue un univers bien identifiable : les personnages au crâne rasé peint en blanc, les mains griffues de nouveau-nés, les bouches ouvertes de poissons déboués sur le sable, les lapins blancs, l'espace scénique découpé en cercles, carrés, triangles, la musique circonstanciée de Sato et le rituel très travaillé des lumières. Même si l'on n'est sensible qu'à la beauté insolite des images, elles sont amenées avec une telle science qu'on en perçoit intuitivement et sans effort le processus créatif. La danse elle-même, avec sa progression lente, son système répétitif engageant une certaine hypnose, aboutit toujours à un moment unique.

Pour chaque nouvelle création, Amagatsu choisit un thème qui permet de concentrer le corps sur des sensations intérieures. Il y eut les souvenirs d'enfance de *Grande émigration*, *Jonon Shio*, hommage à la préhistoire, parcouru du cycle culturel de l'homme, et maintenant *Netsu No Katachi*, placé sous le signe de la chaleur : le soleil, la lumière, le blanc, avec leurs antagonismes, l'obscurité, le froid.

Comme toujours avec le Sankai Juku, le spectacle s'ouvre sur une image-choc qui revient à fermer la bouche. Dans *Jonon Shio*, Amagatsu était suspendu par le pied dans un triangle de lumière. Cette fois, il flotte dans un bocal transparent, comme un fœtus dans un liquide amniotique. Surgissent ses quatre danseurs à tête d'œuf qui s'affrangent par deux. Puis, vêtus de tabliers de forgerons, ils se déplacent le long de deux grands cercles, griffent et creusent mystérieusement le sol. Les voici, à nouveau, entassés sur le dos, se déployant comme une pieuvre ou un nid de serpents, pieds rétractés, mains en forme de bec de volatiles. Debout, saisis en pleine lumière orange, ils vont s'écrouler comme de vieilles statues sous une pluie de sable.

Les interventions d'Amagatsu sont toujours savamment amenées. Il exécute d'abord un solo, des cambrés, jambes pliées dans une pose qui rappelle les danseurs espagnols. Ses mains très molles sont peintes en rouge — grande impression de force retenue. Une lumière filtrant par le centre d'un triangle sculpte l'espace, tandis qu'une musique pour cordes accompagne la lente progression du geste. Soudain, l'image éclate dans un flamboiement de soleil, tandis qu'une échappée bleutée s'ouvre de l'autre Amagatsu.

Dans un autre solo, il paraît nu ; il bouge sur place, une rose frémisante entre les oreilles, et peu à peu se déploie, visage clos. Une énergie parcourt ses bras élastiques, sensuels, et son dos souple comme une bête. Sa danse, bien rythmée (percussion et saut), s'orne de quelques sauts tandis qu'il ouvre dans le tapis de sol noir de petits cratères rayonnants. Puis, tandis qu'il retourne à son bocal-refuge et que ses danseurs tombent raides comme des arbres fanés, un lapin, malicieusement impressionné par cette apocalypse, reste à déambuler sur le plateau désert.

MARCELLE MICHEL.
* Théâtre de la Ville, *Netsu No Katachi*, jusqu'au 14 avril, *Jonon Shio*, du 17 au 21 avril.

MUSIQUE

MALEC ET BARTOK PAR L'ORCHESTRE NATIONAL

Dans l'ombre pour toujours

Pour une fois que le contrebasse était soliste d'un concert, il fallait profiter ! Pierre Helleu, le merveilleux bassiste de l'Orchestre national, a si bien enroulé l'ivoire Maelc en lui révélant tous les secrets de son instrument, inventant même des procédés inédits (pizzicati inhabituels, jeu sous les cordes, etc.), multipliant les figures de virtuosité acrobatique et les sonorités déchirantes ou langoureuses, que le compositeur s'est retrouvé avec une œuvre de quarante minutes, évidemment démesurée et pas toujours cohérente.

Donner pour cet Oreste Sankai Juku, c'est comme de donner à un jeune homme de l'âge de Sankai Juku, qui recèle de grands passages dramatiques bien équilibrés, une réelle originalité lyrique, dont certains sol de contrebasse, mais qui méritent d'être ressassés pour rester capotés de bout en bout.

L'Orchestre national, dirigé par Charles-Édouard, une interprétation impressionnante du Châtelet de Barbe-Bleue de Bartok, sous la direction de Zoltan Pasko, chef hongrois de quarante-sept ans, aux gestes sobres mais essentiels, tant il se sent braché sur le courant souterrain de la musique. Avec lui, la première partie se charge d'une tension presque insupportable, comme l'attente de Barbe-Bleue dans l'espérance que Judith échappera au piège de son palais. Un moment, elle débouche sur la prodigieuse évocation des trésors et des connotations qu'il offre à la musique. Avec lui, la première partie se charge d'une tension presque insupportable, comme l'attente de Barbe-Bleue dans l'espérance que Judith échappera au piège de son palais. Un moment, elle débouche sur la prodigieuse évocation des trésors et des connotations qu'il offre à la musique. Avec lui, la première partie se charge d'une tension presque insupportable, comme l'attente de Barbe-Bleue dans l'espérance que Judith échappera au piège de son palais. Un moment, elle débouche sur la prodigieuse évocation des trésors et des connotations qu'il offre à la musique.

LE JUGE, de Philippe Lefebvre

La mort en solitaire

Comme jadis l'assassinat du juge Renaud, le mort de Pierre Michel devient un jour inspirer le Juge. Philippe Lefebvre, le réalisateur, en fait le symbole de la justice face au crime. Son héros, comme Jacques Perrin, n'a sans doute pas la dimension d'un samouraï façon Melville, même s'il va vers la mort en solitaire. Mais le seul des héros et le refus de broder tout de ce juge, d'une grande fidélité à son modèle, un film honnête, sinon un grand film.

De tous les dossiers dont était chargé Pierre Michel et qui ont conduit à son assassinat, René Lefebvre et son scénariste, Bernard Stora, ont retenu les affaires de drogue. Comme son modèle, le juge Muller est engagé dans une lutte sans merci contre les trafiquants. C'est un homme de dossiers, qui cite de mémoire les numéros de ses procès-verbaux, mais aussi d'homme qui n'hésite pas à aller extorquer aux inculpés dans leur cellule, à Palermo et aux Baumettes, des renseignements par la menace ou le chantage.

Les manières de Muller sont effaçantes, mais elles créent le vide autour de lui. Le président du tribunal les lui reproche. Il préférerait une « attitude plus souple » de sa part. Avec le même fougue, le juge s'en prend aux avocats. Ils ne valent pas plus cher, à ses yeux, que leurs clients, et il leur fait sentir. Il choisit même le commissaire Inconnu, chef de la brigade des stupéfiants, régulier, lui, avec ses indicateurs.

Le juge Muller dérange, il fait peur. Un jour, l'avocat de Rocca, le cadé de la drogue, incarner, faute de mieux, pour port d'arme, lui lance cet avertissement : « Vous allez perdre parce que vous êtes seul. » Il sera assassiné devant le palais de justice de Mar-

NOTES

Galerie

ROTTERUD ET KADISHMAN
Le jour et les moutons

Le grand silence blanc où s'écoule Blanche Rotterud à l'horreur du vide. Mais l'exige du spectateur une patiente exploration avant de livrer un autre monde cohérent, équilibré, architecturé sur plusieurs plans, avant de dégager de la lumière trise, bleutée, qui le noie d'imperceptibles lueurs qui avivent des éclats jaunes citrons ou rougeoyants du soleil levant.

Si l'on en croit certains titres, c'est bien la *Naissance du jour* qui est à l'origine de ces paysages intérieurs, qu'on dirait revêtus d'une peau diaphane où le sang affleure. L'impulsion première a été donnée par un fragment privilégié du visible, une plage par exemple. Puis un long travail se poursuit chez ce Norvégien de Paris, qui prend forme lorsque l'artiste prend conscience que, révéler, il est essentiellement peintre (1).

Que de moutons ! Rien que des moutons, des petits et des gros, de toutes les couleurs. D'abord « ressemblants » puis déformés, et prenant peu à peu des dimensions gigantesques, à la mesure des toiles qui, déroulées et flottantes, pourraient recouvrir toute une muraille. Ne vous amusez pas à les compter, les moutons de Kadishman, l'insomnie persisterait tant ils sont vivants. Mais il n'en est pas un pareil. Ils vous contemplent, outrageusement maquillés, au sein d'un harnage tout aussi héroïque (2).

JEAN-MARIE DUVOYER.

(1) Nape Stern, 25, avenue de Tourville.
(2) Galerie Fabien Boulestin, 20, rue Bonaparte.

Théâtre

CENDRILLON, à LILLE
La tradition et la tentation

Un peu comme *Carmen*, *Cendrillon* est une manière d'amberge espagnole : on compte plus de quatre cents versions de son histoire : Grimm, Perrault, sans doute, mais aussi Basile le Napolitain, et avec lui toute une tradition médiévale, le *Jeune Homme serpent* de Chine, la *Jolie Petite Boule d'Afrique*. C'est que peu de récits suggèrent autant de variantes.

À Lille, le Centre dramatique national La Fontaine en propose une nouvelle adaptation due à René Pilon, et dégage du ciment de féerie imposé par Walt Disney. L'action se situe à la fin des siècles, mais quelque part dans le Nord, sur fond de corons et de maisonsnettes de briques. Le prince est devenu M. de Saint-Fruquin. La famille de Cendrillon, elle, se situe dans la petite bourgeoisie, avec une de ses filles prêtes à joindre les deux bouts. Le père a ramené de ses voyages « aux colonies » une fille japonaise (Tomoko Yokomatsu) pleine de verve et de vigueur. Plus le marquis lève, mais un vieux voisin, drôlatique et ingénieux, qui permet à Cendrillon d'aller assister au bal de Saint-Fruquin en tricycle géant.

Le ton général du spectacle renvoie par moments à Dickens, par d'autres à La Fontaine. On a ainsi une double volonté d'inspirer des *Peines de cœur* d'une chatte anglaise, du groupe TSE. Mais cette Cendrillon s'élève un peu à travers les méandres de trop de tentations culturelles, en dépit d'une interprétation assez dynamique.

BERNARD RAFFALLI.
* Théâtre La Fontaine, 36, avenue Marc-Dormoy, 59000 LILLE (20) 09-45-50.

PARAMOUNT CITY THIONVILLE - PARAMOUNT MARIVAUX
PARAMOUNT MONTFAVIGNES - STUDIO ALFA

PHILIPPE NORET ISABELLE HUPPERT JEAN-PIERRE MARTELLE

COUP DE TORCHON

STÉPHANE AUDRAN GUY MARCHAND
EDDY MITCHELL RENÉ SCHOLINE
JEAN AURENCHÉ BERTHAUD FAVERIER

La Thai bien prise.
Melbourne en Royal Executive Class.

Thai, une des premières compagnies à faire décoller sa classe affaires : la Royal Executive Class. Et le voyage commence dès que vous vous installez dans l'un des 40 fauteuils première classe de nos B 747. Ici, tout est raffinement, tout est pensé à l'image de la légendaire et accueillante Thaïlande. Ici, le mot service devient magique et vous êtes traité comme un roi.

Alors, pour découvrir ce plaisir royal, choisissez une de nos 11 liaisons hebdomadaires au départ de l'Europe vers l'Asie. Contactez votre agence de voyages, ou nos bureaux : THAI INTERNATIONAL, 123 Champs Élysées, 75008 PARIS. Tél. : 720 86 15. Park Hôtel, 6 av. George V, 06000 NICE. Tél. : (93) 53 39 82.

Thai

Can I get a copy of the report?

مَكَرَامَةُ الْأَهْلِ

2 450 000 chômeurs en fin d'année

Le prix de la rigueur

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,7 % en mars 1984, selon l'estimation provisoire de l'INSEE publiée jeudi 12 avril. Cette première estimation de l'Institut porte à environ 2 % l'inflation pour le premier trimestre de l'année. Les hausses enregistrées ont été de 0,7 % en janvier et de 0,6 % en

ce phénomène s'explique par trois éléments : « une tendance à l'augmentation des licenciements économiques, de l'ordre de 10 000 environ par mois (...), les sorties de stage de formation qui ne se traduisent (...) pas toujours par des embauches (...), un élément propre à la France, la démographie (...). Nous devons nous réjouir de l'importance de la jeunesse française, qui est un gage d'avenir. Il n'y a donc demeure pas moins qu'à l'heure actuelle et jusqu'en 1986-1987, il nous faut créer des emplois égaux par ailleurs, créer chaque année 200 000 emplois supplémentaires ».

Seule éclaircie dans ce sombre tableau : l'amélioration de la balance des paiements courants devrait se poursuivre, puisque, à des déficits de 9,5 milliards de dollars en 1982 et 2,5 milliards en 1983, devrait succéder un excédent de 1,5 milliard en 1984.

Ces derniers, selon M. Fourcade, représenteraient 200 000 demandeurs d'emploi supplémentaires, ce qui aurait amené le nombre total de chômeurs à 2 471 200 fin février...

LÉGÈRE REPRISE DE L'INFLATION DANS LES PAYS INDUSTRIALISÉS

● **Reprise du travail chez Vallourec.** — Les trois cent vingt-cinq salariés de l'usine Vallourec (tubes d'acier) de Decazeville (Aveyron), en grève depuis le 3 avril, ont voté la reprise du travail pour le mardi 17 avril, la direction ayant accepté une « table ronde » le 20 avril avec les pouvoirs publics. L'enjeu : le sort de vingt-cinq intérimaires et de trente et un salariés mis en préretraite.

De son côté, M. Rigout, ministre de la formation professionnelle, s'en est pris, à ce sujet, au micro de Radio-Metro, à M. Gattaz, qui prétendait que le chiffre en formation de 600 000 jeunes s'ajoutait à 600 000 jeunes déjà ajoutés. « Ensuite on a parlé du 300 000, maintenant de 400 000. Mais lorsqu'on a voulu discuter concrètement avec le patronat, les choses ont été beaucoup moins précises. » Il a accusé le président du CNPF d'être « le porte-parole d'une partie du patronat qui ne joue pas le jeu ». Son ministère conteste « l'effondrement du dispositif en faveur des jeunes » avancé par M. Gattaz. « Ce sont plus de 300 000 jeunes qui auront pu bénéficier de stages de formation professionnelle entre juin 1981 et juin 1984. » Il accuse aussi le président du CNPF de vouloir « tirer vers le bas » les dispositions sur la formation alternante par rapport à la loi de 1979, « en favorisant les syndicats — sauf la CGT — en octobre dernier : « Alors que l'accord prévoit deux types de contrats de travail (qualification et adaptation à l'emploi). M. Gattaz ne parle plus que de 300 000 stages. »

Les experts de la Rue de Rivoli se sont donc mis au travail en



La BMW 728i est aujourd'hui la forme la plus prestigieuse d'un modèle d'avance technologique. Ses équipements sont exceptionnels: climatisation, indicateur de maintenance, coupure d'injection électronique en décélération. Six cylindres. 14 CV fiscaux. 184 ch DIN.

Consommations normes UTAC :
7,9 l à 90 km/h, 10,2 l à 120 km/h, 15,1 l en ville.

BMW 728i

BMW 728i.

[illegible]

Le plaisir de conduire

AFFAIRES

ITT OBTIENT UN IMPORTANT CONTRAT D'ÉQUIPEMENTS TÉLÉPHONIQUES EN TURQUIE

Le groupe International Telegraph and Telephone vient d'obtenir un important contrat en Turquie. Le gouvernement d'Ankara a l'intention d'investir 6 milliards de dollars en dix ans, afin de développer et moderniser son réseau national de télécommunication. Quatre industriels étaient en compétition : l'allemand Siemens, le suédois Ericsson, le japonais Fujitsu et ITT.

Les autorités turques ont choisi le central numérique d'ITT, le Système 12. Un contrat initial de 300 millions de dollars (2,4 milliards de francs) prévoit la fourniture de cent mille lignes téléphoniques. Puis ITT développera, à partir de 1985, une production locale de centraux équivalant à environ cinq cent mille lignes par an pendant cinq ans.

Ce contrat témoigne, après ceux obtenus en Chine et en Europe, de la reconquête par ITT d'une partie de ses positions mondiales.

MONNAIES

EFFRÈMENT DU DOLLAR : 8,03 F

Sur des marchés des changes extrêmement calmes, le dollar s'est effrêlé jeudi 12 avril, revenant, à Paris, de 8,05 F à 8,03 F, et à Francfort de 2,63 DM à 2,61 DM.

Les marchés financiers ont les yeux fixés sur les États-Unis, où devaient être publiés, jeudi après-midi, les chiffres des ventes au détail et de la production industrielle pour mars. Si une nouvelle baisse de ces ventes était enregistrée, comme en février, une déstabilisation des taux d'intérêt, et, donc, sur le dollar. Seul fait marquant, le yen a monté sur les marchés, le dollar revenant à 223 yens contre 225 yens, à la suite de rumeurs sur l'implémentation des traités japonais à l'exportation.

A La Seyne

PLUSIEURS COMMANDES SONT SUBORDONNÉES À LA «LIBÉRATION» DU «FAIRSKY»

Des négociations délicates entre les pouvoirs publics, l'entreprise NOR-MED et les syndicats des chantiers navals de La Seyne (Var) se poursuivent, ce jeudi 12 avril, pour tenter de convaincre les ouvriers du chantier de laisser partir le paquebot FairSky, qui est retenu depuis plusieurs semaines.

Les responsables syndicaux ont demandé aux ouvriers de laisser le paquebot partir à la mer. Si celui-ci n'était pas livré à son armateur (le groupe multinationnel SITMAR) avant le 15 avril, en dernier pouvoir faire jouer la procédure de rebat, ce qui impliquerait l'obligation pour la société, les banques et l'État de rembourser à l'armateur les acomptes qu'il a déjà versés.

D'autre part, les syndicats et le personnel du chantier de La Seyne ont fait savoir que, si le départ du paquebot s'effectuait normalement, deux commandes fermes seraient annoncées : la construction d'un pétrolier raffiné pour la marine nationale et la construction d'un navire transporteur de gaz, pour l'armement SITMAR précité.

La navigation dans le détroit d'Ormuz. L'Iran ne fermera pas le détroit d'Ormuz, « à moins que ses exportations de pétrole ne soient totalement bloquées », a déclaré, le 11 avril, M. Ali Akbar Velayati, ministre iranien des affaires étrangères à Tokyo, au cours d'une conférence de presse tenue conjointement avec son homologue japonais. Soucieux de rassurer les sociétés nippones, principaux clients du brut iranien, qui ont, depuis le début de l'année, ralenti leurs enlèvements, du fait de l'insécurité croissante dans le Golfe, le ministre a affirmé que son pays « n'a pas l'intention de provoquer d'escalade du conflit irano-iranien dans le Golfe ni de faire déborder les hostilités sur d'autres pays ».

POUR ÉLARGIR SA GAMME

La filiale de Renault, American Motors, va investir 2 milliards de dollars d'ici à 1988

De notre envoyé spécial

deur qui enregistre les propositions). « La fierté de chaque travailleur fait la qualité de chaque produit ». « La qualité fait vendre », etc.

Avec à peine quarante Français sur les 23 000 salariés que compte AMC, la présence de Renault, pour être efficace, n'est pas moins discrète. Tout pourrait donc paraître aller pour le mieux. Les voitures se vendent très bien. 126 008 Alliance et 20 182 Encore ont été vendues en 1983 et l'on est sur le point

de fêter la deux cent millième Alliance ; quant aux nouveaux modèles de jeep, Wagoneer et Cherokee (désignée 4 x 4 de l'année (1) après la distinction décernée l'an passé à l'Alliance), ils dépassent toutes les espérances.

Soixante-dix mille d'entre eux devraient être vendus de septembre 1983 à septembre 1984, au lieu de 40 000 prévus initialement. Conséquence : le dernier trimestre de 1983 comme le premier de 1984 ont été bénéficiaires après quatre « quarts » de pertes. Et l'on s'attend chez AMC à une « bonne année ». Autant dire que le pari industriel et financier que représente l'investissement américain de Renault (545 millions de dollars entre octobre 1979 et avril 1984, dont 307,5 millions en actions ordinaires, 97,5 en actions préférentielles, 40 en obligations convertibles et 100 millions de prêts à long terme) semble gagné. La firme française n'a-t-elle pas dépassé l'an dernier Volkswagen comme premier européen aux États-Unis ?

L'ACCORD GM-TOYOTA N'EST PAS CONTRAIRE AUX LOIS ANTITRUSTS

General Motors, le premier constructeur automobile mondial, et Toyota, le numéro trois, ont reçu le 11 avril le feu vert de la commission fédérale du commerce pour construire ensemble une voiture de moyenne cylindrée en Californie. La commission chargée de l'application des lois antitrust s'est prononcée en faveur de ce projet par trois voix contre deux, mais elle a limité cet accord dans le temps (à douze ans), et dans le volume (pas plus de 250 000 véhicules par an). De plus, GM et Toyota sont autorisés à échanger des informations dans le seul domaine de leur production commune. Les premières Sprinter, dérivées de la Corolla de Toyota, sortiront de l'usine de Fremont en Californie dès la fin de cette année. Chrysler et Ford, qui se sont battus juridiquement contre cette association, pourraient rapidement suivre cet exemple.

Des effets bénéfiques sur la balance commerciale

De plus, souligne-t-on volontiers chez Renault, les activités américaines ont fourni en France du travail à 8 500 personnes et ont soulagé la balance commerciale de 3,5 milliards de francs (moteurs, boîtes de vitesses, trains sont, notamment, envoyés de Clichy et des autres usines françaises). Enfin, l'accord d'AMC avec la firme chinoise Beijing Motors Work pour la modernisation des jeeps chinoises devrait être la base d'un développement compétitif avec les Japonais en Asie.

Le black eye (signe) qui semblait marquer la Régie après le lancement raté de la Dauphine outre-Atlantique au début des années 60, voire la livraison début 1979 de R18 d'une « qualité catastrophique » aux dires d'un concessionnaire de Chicago, a donc été vaincu.

Pourtant, M. Dedeurwaerder, patron belge d'American Motors, sait qu'il va falloir développer cette base. « On aura, reconnaît-il, une période difficile... » Car le problème de gamme que connaît actuellement la Régie (le Monde du 26 janvier 1984) réajusté sur la société américaine, l'Alliance et l'Encore sont sur un segment de marché (la classe 3) qui décline relativement. « Aujourd'hui, admet M. Joe Cappy, le directeur du marketing, nous n'avons pas la cadence d'il y a un an en raison du retour en faveur des plus grosses voitures... »

En outre, c'est une classe sur laquelle la concurrence va s'aviver avec la mise en production par General Motors et Toyota — les deux firmes ont obtenu le 11 avril un accord définitif de la commission antitrust — dès la fin de cette année en Californie de la Sprinter, dérivée de la Corolla japonaise et le lancement d'autres projets américano-japonais. Enfin, tout le monde pense

à Detroit que les quotas limitant les importations nippones seront levés en mars 1985. La réorganisation au début de cette année par GM de ses cinq divisions en deux groupes — l'un consacré aux grosses voitures et l'autre principalement aux petites — est à cet égard significative.

Aussi AMC va-t-elle devoir rapidement monter dans la gamme. Déjà M. Joe Rios, l'un des dealers (concessionnaires) les plus efficaces de Detroit et de Chicago, regrette de n'avoir pas une plus grosse voiture à proposer à sa clientèle. La R 25 ? Les « cliniques » — tests effectués sur un échantillon d'acheteurs éventuels — ont été mauvaises, reconnaît M. Dedeurwaerder, car les Américains n'aiment pas les « bi-corps » (2) au-dessus d'une certaine taille. Une décision sera prise dans quelques semaines, mais clairement il n'est pas question d'engager les frais d'« américanisation » — pour faire plaisir à trois mille intellectuels —.

Comme Ford

Pour que Renault ne subisse pas, avec un temps de décalage, la mésaventure qu'a connue Volkswagen, dont la Rabbit ne fut qu'un feu de paille, la stratégie a été clairement définie dans le plan à cinq ans de l'entreprise. « La huit de la classe 3 nous y servira, les classes 4 et 5 nous y serviront aussi », affirme M. Cappy, ajoutant que le « design » sera Renault. Pour gagner cette course de vitesse, près de 2 milliards de dollars (16 milliards de francs) seront consacrés à cet élargissement de la gamme.

L'autofinancement — grâce aux marges dégagées par les jeeps — devrait représenter les trois quarts de cette somme, le reste étant emprunté. Une gageure pour une entreprise, dont l'endettement à long terme, fin 1983, était de 490 millions de dollars pour 3,3 milliards de chiffre d'affaires.

Parce que l'on est pressé, il n'est pas exclu que l'on devienne Paris dans la scie du modèle qui doit succéder fin 1985 ou début 1986 à la R 18. « Après tout, rappelle M. Dedeurwaerder, Ford a sorti l'Escort en Europe avant de la lancer aux États-Unis... »

Mais si cette stratégie réussit, l'équipe enthousiaste qui entoure le « boss », comme le directeur financier, M. Jean-Marc Lepen, sont persuadés que, d'ici trois ans, AMC contribuera, de manière significative, à la santé financière de Renault ; un peu comme Ford en Europe a aidé la maison mère à passer un cap difficile du début des années 80. Et avec pour enjeu quasi-certain que la Régie de rester alors dans le peloton des grands avec GM, Toyota, Ford et quelques très rares autres.

BRUNO DETHOMAS.

(1) 4 x 4 : voiture à quatre roues motrices.
(2) Véhicules qui ont une partie arrière et non un coffre traditionnel.



INVESTIR DANS LA TECHNOLOGIE DE POINTE, PARTOUT DANS LE MONDE

Le secteur de la technologie moderne — des USA et du Japon notamment — offre d'excellentes perspectives de bénéfice. Dans ce secteur, la hausse du cours des actions est souvent tout aussi spectaculaire que l'application de techniques nouvelles. L'investisseur judicieux qui voudrait profiter de toutes ces opportunités, optera pour Rolinco.

PLUS-VALUE

Rolinco est une société d'investissement qui a réussi à obtenir de très bons résultats en concentrant ses placements sur des actions d'entreprises avec un potentiel réel de croissance. Son objectif est celui de la meilleure plus-value, les dividendes revêtant une moindre importance. Rolinco veut saisir les meilleures opportunités et, en même temps, limiter les risques. C'est pourquoi elle veille à la répartition internationale de son portefeuille, tout en s'orientant principalement vers des valeurs américaines et japonaises.

INDÉPENDANCE

Rolinco est l'un des fonds d'investissement du Groupe Robeco aux Pays-Bas, le plus

grand organisme indépendant de placements collectifs en Europe, qui gère actuellement un actif de l'ordre de F 48 milliards pour le compte de centaines de milliers d'investisseurs à travers le monde. Les bénéfices réalisés par Rolinco sont directement distribués aux actionnaires.

MARCHE QUOTIDIEN EN BOURSE

Les actions Rolinco sont quotidiennement cotées en bourse. Vous pourrez les acquérir par l'entremise de votre banque ou agent de change. Aimeriez-vous avoir de plus amples informations et connaître les résultats, notamment, du dernier exercice ? Un dossier d'information, contenant le rapport annuel le plus récent, vous sera adressé dès réception du coupon-réponse ci-dessous.

ROLINCO: INVESTIR EN VUE DE L'AVENIR

Rolinco, Postbus 973, 3000 AZ Rotterdam, Pays-Bas.

Nom : _____
(transcrivez d'imprimerie s.v.p.)
Adresse : _____

Code postal : _____

Ville : _____

30865



RETOUR AUX BÉNÉFICES

Les bonnes recettes de Rhône-Poulenc

Comment un groupe ruiné par sa chimie lourde et son secteur de fibres synthétiques peut-il espérer un jour dégager à nouveau des profits ?

Qu'il prenne exemple sur Rhône-Poulenc. La recette est simple. Vous vendez cette chimie lourde à un bon prix à une compagnie pétrolière (ELF-Aquitaine, par exemple), vous réorganisez la division « fibres » à partir de créneaux « porteurs » (polyester, nylon notamment), vous renforcez vos positions dans la chimie fine à haute valeur ajoutée. Puis vous vous faites nationaliser, vous vous débarrassez d'un des derniers fardeaux, les engrais de GESA, et vous récupérez au passage une entreprise pharmaceutique performante (Pharmuka). Mettez une bonne dose de chance (trépas économique à l'étranger), attendez un an et, une fois les comptes arrêtés, vous les présentez, flouez.

L'inconvénient de cette préparation est sa durée : quatre ans. C'est le temps qu'il a fallu à Rhône-Poulenc pour restaurer sa situation financière, redresser une première fois en 1977, après trois ans de pertes importantes, mais qui s'était de nouveau graduellement détériorée en 1978 et en 1979 avec le retour de la crise, avant de redevenir lourdement déficitaire en 1980 (- 1 950 millions de francs).

Pour la première fois depuis la fin des années 70, le groupe Rhône-Poulenc, grâce aux efforts conjugués exercés par ses trois derniers présidents successifs, MM. Renaud Gillet, Jean Gardois et, l'actuel patron, M. Loïc Le Floch Prigent, a fait des bénéfices en 1983, soit 88 millions de francs sur un chiffre d'affaires de 43,11 milliards de francs, soit de 16 % (10 % à structures comparables).

Par comparaison avec les performances réalisées par les autres chimistes mondiaux, il n'y a pas, certes, de quoi poirever. A l'évidence, ce résultat apparaît dérisoire. Mais, incontestablement, il est bon, car très supérieur aux prévisions les plus optimistes (50 millions de pertes encore), surtout quand, comme Rhône-Poulenc, l'on sort d'un exercice 1982 avec un important déficit (844 millions de francs).

Cette amélioration se mesure avec la marge opérationnelle, en hausse de 30 % à 2,86 milliards de francs, et ce malgré la baisse des résultats de la filiale brésilienne, heureusement encore bénéficiaire.

Bref, comme ses grands rivaux internationaux, Rhône-Poulenc a profité à plein du vent de la reprise, qui, partout, en RFA notamment, continue de souffler. Combien de temps encore ?

A. D.

AUJOURD'HUI, GAGNER C'EST GERER L'INCERTITUDE.

Du 7 au 25 mai, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Béziers organise un séminaire international.

Gérer l'incertitude, former au management des temps de crise : c'est la première tentative en Europe pour imaginer un style de gestion qui devra permettre aux entreprises françaises de sauvegarder ou de reconquérir leur compétitivité sur le marché mondial.

Véritable business school, par son esprit, par ses méthodes, par ses travaux pratiques, le séminaire présente 3 sessions distinctes d'une semaine chacune.

Pour une efficacité maximum, le nombre des participants

est limité à 20 par session.

Chaque session comprendra des interventions de personnalités parmi les plus expertes dans leur domaine.

Ce séminaire résidentiel se déroulera au Cap-d'Agde.

Les participants peuvent s'inscrire pour une semaine ou une fraction de semaine.

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Béziers.

Tél. : (67) 28.75.65.

1^{re} session - 7 au 11 Mai

"La crise mondiale et le modèle japonais" sera animée par Messieurs S. AZAO, Président de VIDEO-FRANCE S.A., J. FOURASTIE, Professeur Honoraire au Conservatoire National des Arts et Métiers, Membre de l'Institut, K. KOMADA, Président de TOYOTA France, J. LESOURNE, Ancien Elève de l'Ecole Polytechnique, Ancien Directeur du projet "INTERFUTURS" à l'O.C.D.E., Professeur au Conservatoire National des Arts et Métiers, H. NASU, Président de SUMTOMO Corp. France, M. OMIYA, Directeur du MITI à Paris, M. YOSHIMORI, Professeur Associé à l'Université de Paris-Dauphine, Professeur à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales et à l'Ecole des Langues Orientales, ancien Professeur à l'INSEAD.

2^e session - 14 au 18 Mai

"Le management dans l'incertitude" sera animée par Messieurs J. BOUNINE-CABALE, Ancien Elève de l'Ecole Polytechnique, Président de J.B. CONSULT, Conseiller à la Direction Générale de l'OREAL, R. CHATAIN, Gérant des Laboratoires SANDOZ, O. GELINIER, Directeur Général de la CEGOS, G. LE PAN DE LIGNY, Ancien Elève du C.P.A., Conseil en Commerce International (Paris, Hong Kong, New York), Conseiller du Commerce Extérieur de la France, B. LUSSATO, Professeur de "Théories des Systèmes" au Conservatoire National des Arts et Métiers et à la Wharton School de Philadelphie, R. PAPIN, Professeur à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales et à l'Institut Supérieur des Affaires, Lauréat 1983 de l'Association Française de Science Economique pour son dernier livre, A. PROUZET, Expert-Comptable DPLE, Docteur Es-Sciences de Gestion.

3^e session - 21 au 25 Mai

"Leadership et capacité de concertation" sera animée par Madame O. BERNABE, PDG des Pépinières RICHTER, Présidente du Comité Régional Languedoc-Roussillon des Conseillers du Commerce Extérieur de la France, Monsieur P. BOURIEZ, Ancien Elève de l'Ecole Polytechnique, PDG du groupe CORA-REVILLON, Mesdames D. FRISCHER, Psycho-Sociologue, Conseil en Communication à Paris, Productrice sur Antenne 2, F. GOMEZ, PDG de WATERMAN, Messieurs O. LECERF, PDG du groupe LAFARGE-COPPEE, Lauréat 1981 du meilleur manager du "Nouvel Economiste", E. VERON, PDG de la Société MAJORETTE, PDG de la Société SOLIDO.



BEZIERS.

LE FUTUR CONCRET.

